

Françafrique, la relève Sarkozy ?

* * *

Condensé d'informations brutes
version du 20/03/07

* * *

Quels sont les liens entre Nicolas Sarkozy (NS) et la Françafrique ? Pour élucider cette question, nous avons décortiqué de nombreux articles et quelques ouvrages spécialisés sur l'actuel candidat à la présidence de la République. Nous avons rassemblé dans ce document la "matière brute" glânée jusqu'ici. Nous avons également ajouté des informations non directement liées à la Françafrique, mais qui permettent de se faire une idée du réseau relationnel de Nicolas Sarkozy, de son parcours et de ses idées politiques, de ses liens avec les "affaires" en France, etc. Précisons que ce document est une version provisoire, soumis à de futures modifications, non exhaustif, comportant des coquilles et des informations insuffisamment vérifiées. Tout complément est le bienvenu.

Nous avons classé ces informations en 5 thèmes :

- 1/ Courte biographie de NS
- 2/ NS et l'Afrique
- 3/ Quelques repères sur le réseau relationnel de NS
- 4/ NS et Charles Pasqua
- 5/ Florilège de citations de NS

Courte biographie de Nicolas Sarkozy

Enfance, études et métier

Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa, fils d'un immigré hongrois, est né en 1955 dans le XVII^{ème} arrondissement de Paris. Il a passé son enfance à Neuilly sur Seine. Après des études à l'université Paris X, il obtient une maîtrise de droit privé en 1978. La même année, il fait son service militaire, puis entre à l'Institut d'études politiques de Paris, mais il n'obtient pas le diplôme. En 1981, il devient avocat et s'associe pour créer le cabinet parisien « Arnaud Claude et Nicolas Sarkozy », spécialisé dans le droit immobilier. Nicolas Sarkozy « *n'a presque jamais plaidé* » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005), mais il touche une part des profits de ce cabinet d'avocat (241 000 euros en 2002) (Wikipédia).

Vie affective et familiale

En 1982, Nicolas Sarkozy épouse Marie-Dominique Culioli, fille d'un pharmacien corse dont il a deux fils, Pierre (né en 1985) et Jean (né en 1987). Son témoin de mariage est Charles Pasqua. En 1984, il rencontre Cécilia Ciganer-Albeniz lorsqu'en qualité de maire de Neuilly, il la marie à l'animateur de télévision Jacques Martin, qu'elle quitte pour lui en 1989. Après un divorce assez difficile, ils se marient en octobre 1996. Il a pour témoins Martin Bouygues et Bernard Arnault. Ils ont un fils, Louis (né en 1997).

Parcours dans les partis politiques

Nicolas Sarkozy adhère à l'Union des démocrates pour la République (UDR) en 1974 et milite pour l'élection de Jacques Chaban-Delmas, puis est délégué départemental des jeunes de Hauts-de-Seine en 1975. En 1976, il adhère au Rassemblement pour la République (RPR) nouvellement créé, sous le parrainage de Charles Pasqua à propos duquel il déclare en 1983 « *tout le monde sait que je suis son double* ». Il devient responsable de la section de Neuilly en 1976, secrétaire de la circonscription Neuilly-Puteaux en 1977. Il est président du comité de soutien des jeunes à la candidature de Jacques Chirac en 1980 (TF1, 24 mars 1981, Wikipédia). En 1988, il est secrétaire national du RPR, chargé de la Jeunesse et de la Formation. De 1992 à 1993, il est secrétaire général-adjoint du RPR, chargé des Fédérations. En 1995, il soutient Édouard Balladur pour la campagne présidentielle mais c'est finalement Jacques Chirac qui est élu. De 1995 à 1997, il est porte-parole du RPR. De 1998 à 1999, il est secrétaire général du RPR. En 1999, il devient brièvement président par interim du RPR et conduit la liste RPR-DL de son parti uni avec Démocratie libérale aux élections européennes de 1999, marquées par le désistement de Philippe Séguin et une sévère défaite : la liste arrive en troisième position avec seulement 12,8 % des suffrages (contre 25,58 % pour l'union RPR-UDF, arrivée en première place, conduite par Dominique Baudis en 1994 et 16,4 % pour l'UMP en 2004), derrière celle de Charles Pasqua (13,1%). Il abandonne alors toute responsabilité au sein du parti et se retire de la politique nationale. Pendant cette période, il publie un livre, *Libre*. En 2000, il est élu président du Comité départemental du RPR des Hauts-de-Seine. En 2002, il soutient la réélection de Jacques Chirac. Lors de la convention des 28 et 29 novembre 2004, il est élu président de l'UMP par les militants avec 85,1 % des voix.

Parcours dans les fonctions publiques locales

Nicolas Sarkozy est élu conseiller municipal de Neuilly en 1977. En 1983, il devient maire de Neuilly-sur-Seine à 28 ans, succédant à Achille Peretti, décédé, mais aussi en prenant de court le prétendant en titre, Charles Pasqua, alors hospitalisé pour une opération de hernie. Il restera maire de Neuilly jusqu'en 2002, devenant ensuite « adjoint hors rang ». De 1983 à 1988, il est conseiller régional d'Île-de-France. De 1985 à 1988, il est conseiller général du canton de Neuilly-sur-Seine Nord. De 1986 à 1988, il est vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, chargé de l'enseignement de la culture. En 1993, il est élu député de Neuilly. Depuis 2004, il est conseiller général du canton de Neuilly-sur-Seine Nord, président du conseil général des Hauts-de-Seine. Membre honoraire du Rotary Club de Neuilly et du Siècle, il est président de l'Établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD) depuis le 1er avril 2005.

Parcours dans les fonctions publiques nationales

En 1987, Nicolas Sarkozy est chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques au sein du ministère de l'Intérieur. De fait, il est le conseiller en communication du gouvernement à l'époque de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. En 1993, il est nommé ministre du Budget dans le gouvernement Édouard Balladur. En mai 2002, il est nommé Ministre de l'Intérieur. En mars 2004, il est nommé ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, dans le troisième gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Il doit démissionner en novembre 2004 pour prendre la tête de l'UMP. Après le résultat négatif du référendum portant sur le Traité constitutionnel européen (29 mai 2005), le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin démissionne (31 mai 2005). Si Nicolas Sarkozy n'est pas nommé Premier ministre, il obtient néanmoins le poste de ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. Il explique entre autres vouloir « *reprenre en main la DST et [...] éviter les coups tordus montés contre lui* » et en évoquant « *des officines qui, depuis six mois, ont pris [sa] famille pour cible* ». Il cumule ainsi un poste ministériel avec la présidence de l'UMP, alors que ce cumul avait été jugé impossible par le chef de l'État lors de son interview du 14 juillet 2004. Notons qu'il conserve en même temps la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine.

2

Nicolas Sarkozy et l'Afrique

NS et la politique internationale en général

Nicolas Sarkozy vise « trois grands objectifs : assurer la sécurité et l'indépendance de la France et des Français d'abord, et de ses amis et alliés ensuite ; promouvoir les libertés et les droits de l'homme sur la scène internationale ; et enfin, promouvoir les intérêts économiques et commerciaux de la France. L'essentiel de son discours était axé sur l'Europe et le Proche Orient, l'Afrique n'y occupant qu'une part mineure. D'ailleurs, à une question posée par la salle après son intervention au sujet des priorités de la diplomatie française s'il était élu président, il a répondu : « nous redéployerons notre force diplomatique sur cette partie du monde qu'est l'Asie », car c'est une région qui a « un potentiel de croissance immense ». Toutefois, il a pris soin de préciser que l'Afrique ne serait pas abandonnée par la France. » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

Nicolas Sarkozy, lors d'un entretien avec *Jeune Afrique* : « Sur les questions internationales comme sur les problèmes intérieurs, je m'efforce de parler vrai et de bousculer les vieilles certitudes et les postures habituelles. Sur la mondialisation, la gauche ne cesse de dire que c'est un mal alors que c'est un défi. Sur l'immigration, la gauche n'a cessé de donner des leçons de morale alors qu'il faut des décisions. Sur l'Afrique, son regard est traversé de complexes et de sous-entendus alors qu'il faut de la franchise. » (*Jeune Afrique* - 5 novembre 2006)

NS et le "bilan africain" de Jacques Chirac

Pour Nicolas Sarkozy, « pas question de faire «table rase» de la politique conduite par le président sortant. Le candidat de l'UMP juge qu'elle fut «exemplaire», notamment dans les Balkans et en Irak. Il ne s'est risqué qu'à une critique implicite sur la politique africaine : il veut «tourner la page des complaisances» et réduire au «strict minimum» la présence militaire en Afrique. » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (*Libération*, jeudi 1 mars 2007) « Ce n'est pas "le prélude à je ne sais quelle table rase", a pris soin de dire le ministre de l'Intérieur, qui a jugé l'action de Jacques Chirac "exemplaire" sur "bien des aspects". » (*L'Express* et *Reuters*, 28 février 2007)

NS et les discours de "rupture" avec la Françafrique

Dans son discours sur la politique internationale, Nicolas Sarkozy « s'est nettement démarqué de la politique traditionnellement conduite par la France à l'étranger, notamment par Jacques Chirac. Il s'est ainsi prononcé pour une présence militaire française en Afrique réduite au "strict minimum" et souhaité que la France "tourne la page des complaisance, des ambiguïtés" avec ses partenaires africains et arabes. "Les relations entre des Etats modernes ne peuvent pas dépendre de la seule qualité des relations personnelles entre les chefs d'Etat", a-t-il ajouté. » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (*L'Express* et *Reuters*, 28 février 2007)

« M. Sarkozy qui intervenait sur le thème "Politique de la France en Afrique", a déclaré : "A nous aussi de débarrasser la relation Afrique-France de ses phantasmes et de ses mythes qui la polluent. La France n'a pas les intentions et l'influence qu'on lui prête. On lui prête la faculté de redresser les situations, de rechercher des intérêts économiques que nous n'avons pas et d'être capables d'assurer la stabilité ou de créer l'instabilité dans un pays". » « Bien souvent d'ailleurs, les deux phantasmes sont mêlés, a fait remarquer M. Sarkozy, déplorant qu'on prête également à son pays l'intention de mener une politique dont le seul objectif est de s'approprier les ressources géologiques du continent. » (*Africatime*, samedi 20 mai 2006)

« Nicolas Sarkozy s'est, au cours de son intervention, positionné en tant que candidat du changement, et même de la rupture s'agissant de la gestion des relations entre la France et l'Afrique. « Il nous faut les débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autres mandats que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés, notamment avec nos partenaires africains et arabes. » Appelant à plus de « transparence », il a voulu prendre ses distances avec l'image qu'ont laissé les précédents et actuel présidents français. [...] « Nous ne devons pas non plus nous contenter de la seule personnalisation de nos relations, a-t-il dit. Les relations entre des Etats modernes ne doivent pas seulement dépendre de la qualité des relations personnelles entre chefs d'Etat, mais d'un dialogue franc et objectif, d'une confrontation des exigences

respectives, du respect des engagements pris et de la construction d'une communauté d'intérêts à long terme. » » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

« « Il nous faut construire une relation nouvelle, assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé et des obsolescences qui perdurent de part et d'autre de la Méditerranée », a affirmé le numéro deux du gouvernement français. Dans son discours, Nicolas Sarkozy a également indiqué que la relation entre la France et l'Afrique devait « être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autres mandats que ceux qu'ils s'inventent ». Nombre d'observateurs ont noté, dans les propos du ministre, une volonté de rompre avec les politiques africaines de ces dernières années, avec une volonté de se démarquer de Jacques Chirac. » Position exprimée lors d'un discours devant la classe politique béninoise sur la politique de la France en Afrique (RFI, 19/05/2006)

« Les agences de presse et les journaux en ont fait leurs gros titres : Sarkozy veut nettoyer la "Françafrique", « Au Bénin, le ministre prône l'abolition de la politique des réseaux incarnée par Chirac » (Vanessa Schneider, Libération, 20/05), Sarkozy pour une "relation nouvelle" et "transparente" avec l'Afrique (AFP), Sarkozy prône la rupture avec la "Françafrique" (AP). Le ministre a daubé ceux qui prétendent qu'il y aurait « je ne sais quelle incompatibilité entre l'Afrique et la démocratie ». » (Billets d'Afrique n° 148, juin 2006)

« "Tout ne peut être fondé sur des relations personnelles entre chefs d'Etat", approuve Nicolas Sarkozy dans Témoignage (XO Editions). Le candidat de droite met en avant sa relation libérée de toute culpabilité postcoloniale et sa franchise comme autant de preuves de sa véritable "amitié" pour les Africains » (Le Monde, 13/02/07)

« Question du journal Jeune Afrique à Nicolas Sarkozy : Vous prônez une rupture totale avec le système de la Françafrique, en oubliant de dire au passage que la France y a largement trouvé son compte pendant quarante ans... Réponse de Nicolas Sarkozy : La France, non. Certains Français, oui. Et c'est justement à ce système de relations personnalisées dans lequel on traite indistinctement avec les démocraties et avec les dictatures que je souhaite mettre un terme. [...] Plus généralement, on ne fera pas bouger les choses par le seul tutoiement entre le chef de l'Etat français et ses homologues du continent, mais par la conscience collective d'un intérêt commun. C'est d'ailleurs ce qu'avait pressenti François Mitterrand lors du discours de La Baule de 1989 : le temps des réseaux occultes et des émissaires autoproclamés est révolu. Place aux relations différenciées selon le degré de démocratie de chacun. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« C'est donc devant un public calme et attentif que le chef de l'UMP a développé sa vision, en forme d'hommage à une démocratie béninoise née en 1989 : «Vous, les Béninois, comme les Maliens et les Ghanéens, vous avez assené une solide leçon à tous ceux qui ne cessent de répéter que la démocratie n'est pas faite pour les Africains. Il n'y a pas d'exception africaine, pas de prétendue spécificité culturelle qui justifierait je ne sais quelle incompatibilité entre l'Afrique et la démocratie.» Le «fils rebelle» de Jacques Chirac n'a pas cité son nom, ni celui de Jacques Foccart, qui fut son «Monsieur Afrique» dans les premières années du septennat. » « Le ministre de l'Intérieur s'est livré à un virulent plaidoyer en faveur de la «transparence». Il a souhaité en finir avec «les réseaux d'un autre temps», les «émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent», les «réseaux officieux qui ont fait tant de mal par le passé». Jacques Foccart est mort en 1997, et le président gabonais Omar Bongo est le seul survivant en exercice des «réseaux» traditionnels chiraquiens. «Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des officines, des secrets et des ambiguïtés, a ajouté le président de l'UMP. Il ne faut pas nous contenter de la seule personnalisation de nos relations.» [...] Avant de quitter Cotonou, hier soir, le futur candidat à la présidentielle a estimé avoir atteint l'objectif qu'il s'était fixé. Il voulait débarrasser la relation franco-africaine de ses «mythes et de ses fantasmes», il l'a fait. » (Le Figaro, 20 mai 2006)

« Nicolas Sarkozy a plaidé pour un « partenariat rénové » entre la France et le continent africain, pour « chasser les vieux démons du paternalisme, du clientélisme et du partenariat ». "Nous devons créer les conditions de relations adultes, responsables et décomplexées qui pourront s'épanouir en pleine lumière, sous le regard de tous", a lancé le ministre de l'Intérieur. Une critique à peine voilée de la politique prônée par Jacques Chirac. « Ce dialogue et ce partenariat exigeant, ils doivent s'inscrire dans le cadre d'un échange équilibré entre nations souveraines et alliées, liées par des liens privilégiés », a poursuivi le ministre, annonçant que les relations avec l'Afrique seraient une « priorité » de sa politique internationale, s'il est élu l'an prochain. » Nicolas Sarkozy, lors de son voyage au Bénin (Le Figaro, 18 mai 2006)

« Il nous faut conjointement chasser les vieux démons du paternalisme, de l'assistanat et du clientélisme.[...] Cette relation [entre la France et l'Afrique] doit être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autre mandat que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé. Il faut définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés. [...] Il nous faut aussi ne pas nous contenter de la seule personnalisation de nos relations. Les relations entre des États modernes ne doivent pas seulement dépendre de la qualité des relations personnelles entre les chefs d'État, mais d'un dialogue franc et objectif, d'une confrontation des intérêts respectifs, du respect des engagements pris. Nous voulons dialoguer sur un pied d'égalité, entre partenaires responsables. Notre relation doit être décomplexée, sans sentiment de supériorité ni d'infériorité,

sans sentiment de culpabilité d'un côté ni soupçon d'en jouer de l'autre, sans tentation de rendre l'autre responsable de ses erreurs. [...] Ce dont je suis sûr en revanche, c'est que le bonheur des Africains ne passe pas par des formes de gouvernement tyranniques, des pratiques politiques arbitraires ou des institutions délabrées. Nous ne devons plus accepter que l'aide au développement puisse devenir une prime à la mauvaise gouvernance et aux régimes prédateurs. Comme nous ne devons plus tolérer les détournements auxquels elle donne encore trop souvent lieu et qui constituent une double spoliation parfaitement inadmissible : spoliation des contribuables dans les pays donateurs, spoliation des populations dans les pays récipiendaires. La corruption doit cesser d'être regardée avec complaisance comme un mal nécessaire. Son éradication permettrait déjà à coût budgétaire constant d'accroître mécaniquement les montants de l'aide effective. » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

« Le discours [de Nicolas Sarkozy] affichant sa différence avec Jacques Chirac semble ignorer que les vieux réseaux semi-mafieux de la "Françafrique" ont perdu de leur influence. "Sarkozy n'est pas l'héritier de la "Françafrique", martèle l'un de ses proches. Il n'a pas besoin de "valoches" (de financements occultes africains) : il a pris l'UMP !" » (Le Monde, 13/02/07)

NS et les droits de l'homme

« Contre les adeptes d'une realpolitik qui «cantonne l'action diplomatique à un effort pour ne rien changer», Nicolas Sarkozy a assuré [le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale] qu'il se ferait un devoir de «promouvoir les droits de l'homme», notamment en Chine et en Russie. Car la France, a-t-il déclaré, ne peut plus «se taire» face à l'évolution «préoccupante» de la situation des droits de l'homme dans ces pays. » (Libération, jeudi 1 mars 2007)

« Nicolas Sarkozy a défendu l'idée que la défense des libertés et des droits de l'homme, qui ont « une vocation universelle », seraient le fondement sur lequel il appuierait sa politique internationale. Sur cette base, l'une de ses priorités serait le règlement du conflit du Darfour car, a-t-il déclaré, « notre indifférence face aux 200 000 morts des massacres ethniques du Darfour » n'est pas tenable. « Il y a urgence à agir pour que le Darfour ne reste pas une page honteuse de notre propre histoire, a-t-il ajouté. Nous devons tout faire pour que les engagements de cessez-le feu soient respectés par toutes les parties, et le déploiement d'une force nationale facilité. » Puis, évoquant les pays d'Afrique du nord et plus largement du monde arabe, il a affirmé que « le grand débat du monde arabo-musulman est désormais la confrontation entre les régimes démocratiques et modérés et les forces obscurantistes. Nous devons tout faire pour conforter les régimes modérés. » » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

« Je veux être le Président d'une France qui défende partout les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. D'une France qui s'oppose aux dictatures et combat le totalitarisme, cette tyrannie où le tyran n'a pas de visage parce qu'il est partout, jusque dans les têtes. D'une France qui défende l'intérêt des plus pauvres et des générations futures. » Discours de Nicolas Sarkozy au meeting de Toulon, mercredi 7 février 2007

Notons que le jour de la mort de Pinochet, Nicolas Sarkozy était l'invité d'une émission à la télévision française. L'animateur annonce en direct la mort de Pinochet et demande la réaction de Nicolas Sarkozy. Celui-ci s'est refusé à tout commentaire.

NS et la présence militaire française en Afrique

« Nicolas Sarkozy a estimé mercredi [28 février 2007, lors de sa conférence de presse sur la politique internationale] que la présence militaire française en Afrique "devra être limitée au strict minimum lorsque l'Union africaine se sera dotée d'une capacité stratégique et militaire pour rétablir elle-même la légalité internationale sur le continent". Pour lui, "l'armée française reste au service de la sécurité de l'Afrique, mais de préférence sous mandat de l'ONU et de l'Union africaine". Le candidat UMP à l'Élysée a reconnu lors d'une conférence de presse que la présence des bases militaires françaises sur le continent noir était "de moins en moins bien comprise par la jeunesse africaine". "La première mission de ces bases, c'est d'aider l'Union africaine à construire une architecture de paix et de sécurité régionale qui permettra au continent de disposer d'un outil pour mieux assurer solidairement sa stabilité", a-t-il expliqué. Il a noté que l'ancienne puissance coloniale était "souvent" confrontée à un dilemme, lors de crises : "Soit la France n'intervient pas et on l'accuse de manquer à ses engagements bilatéraux, d'abandonner des gouvernements souverains et des peuples en détresse. Soit elle intervient et on lui reproche de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat souverain !". » (AP, 28/02/2007)

« Mais c'est sans doute sur l'Afrique que Nicolas Sarkozy s'est le plus écarté du discours traditionnel de la France-Afrique. S'il n'exclut pas d'y poursuivre des opérations militaires, celles-ci se feront désormais exclusivement «sous mandat de l'ONU et de l'Union africaine». «L'Afrique n'est pas notre pré carré», a-t-il lancé, se félicitant que la Chine et les Etats-Unis investissent également sur le continent noir. » (20Minutes.fr, 01/03/07)

« M. Sarkozy [...] a souhaité qu'un "débat s'ouvre au sujet de notre présence militaire". Tout comme M. Bianco, pour qui cette présence "pose problème", surtout lorsque "la France vole au secours de gouvernements plus ou moins légitimes". Le candidat de l'UMP acquiesce : l'armée ne peut servir à "soutenir un régime douteux, fût-il "ami" de la France" (Entretien à la revue Le Meilleur des mondes). » (Le Monde, 13/02/07)

NS et l'Armée française (en général)

Notons que concernant l'Armée française en général, NS souhaite « *maintenir au moins au niveau actuel* » le budget militaire. (Libération, jeudi 1 mars 2007)

« *En matière de défense, il a peu ou prou mis ses pas dans ceux de l'actuel chef de l'Etat. Il a ainsi déclaré que la dissuasion nucléaire restait un "impératif absolu", promis de garantir la crédibilité politique et technique des moyens de cette dissuasion et proposer d'étendre aux pays voisins de la France cette "garantie nucléaire". De même, il s'est engagé à maintenir l'effort de défense de la France "au moins à son niveau actuel" et d'y consacrer au minimum 2% du PIB, "le prix de l'indépendance nationale".* » « *Il a estimé que l'Otan ne devait pas devenir, "comme sembleraient le souhaiter les Etats-Unis", une organisation concurrente de l'ONU, et plaidé pour un renforcement de la défense et de l'industrie d'armement européennes. Avec un bémol: le président de l'UMP n'a pas jugé "réaliste à moyen terme" une "européanisation" de l'utilisation du deuxième porte-avions dont il souhaite voir la France se doter.* » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (L'Express et Reuters, 28 février 2007)

« *L'armée française, cette année encore, est intervenue au Tchad et en Centrafrique pour défendre les régimes en place contre leurs opposants armés. Précisant que sa mission est d'assurer la « stabilité », [Nicolas Sarkozy] a concédé que ces bases « conduisent parfois la France à devoir s'impliquer dans une crise, à titre humanitaire, pour préserver la sécurité des populations civiles et des ressortissants étrangers. Ces interventions sont parfois mal comprises, en Afrique comme en France. Ce sont toujours des décisions difficiles, que l'on est contraint de prendre dans l'urgence, qui consistent à choisir entre deux mauvaises solutions.* » [...] Selon Nicolas Sarkozy, la France intervient en Afrique, faute de candidats pour venir en aide aux Etats et populations menacés. « *Sans doute devons-nous réfléchir davantage aux moyens d'anticiper ces crises, de les prévenir avec l'Union africaine. Cela passe par le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix, auquel la présence militaire française doit aider.* » » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

NS et la cellule africaine de l'Elysée

« *Question du journal Jeune Afrique à Nicolas Sarkozy : "Finies les relations « copain-complice », dites-vous. Pourtant, vous entretenez des rapports personnels avec quelques chefs d'Etat africains." Réponse de Nicolas Sarkozy : "Je ne suis pas encore chef d'Etat, cher Monsieur. Pour le reste, le fait que je connaisse et que j'apprécie les président Ahmadou Toumani Touré, Yayi Boni, Omar Bongo Ondimba, Denis Sassou Nguesso et quelques autres ne signifie pas que les relations entre la France et leurs pays respectifs doivent se résumer à cela." Question du journal Jeune Afrique à Nicolas Sarkozy : "Rassurez-les : ils pourront donc continuer à vous joindre directement quand vous serez à l'Elysée - à condition bien sûr que vous soyez élu - et vous maintiendrez en place la fameuse « cellule africaine » ?" Réponse de Nicolas Sarkozy : "S'il n'y a que cela comme problème, je suis tout à fait prêt à les rassurer comme vous dites. Mais je crois que les Africains n'ont nul besoin d'être réconfortés : ils savent que je suis un véritable ami."* » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

NS et son amour de l'Afrique

« *Nicolas Sarkozy, dans son livre Témoignage, en a fait le serment solennel : il « aime l'Afrique »* » (Bakchich, jeudi 15 février 2007)

« *Question du journal Jeune Afrique à Nicolas Sarkozy : « Aimez-vous l'Afrique ? » Réponse de Nicolas Sarkozy : « Je m'intéresse à l'Afrique et je la respecte. »* » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

NS, les multinationales et l'Afrique

« *"Il n'existe plus de compagnies minières françaises en Afrique et les entreprises françaises présentes en Afrique sont surtout spécialisées dans les services", a expliqué M. Sarkozy.* » « *Donnant l'exemple du secteur pétrolier, M. Sarkozy a indiqué que les deux pays africains où le groupe Total réalise l'essentiel de sa production sont le Nigeria et l'Angola, deux pays qui ne sont pas parmi les plus proches de la France.* » « *"Il n'y a en réalité qu'un petit nombre de grands groupes français qui réalisent une part importante de leurs activités en Afrique, a indiqué M. Sarkozy, expliquant que ces entreprises, dont les plus connus sont Bouygues, Air France, Bolloré, n'ont pas besoin de la diplomatie française pour exister et se développer en Afrique.* » « *"S'ils y sont dynamiques, c'est à l'ancienneté de leur implantation, ils ont cru à l'Afrique avant beaucoup d'autres. C'est au talent de leur management et de leurs collaborateurs qu'ils le doivent et à eux seuls", a souligné le ministre français, invitant de leur côté les Africains à comprendre que l'aide publique au développement ne peut rien sans les investisseurs privés.* » « *Ceux-là ne viendront durablement que si les pays d'Afrique peuvent leur garantir un climat serein et stable pour y mener leurs affaires, a-t-il conclu ;* » (Africatime, samedi 20 mai 2006)

« Mais il y a eu aussi un tout autre discours [de Nicolas Sarkozy], beaucoup moins répercuté, cyniquement falsificateur, dénonçant de prétendus « fantasmes » ou « mythes », étalant ses contradictions : « Il n'existe plus de compagnie minière française ». Areva au Niger pour l'uranium, Bouygues au Mali pour l'or, c'est des Martiens ? « Les deux pays africains où Total réalise l'essentiel de sa production sont le Nigeria et l'Angola ». Le Nigeria ne fournit que 3 % du pétrole que la France achète. Sur les 19 % achetés en Afrique, 10 % le sont à l'Algérie et la Lybie. Pour le Nigeria et l'Angola, premier et deuxième producteurs de pétrole du continent africain, les achats français ont un poids négligeable. Par contre les 5 % restants représentent la quasi totalité de la production au Gabon, au Congo Brazzaville et au Cameroun. Là, Elf/Total règne en maître, sur les prix et sur les commissions, en complicité avec les dictateurs locaux. Quand Sarkozy affirme que « les entreprises françaises présentes en Afrique sont surtout spécialisées dans les services », il pourrait préciser que ces services couvrent notamment les domaines essentiels des transports, aériens, maritimes et terrestres et que, si Air-France fait l'essentiel de ses bénéfices en Afrique, c'est grâce à une position de quasi-monopole qui doit plus à la politique qu'à la compétitivité. » A propos de la position de Nicolas Sarkozy exprimée lors d'un discours devant la classe politique béninoise sur la politique de la France en Afrique (Billets d'Afrique n° 148, juin 2006)

NS et la "Chinafrique"

« Interrogé sur l'expansion économique américaine et chinoise sur le continent africain, [Nicolas Sarkozy] a répondu : « Je ne suis pas de ceux qui s'effrayent de l'expansion économique chinoise ou américaine en Afrique (...). L'Afrique n'est pas notre pré-carré, même si nous y avons une histoire, une ambition, des partenaires ». Il a de plus estimé que la présence de ces concurrents étaient « une bonne chose pour l'Afrique ». Toutefois, il a défendu l'idée d'une politique économique offensive de la France, et de l'Union européenne qui « ne doit donc plus hésiter à faire valoir avec force ses intérêts commerciaux et se doter des mêmes moyens que ses partenaires dans la concurrence internationale. » » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

« L'Amérique et la Chine ont déjà commencé la conquête de l'Afrique. Jusqu'à quand l'Europe attendra-t-elle pour construire l'Afrique de demain ? Pendant que l'Europe hésite, les autres avancent. La mondialisation n'attendra pas que l'Europe se décide enfin à en être un acteur et pas seulement à la subir. » Discours de Nicolas Sarkozy au meeting de Toulon, mercredi 7 février 2007

NS, la zone franc et l'APD

« La traditionnelle (et biannuelle) réunion des ministres des Finances de la zone franc, qui s'est tenue le 23 septembre, à Paris, était, pour Nicolas Sarkozy, l'occasion à ne pas manquer. [...] « Je ne conçois pas, je ne concevrai jamais l'avenir de la France sans cette relation d'exception », a ainsi répété le ministre d'État, avant d'expliquer que la zone franc « constitue un repère essentiel à mes yeux : elle symbolise la communauté de destin entre la France et l'Afrique ». Un discours tout entier à la première personne du singulier, qui a dû singulièrement agacer l'hôte de l'Élysée : « J'ai personnellement veillé à préserver les crédits de l'Aide publique au développement » ; « J'ai annoncé que ces crédits seront en hausse de 5 % l'année prochaine » ; « J'ai soutenu la réforme » de la coopération, etc. Ajoutée au satisfecit adressé sur un mode très paternel à l'ensemble des États de la zone franc pour leurs performances en 2004 (6 % de croissance en moyenne), cette débauche de « je » n'a dans le fond rien de surprenant puisqu'elle est la caractéristique des déclarations de Nicolas Sarkozy. » (Pressafrique, Jeune Afrique/L'intelligent, 01/10/2004)

« Nicolas Sarkozy a salué l'effort accompli par Jacques Chirac en terme d'augmentation de l'aide publique au développement, sans préciser s'il la poursuivrait. Il a cependant précisé qu'il veillerait à ce que les critères de son attribution soient plus strictes. « Nous ne devons plus accepter que l'aide au développement puisse devenir une prime à la mauvaise gouvernance et aux régimes prédateurs, a-t-il déclaré. De même la corruption doit cesser d'être regardée avec complaisance comme un mal inévitable. La France devra donner la priorité à ceux des pays d'Afrique, et pas seulement des pays francophones, qui respectent ces principes. » Par ailleurs, comme il l'avait fait lors de ses visites au Mali et au Bénin en mai dernier, il a affirmé que la France devra « bâtir une grande politique de co-développement. Elle consistera à mobiliser le dynamisme, la compétence, l'épargne des migrants en France dans l'intérêt du développement de leurs pays. Enfin, l'autre axe de cette politique doit consister à généraliser le recours au micro-crédit et les aides aux micro-projets. » » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

« Je prône l'exonération totale d'impôts sur le revenu pour tous les migrants africains résidant en France, lorsque leur argent est investi dans des micro-projets de développement sur place. Ce flux émanant de la diaspora permettra de décupler l'aide au développement, de pallier l'insuffisance du réseau bancaire et de contourner la corruption. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006) « Nicolas Sarkozy a plaidé pour « une obligation de résultats et plus simplement de moyens » en matière d'aide publique au développement. « La question de l'aide, ce n'est pas seulement: combien? C'est aussi: comment et pour quels résultats? Nous ne devons plus accepter que l'aide au développement puisse devenir une prime à la mauvaise gouvernance et aux régimes prédateurs. Comme nous ne devons plus tolérer les détournements auxquels elle donne encore trop souvent lieu », a conclu le ministre de l'Intérieur. » Nicolas Sarkozy, lors de son voyage au Bénin (Le Figaro, 18 mai 2006)

« Nos efforts communs doivent se fixer une obligation de résultats et plus seulement de moyens. La question de l'aide, ce n'est pas seulement : combien ? C'est aussi : comment et pour quels résultats? En termes de volumes, un tournant a été pris depuis le point bas que nous avons connu en 2001, quand l'aide publique au développement de la France était tombée à 0,32 % de la richesse nationale. Sous l'impulsion résolue du Gouvernement et du Président de la République, elle a depuis augmenté de 75 % en 5 ans pour atteindre aujourd'hui plus de 8,2 milliards d'euros. L'engagement financier est donc là et doit même s'accroître encore, mais je ne vois pas pourquoi l'aide au développement échapperait aux principes qui gouvernent selon moi l'utilisation de l'argent public : la fixation d'une stratégie précise, des exigences réciproques clairement définies, et la culture du résultat. Plus d'aide doit impliquer plus d'efficacité, de part et d'autre. [...] Il faut, naturellement, que les pays donateurs connaissent et évaluent l'usage qui est fait de l'aide. Mais ceux qui doivent d'abord demander des comptes à l'aide au développement, ce sont les Africains et les Africaines. Ils doivent savoir à quoi elle est affectée et quels doivent être les résultats concrets qu'on en attend. Alors, ce sera la population qui vérifiera par elle-même si les fonds ont bien été utilisés par les pouvoirs publics nationaux comme locaux. [...] C'est de plus en plus de chose pour un pays développé de garantir les emprunts d'une institution de microfinance, mais cela lui permet de lever des sommes considérables qui viendront nourrir, au plus près du terrain, l'initiative et l'esprit d'entreprise. Le micro-crédit est une des avancées les plus ingénieuses et les plus importantes dans le renouvellement des outils d'aide au développement. Beaucoup de pays du Nord s'en inspirent désormais dans leurs politiques internes de lutte contre la pauvreté. Nous devons poursuivre les progrès accomplis dans ce domaine, qui doivent beaucoup -cela mérite d'être souligné- au rôle souvent décisif joué par les femmes dans les économies familiales. Le développement, cela passe aussi par une meilleure reconnaissance de la place des femmes et un plus grand respect de leurs droits. [...] Je crois aussi que l'aide peut prendre d'autres formes que le don quand un pays est stable et capable de tenir ses engagements. Et l'Afrique peut offrir des garanties, à condition que les prêteurs sachent se montrer innovants. L'agence française de développement a ainsi lancé des prêts dont les remboursements sont indexés sur les cours, très volatils, des matières premières. C'est une innovation majeure qu'il faut multiplier car c'est la clé d'un endettement soutenable pour beaucoup de pays africains. Le cours mondial du coton a ainsi doublé entre 2002 et 2004 puis baissé de 40 % entre 2004 et 2005. Quel foyer s'endetterait avec une telle variation de ses revenus ? L'Afrique jouit depuis deux ou trois ans d'une conjoncture internationale favorable qui donne une grande valeur à ses matières premières. L'expérience a montré que la gestion de cette richesse est pleine de dangers car elle peut être un substitut facile à la création de valeur ajoutée, voire un enjeu de corruption, de guerre et d'instabilité politique. Elle est aussi la source de beaucoup de convoitises de la part de puissances peu scrupuleuses qui n'hésitent pas à engager certains pays dans des voies aventureuses. Les pays africains les plus avancés vers le développement sont d'ailleurs paradoxalement ceux dont le sol est le moins riche. Il faut donc tirer les enseignements du passé pour exploiter ces richesses dans une perspective de développement durable et de répartition équitable. » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

NS et le Maghreb (en général)

« Ce projet [coopération nucléaire France/Algérie] s'inscrirait dans l'un de ses objectifs prioritaires [de Nicolas Sarkozy] : « Bâtir une Union de la Méditerranée » Une Union qui devrait « prendre en charge des questions de lutte contre le terrorisme, la gestion concertée des migrations, le développement économique et commercial et la promotion de l'Etat de droit dans la région. » » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

NS ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, et les pays africains

« Sarko - comme Jacques Chirac à une époque- n'arrête pas d'appeler les présidents africains "amis" pour les aider à régler leurs problèmes "domestiques" avec le FMI. » (LDC, 15 juillet 2004)

NS et la France "qui n'a pas besoin de l'Afrique"

« Jeudi, au Mali, au cours d'une rencontre houleuse avec des représentants de la société civile, Nicolas Sarkozy avait lancé : « La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique. Les flux entre la France et l'Afrique représentent 2% de notre économie ». Une participante au débat avait reproché à Nicolas Sarkozy de négliger la participation des Africains à l'expansion française. Nicolas Sarkozy voulait lever les « malentendus » entre la France et les Africains. Il a rappelé à la dure réalité « ceux qui rêvent de la France et continuent à la mettre sur un piédestal. » » Position exprimée lors d'un discours devant la classe politique béninoise sur la politique de la France en Afrique (RFI, 19/05/2006)

« A Bamako (Mali), en mai, il s'est fait siffler lorsqu'il a affirmé que "la France n'a pas économiquement besoin de l'Afrique", vu sa part dérisoire dans le commerce extérieur français. Mais il n'a pas évoqué sa proximité avec Martin Bouygues et Vincent Bolloré, patrons de deux des plus importantes sociétés françaises sur le continent noir. » (Le Monde, 13/02/07) « J'ai ajouté qu'il fallait cesser de répéter que la France était présente en Afrique pour piller ses ressources car, à tout bien peser, c'est vrai, nous n'avons pas économiquement besoin de l'Afrique - et je mets quiconque au défi de me démontrer le contraire. La France est en Afrique avec des ambitions plus amicales. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« J'ai d'abord dit, que le destin de l'Europe et celui de l'Afrique sont intimement liés. Le détroit de Gibraltar fait à peine douze kilomètres de large. C'est dire si le désastre de l'Afrique aujourd'hui sera celui de l'Europe demain. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Je crois pouvoir dire qu'aucun pays du Nord ne porte autant d'attention à l'Afrique que la France. Aucune nation n'a autant à cœur la stabilité, le développement, la réussite des pays du continent africain. [...] La France, même si elle ne doit pas prétendre à l'exclusivité, a noué au fil du temps une parenté particulière avec le continent africain. En plus de ce lien historique et, je l'espère, affectif, qui nous unit toujours, je n'oublie pas évidemment la francophonie. Quel trait d'union plus vivace que le partage d'une même langue ! Au delà de ce qui naturellement nous rapproche, c'est en faisant de nos différences et de notre écart de richesse un défi commun que nous pourrions resserrer nos liens davantage encore. La relation entre l'Afrique et la France, l'Afrique et l'Europe doit s'affirmer comme l'un des principaux axes de stabilité de la planète et comme un exemple pour la relation Nord-Sud. » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

NS et la colonisation

« J'ai enfin conseillé à nos interlocuteurs d'en finir avec cette idée fautive selon laquelle le retard de développement du continent serait dû exclusivement aux pays riches et à la colonisation. Voilà ce que j'ai dit. Je vous regarde en face, vous qui connaissez bien l'Afrique. Qu'y a-t-il de scandaleux dans ces propos, si ce n'est que pour la première fois quelqu'un tient aux Africains un langage de vérité - et donc les respecte ? [...] La colonisation a eu ses heures sombres et les traites négrières furent autant de crimes, c'est entendu. Il ne faut pas oublier le passé, car nous avons un devoir de mémoire et de reconnaissance. Dans cette démarche, il faut prendre garde à ne pas confondre le système colonial, dont nous connaissons tous l'injustice, et l'action des personnes qui cohabitaient sur place, qui travaillaient et qui bâtissaient ensemble, qui aimaient l'Afrique. Réduire cette page d'Histoire à la seule dénonciation des erreurs du système colonial serait donc incomplet. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Dans la fièvre du débat, il a même répliqué que «la France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique» à une femme qui lui reprochait de négliger la participation des Africains à l'expansion française, avant de conseiller au public : «N'écoutez pas ceux qui exonèrent les Africains de toute responsabilité dans leur non-développement !» » Nicolas Sarkozy, lors de son voyage au Bénin (Le Figaro, 19 mai 2006)

« Le drame algérien, l'occultation du passé colonial, la mode de la repentance ont contribué à nous rendre étrangers à ce qui avait été si longtemps et si naturellement un prolongement de nous-mêmes. Que tous nos regards se soient tournés exclusivement vers le Nord et vers l'Est, que le Sud ainsi fût oublié intellectuellement, culturellement, moralement, politiquement, économiquement, que la Méditerranée cessât d'être un lieu d'où jaillissait pour nous la richesse, la culture et la vie, qu'elle cessât de représenter une promesse pour ne plus constituer qu'une menace, n'est pas pour rien dans la crise d'identité et la crise morale que nous traversons. Il faut dire les choses comme elles sont : en tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe et la France ont cru tourner le dos au passé. Elles ont en fait tourné le dos à leur avenir. Car l'avenir de l'Europe est au sud. Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. [...] Cessons de noircir le passé. L'Occident longtemps pécha par arrogance et par ignorance. Beaucoup de crimes et d'injustices furent commis. Mais la plupart de ceux qui partirent vers le Sud n'étaient ni des monstres ni des exploiters. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre ingrat que nul avant n'eux n'avait cultivé. Beaucoup ne partirent que pour soigner, pour enseigner. On peut désapprouver la colonisation avec les valeurs qui sont les nôtres aujourd'hui. Mais on doit respecter les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont pensé de bonne foi œuvrer utilement pour un idéal de civilisation auquel ils croyaient. Il faut respecter ces milliers d'hommes et de femmes qui toute leur vie se sont donné du mal pour gagner par eux-mêmes de quoi élever leurs enfants sans jamais exploiter personne et qui ont tout perdu parce qu'on les a chassés d'une terre où ils avaient acquis par leur travail le droit de vivre en paix, une terre qu'ils aimaient, parmi une population à laquelle les unissait un lien fraternel. [...] A tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies en ayant tout abandonné, n'emportant avec eux que leurs souvenirs de jeunesse et cette nostalgie qui ne les quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux. [...] Faire une politique de civilisation, voilà à quoi nous incite la Méditerranée où tout fut toujours grand, les passions aussi bien que les crimes, où rien ne fut jamais médiocre, où même les Républiques marchandes brillèrent dans le ciel de l'art et de la pensée, où le génie humain s'éleva si haut qu'il est impossible de se résigner à croire que la source en est définitivement tarie. La source n'est pas tarie. Il suffit d'unir nos forces et tout recommencera. » Discours de Nicolas Sarkozy au meeting de Toulon, mercredi 7 février 2007

« La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela. » (Discours de Nicolas Sarkozy au meeting de Caen, 9 mars 2007)

« L'Afrique compte huit cent millions d'habitants dont la moitié a moins de dix-sept ans. L'avenir de ces jeunes est donc une obsession pour tous ceux qui, comme moi, s'intéressent au développement. Parmi ces jeunes, il y a les étudiants et je pense qu'ils doivent être plus nombreux à venir se former en France. Mais à une condition : une fois leur formation achevée, on doit leur demander de mettre leurs compétences acquises en France - donc leur première expérience professionnelle - au service de leur pays d'origine. Afin de ne pas se retrouver par exemple dans la situation caricaturale du Bénin, dont les médecins sont plus nombreux à exercer en France que chez eux. [...] Je pense comme Abdoulaye Wade que les élites doivent en quelque sorte rembourser à leur pays l'investissement que ce dernier a consenti en les envoyant se former à l'étranger. [...] j'ai fait voter dans la loi sur l'immigration et l'intégration la création d'une carte "compétences et talent", dont le bénéficiaire sera réservé aux ressortissants des pays avec lesquels nous aurons conclu un accord bilatéral de gestion concertée des migrations. Cet accord précisera notamment les conditions dictées par les pays d'origine, sous lesquelles un étudiant pourra prolonger son séjour en France, après une première expérience professionnelle. Pour le reste, je ne vois pas pourquoi l'immigration serait un sujet tabou. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« L'Afrique d'aujourd'hui et de demain, c'est d'abord un continent en explosion démographique : un Africain sur deux a moins de 17 ans. Vous êtes pour de nombreuses années encore la jeunesse du monde. A cette jeunesse, je veux dire qu'elle peut compter sur nous. [...] Plus largement, nous devons nous employer à conforter l'attractivité de l'enseignement supérieur français : je serais triste que les meilleurs étudiants africains aillent par milliers Outre-atlantique alors que nous avons en France un potentiel scientifique exceptionnel, et dans lequel le Gouvernement entend investir davantage. Mais je crois que pour les pays africains comme pour la France, il est préférable que ces projets d'études se portent avant tout vers les domaines où nos économies ont des besoins de compétences. C'est pourquoi je propose d'organiser désormais l'admission au séjour des étudiants autour de cette nécessité. Nous continuerons bien sûr à accueillir des étudiants africains, en particulier dans les filières identifiées comme les plus utiles au développement de votre pays. [...] Je crois aussi nécessaire, à titre temporaire, d'autoriser les étudiants qui ont obtenu en France un diplôme de haut niveau à y acquérir une première expérience professionnelle. Chaque médecin compte pour un pays d'Afrique où la densité médicale dépasse rarement 1 médecin pour 100 000 habitants (soit 300 fois moins qu'en France), alors que la Chine et l'Inde peuvent se passer d'un ingénieur de plus. Ce qui implique notamment de prévoir des mécanismes réellement incitatifs pour favoriser le retour et la réussite d'une partie des élites africaines dans leur pays d'origine. C'est pourquoi, par exemple, j'ai proposé la création en France d'une formule de comptes épargne développement. Elle consisterait à exonérer d'impôt sur le revenu les sommes épargnées par les migrants dès lors qu'elles auraient pour finalité de financer ultérieurement des projets économiques dans les pays d'origine. Dans ce même esprit, nous envisageons de proposer à nos partenaires européens la création d'une institution financière spécialisée, dédiée au financement du co-développement. » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

NS et l'immigration africaine

« Question du journal Jeune Afrique à Nicolas Sarkozy : "Quand vous fixez publiquement un chiffre annuel d'expulsion du territoire des immigrés en situation irrégulière - 20 000 en 2005, 25 000 en 2006 - avec des objectifs quantitatifs assignés à chaque préfet, ne comprenez-vous pas que cela puisse faire peur ?" Réponse de Nicolas Sarkozy : "Non. Je comprends simplement que, pour la première fois, quelqu'un a le courage de dire aux Africains : tout le monde n'aura pas sa place en France. Si on ne leur a pas déjà dit, j'en suis désolé. Je ne peux tout de même pas porter le poids de la lâcheté des autres. Bien sûr, la solution démagogique aurait été de promettre des visas à tout le monde. Mais dans démagogie, il y a mépris. Ce n'est pas mon genre. [...] Faudrait-il parce qu'on a eu en commun un chapitre d'Histoire, que l'on distribue des visas à vie ? Faudrait-il que l'on vide l'Afrique de sa main-d'œuvre et de ses élites pour accueillir tout le monde en France ? Vous me dites que je fais peur, mais c'est la réalité qui fait peur : Ceuta et Melilla, les migrants qui se noient au large des Canaries et de Lampedusa, ceux qui meurent en traversant le Sahara. Quelle autre politique envisagez-vous ? ... Soyons sérieux : ce qui devrait en réalité vous inquiéter, c'est que l'extrême-droite la plus forte d'Europe se trouve précisément en France. C'est que la situation dans les banlieues nous oblige à agir et non plus à subir. C'est que plus nous laissons entrer d'immigrés en France, plus le racisme et la xénophobie progressent. C'est que des squats ont brûlé et que nous n'avons ni emploi, ni logement à offrir à tous ceux qui voudraient venir s'installer chez nous." » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« « J'ai pris des engagements qui seront tenus: modernisation de l'état civil, augmentation des crédits pour le co-développement, facilités pour les visas de ceux qui veulent rejoindre leurs familles, étudier ou travailler. En échange, j'ai demandé (au Mali) la coopération, pour que nous puissions démanteler les trafiquants honteux qui utilisent la misère humaine. » « Une mesure qui, pour certains chefs d'Etat et de gouvernement, contribuera à « piller » les cerveaux de leurs pays. «Le Sénégal consacre 40% de son budget à l'éducation. Je vais former des cadres et ils vont développer l'économie française ! Je vais vous envoyer la facture pour que vous me remboursiez l'argent que j'ai dépensé. La France est libre de définir sa politique mais je proteste contre ce système», lançait mercredi à Paris le président Sénégalais Abdoulaye Wade. Dans l'avion qui l'amenait au Mali, Nicolas Sarkozy reconnaissait qu'il y a « du vrai » dans la déclaration du président, mais expliquait que les bénéficiaires de cartes « compétences et talents » devraient s'engager à rendre à leur pays une partie de ce qu'ils auront appris en France, en retournant travailler dans leur pays d'origine au bout des trois ans. » « Nicolas Sarkozy a également expliqué qu'il n'y avait « rien de raciste, rien de xénophobe » dans son texte.

« Si à partir du moment où l'on prononce le mot 'immigration' on est traité de raciste, on peut considérer que Le Pen a de beaux jours devant lui », a-t-il poursuivi, avant de préciser que « la France ne peut pas être le seul pays du monde qui ne puisse décider librement de qui est le bienvenu sur son territoire ». » Nicolas Sarkozy, lors de son voyage au Bénin (Le Figaro, 18 mai 2006)

« Venu lever des «malentendus» entretenus, selon lui, par «ceux qui font commerce de l'immigration clandestine, y compris sur le plan politique», en France comme en Afrique, le ministre de l'Intérieur a tout de même pu transmettre aux intéressés l'essentiel de son message : «Le premier ennemi du Malien en situation régulière en France est le Malien en situation irrégulière car il crée les conditions de l'amalgame.» » Nicolas Sarkozy, lors de son voyage au Bénin et au Mali (Le Figaro, 19 mai 2006)

« Ensemble, nous devons mieux prendre en compte les capacités d'accueil et des besoins économiques de la France d'une part, les besoins de développement des pays d'Afrique d'autre part. Je le dis clairement, ceux qui font le jeu du racisme et de la xénophobie, ce sont ceux qui de manière totalement lâche et irresponsable ferment les yeux sur la nécessité d'une régulation des flux migratoires. Ceux là acceptent dans le même temps que des migrants s'entassent dans des taudis et vivent dans des conditions indignes, parfois au péril de leur vie. Ceux là exposent des personnes démunies et vulnérables à des filières clandestines qui font prospérer des trafiquants sans scrupules. [...] Je sais aussi que l'un des grands malentendus porte sur la question du regroupement familial. Je vous le dis solennellement, je suis profondément attaché au droit fondamental à la vie familiale. Mon seul objectif, je le répète, c'est d'éviter que des familles s'entassent dans des taudis avec les conséquences dramatiques dont nous avons été cet été les témoins. Un père doit pouvoir faire venir sa femme et ses enfants dans des conditions décentes de logement et de ressources. » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

Nicolas Sarkozy a élevé « Pierre Bernard à la chevalerie de la Légion d'honneur promotion du nouvel an dite Dinde aux marrons. Le Mrap, le PCF et même Malek Boutih, pour le PS, s'en émurent, tant furent éclatants les talents de Pierre Bernard dans l'exercice de traque de l'immigré, que prise si fort le ministre de la matraque. Rappelons donc pour nos jeunes lecteurs (méthode globale) quelques éléments du curriculum vitae de cet ex-officier (subalterne) d'infanterie (de marine) et ex-banquier, auquel il ne manqua guère que d'avoir été séminariste (mais il se rattrapa dans nombre de croisades intégristes catho) pour incarner un rêve de réaction sur toute la ligne, sous les auspices de laquelle (sur une liste « d'intérêt local divers droite », sic) il se fit élire en 1983 maire de Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Là fut domiciliée France debout !, association anti-immigration au titre évocateur qu'il fonda, dans la proximité de son bulletin municipal intitulé la Gerbe ; en référence, jeunes lecteurs, non au dégueulis, mais à une feuille fasciste collaborationniste. De ses faits et méfaits que le Réseau Voltaire, en 1996, exposa plus copieusement, nous retiendrons, en 1985, son refus d'inscrire les élèves étrangers dans les écoles de sa commune. Condamné deux fois pour discrimination raciale, l'édile tricolore jusqu'au slip vit Robert Pandreau et Eric Raoult initier en sa faveur une souscription pour régler ses amendes... Tout ça n'est pas histoire ancienne ; la chronique de ses démêlés racistoïdes est épaisse, autant que sa proximité avec le Raoult que j'évoquais à l'instant, et qu'il suppléa à l'Assemblée. Elles disent un programme que son parrain Sarkozy, protestant bruyamment de son républicanisme, fait mine d'ignorer avec une conviction émouvante. Elle n'abuse que le gogo. » (Libération, 5 janvier 2006)

« Ils étaient venus pour manger. Ils ont fini dans des fourgons de police. Mardi, vingt et un sans-papiers ont été interpellés à Paris alors qu'ils se rendaient à la distribution de repas organisée par les Restos du coeur place de la République, comme chaque mardi, jeudi et samedi soir. Hier, des responsables du Réseau éducation sans frontières (RESF), qui soutiennent de longue date les sans-papiers, ont manifesté leur indignation : «Les Restos du coeur servent-ils d'appât à la police de Sarkozy ?» [...] Cette opération, ordonnée par le procureur de la République, a abouti à l'arrestation de «21 personnes», selon un bilan dressé par la préfecture de police, qui évoque une «opération de routine comme il s'en passe de manière régulière dans Paris, et qui n'avait aucun lien avec la distribution des Restos du coeur». » (Libération, 2 février 2007)

Pour info, la loi Sarkozy 2006 est sans doute l'une des lois les plus restrictives de la Vème République concernant l'immigration. Elle se présente comme l'instrument de la mise en œuvre d'une « immigration choisie au lieu d'une immigration subie ». Elle se concentre sur deux points :

- Durcissement des conditions de régularisation des sans-papiers et du regroupement familial. Ces mesures sont qualifiées de « régression sécuritaire » par exemple par la Ligue des droits de l'Homme ou le RESF, qui lutte depuis 2004 contre l'expulsion de France d'enfants mineurs scolarisés ayant des parents « sans-papiers », et qui qualifie Nicolas Sarkozy de « Ministre de la chasse aux enfants ». Ce dernier tente de désamorcer les critiques début juin 2006 en donnant des directives pour que des familles de ce type soient régularisées ; d'après le RESF, 80 % des personnes visées ne sont pas concernées par ces nouvelles directives. En effet, à l'été 2006, Nicolas Sarkozy annonce 6 000 régularisations, soit un cinquième des demandes.

- Retour à une immigration de travailleurs, fermée depuis 1974, dans plusieurs secteurs de l'économie (BTP, restauration, travail saisonnier, vente, informatique...), sans avoir à justifier que ces emplois ne peuvent être pourvus par des Français. Cette proposition voit l'opposition de plusieurs dirigeants africains, dont le président sénégalais Abdoulaye Wade qui estime qu'il s'agit d'un « pillage des élites ».

En matière d'immigration, l'immigration légale continue de se développer mais à un rythme moins soutenu, suite à la baisse du nombre de titres de séjour délivrés (-2,57 % en 2005 par rapport à 2004). Cette baisse du nombre de titres délivrés est la première depuis 10 ans. En parallèle, les reconduites à la frontière d'immigrés clandestins ont doublé entre 2000 et 2005 (passant de 10 000 à 20 000) (Le Figaro, 05/12/2006, Wikipédia)

S'il est élu, Nicolas Sarkozy souhaite créer un « *ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale* » (Le Figaro, 10 mars 2007)

NS, de Gaulle, Mitterrand et le génocide rwandais

« *Les seuls inspireurs que s'est reconnus Nicolas Sarkozy, c'est le «de Gaulle visionnaire» qui a su «comprendre les aspirations de l'Afrique à l'autonomie puis à l'indépendance», le Mitterrand du «désormais célèbre discours de La Baule» et, devoir d'amitié oblige, le Balladur qui sut «intervenir directement», quand il était premier ministre, pour «arrêter ce crime contre l'humanité» qu'a constitué le massacre des Tutsis au Rwanda.* » Position de Nicolas Sarkozy lors de son voyage au Bénin (Le Figaro, 20 mai 2006)

NS et le "développement" de l'Afrique

« *Le premier fondement [de la politique française en Afrique] doit naturellement être une ambition partagée de développement. L'histoire nous a démontré que la pauvreté n'était pas une fatalité et que le développement pouvait être une affaire de décennies. J'ai pour habitude, vous le savez, de dire les choses avec franchise : les pays d'Afrique n'ont avancé que lentement sur ce chemin, pour des raisons qui tiennent d'abord à la politique, la nôtre comme la vôtre, à des choix parfois hasardeux de stratégie de développement, et à des coups du destin tels que la pandémie de SIDA. Ce ne sont pas là des handicaps définitifs. Dans chacun de ces domaines, l'évolution récente nourrit l'espoir et je suis intimement convaincu qu'il n'y a de fatalité africaine que pour ceux qui ne veulent rien faire, ou pour commencer ne rien voir.* » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

« *Mais on ne résoudra pas le problème du sous-développement seulement par la compassion et la charité. On ne le résoudra pas non plus en développant les uns au détriment des autres. On ne nourrira pas l'Afrique en détruisant l'agriculture européenne mais en assurant l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et de l'Afrique. Pour se développer l'Afrique n'a pas d'abord besoin que ses agriculteurs produisent pour nourrir l'Europe. Elle a d'abord besoin de se nourrir elle-même, elle a besoin de l'indépendance et de l'autosuffisance alimentaire, besoin d'une agriculture vivrière davantage que d'une agriculture spéculative. Elle a besoin d'éducation, de santé, d'administration, de droit, de sécurité plutôt que de se laisser mourir de faim pour exporter. Plus que de recettes d'exportation, l'Afrique a besoin de produire pour consommer, de créer sa propre épargne, de l'investir chez elle, d'accumuler son propre capital. Le défi de la Méditerranée c'est celui du co-développement.* » (Discours de Nicolas Sarkozy au meeting de Toulon, mercredi 7 février 2007)

NS et la "positive attitude" africaine

« *Car nous devons en premier lieu œuvrer à changer le regard que le monde porte sur l'Afrique. L'Afrique bouge, l'Afrique évolue, l'Afrique se stabilise et se modernise. Sa diversité, son énergie et ses talents méritent mieux que les stéréotypes qui la réduisent à la somme de ses malheurs. Cessons d'assimiler l'Afrique à un ensemble de pays ravagés par l'effondrement des Etats, les conflits ethniques, les guerres, les famines et les pandémies. L'Afrique, c'est aussi -et de plus en plus- des pays en expansion qui affichent des taux de croissance élevés depuis plusieurs années. C'est un continent où l'espérance de vie, malgré le SIDA, a progressé de plus de vingt ans en moins d'un demi-siècle. Et contrairement à beaucoup de préjugés, c'est également une région du monde où les exigences de l'Etat de droit et de la démocratie pluraliste gagnent du terrain. [...] Bien sûr, je n'oublie ni la faim dans certaines régions du Sahel et dans la Corne orientale, ni la guerre au Soudan, ni la tension en Côte d'Ivoire. Je n'oublie pas le SIDA et le paludisme. Je n'oublie pas la pauvreté et la sécheresse. Mais j'aimerais que la presse internationale, nos médias, l'opinion française et européenne n'oublient pas de temps à autre de regarder l'autre facette de l'Afrique. Celle d'un continent qui croît et qui crée. Celle de jeunes démocraties en progrès. Celle d'une jeunesse extraordinaire qui regarde devant et non derrière elle. Or, c'est le continent qui attire le moins d'investissements directs étrangers. Voilà pourquoi nous devons nous employer à donner une autre image de l'Afrique. Comme le dit un proverbe africain, "quand un arbre tombe, on l'entend; quand la forêt pousse, pas un bruit". Je veux travailler avec vous à faire entendre "la forêt qui pousse".* » Discours de Nicolas Sarkozy au Bénin, le 19/05/2006 (<http://sarko2007.free.fr>)

NS et l'Europe

« *Il faut aussi selon lui "changer la règle de l'unanimité" en Europe. "Il n'est pas concevable qu'un seul Etat membre, voire deux, puissent empêcher l'Union d'avancer".* » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (NouvelObs, 28/02/2007)

NS et les Etats-Unis

« J'ai été le premier responsable politique en France à s'opposer avec fermeté à l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne alors même qu'il s'agissait là d'une demande pressante du président Bush. Ce simple rappel pulvérise le procès en vassalisation qui m'est fait, procès bien mal instruit comme vous pouvez le constater. » Entretien de Nicolas Sarkozy avec le journal Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« "Je veux une France libre, je veux une Europe libre, je demande donc à nos amis Américains de nous laisser libres, libres d'être leurs amis. L'amitié, ce n'est pas la soumission. (...) Les Européens doivent être plus autonomes dans la protection de leur territoire et de leur population, de même que dans la défense de leurs intérêts fondamentaux sur la scène internationale". "Ce n'est pas faire injure aux Américains que de dire que l'Europe n'est plus au centre de leurs préoccupations stratégiques. Le renforcement de la défense européenne doit donc être pour nous une absolue priorité". "L'OTAN à mes yeux n'a pas vocation à devenir une organisation concurrente de l'ONU." "L'Alliance (atlantique) et l'Europe de la défense sont complémentaires" et il est "stérile" de les opposer. » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (NouvelObs, 28/02/2007)

NS et le Moyen-Orient

« "L'objectif est la création d'un Etat palestinien indépendant et viable", ainsi que "le renforcement de la sécurité d'Israël, qui est un objectif non-négociable". » « L'intervention militaire américaine est une "erreur historique". Nicolas Sarkozy souhaite un "horizon pour le retrait (des troupes américaines), qu'il appartient aux autorités irakiennes de définir en fonction de la situation et en liaison avec les pays qui ont troupes sur terrain". » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (NouvelObs, 28/02/2007)

NS et la dette des pays du Sud

« Une seule mesure vraiment « novatrice » [dans le programme de l'UMP 2007 concernant les pays du Sud], dont on ne sait il faut en rire ou en pleurer : « Supprimer la dette des pays pauvres qui font des efforts pour préserver leur biodiversité malgré les contraintes et les coûts présents que cela représente ». Un futur renvoi d'ascenseur au Mollah Omar, qui tente de soigner le tourisme en communiquant sur sa réserve d'Iguéla et dont la fille Pascaline était l'invitée personnelle du ministre-candidat au congrès de l'UMP le 14 janvier dernier ? » (Bakchich, jeudi 15 février 2007)

NS et le racisme

« Je suis l'un des plus farouches adversaires de Jean Marie Le Pen et ceci depuis longtemps. Et il me le rend bien puisque je suis sa principale cible politique. Ceci étant dit, j'ai le droit - et même le devoir ! - de convaincre ses électeurs de voter pour la droite républicaine. On ne peut pas se plaindre de voir le Front National faire des scores aux élections et en même temps me reprocher de vouloir lui soustraire des voix. Les Français estiment légitimement que les questions de l'identité nationale, de l'immigration et de l'autorité républicaine doivent être prises à bras le corps. C'est ce que je fais, avec mon style et avec mes valeurs. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Je ne cesse même de dire mieux : il n'y a rien de plus semblable à un antisémite qu'un arabophobe. Tous deux ont le même visage, celui de la bêtise et de la haine. » Entretien de Nicolas Sarkozy avec le journal Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Si des électeurs ou des militants du FN souhaitent se détourner de cette formation pour nous rejoindre, nous les acceptons. Je parle des militants et sympathisants. Pour le reste, nous verrons l'évolution des choses. L'opposition doit poursuivre son travail de reconquête, loin de ce qui se passe au FN, qui est une caricature de démocratie. » Nicolas Sarkozy (Le Figaro, 11 décembre 1998, Wikipedia)

« Les électeurs de droite me font confiance, aussi suis-je peut-être bien placé pour ramener dans le giron de la droite républicaine ceux du FN. » Nicolas Sarkozy, discours à Orange, 8 mars 2004 (Wikipedia)

[il faut tendre la main] « à ceux qui votent ainsi parce qu'ils souffrent ». [La droite] « a besoin de ces gens qui se sont abusés. Il n'y a qu'une stratégie gagnante : agir pour faire comprendre que la République a entendu la désespérance et y apporte une réponse concrète. » Nicolas Sarkozy à propos des électeurs du FN (Le Monde, 10 mars 2004, Wikipedia)

Le 22 avril, à Paris, le président de l'UMP s'adresse explicitement aux électeurs du FN, et déclare qu'il veut « les chercher un par un ». (Le Monde, 25 avril 2006, Wikipedia)

Le dernier livre de Nicolas Sarkozy, *Témoignage*, a été préfacé dans sa version italienne par Gianfranco Fini président du parti politique italien Alliance nationale (parti issu du M.S.I. - parti néo ou post-fasciste italien - mais prenant peu à peu ses distances depuis 1995) (Article de la BBC décrivant Gianfranco Fini (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/1751457.stm>, page consultée le 2 février 2007, Wikipedia). Le précédent livre de Nicolas Sarkozy, *La République, les religions, l'espérance*, était lui aussi préfacé par cette même personne dans la version italienne. Le quotidien italien Panorama indiquant même une amitié entre MM. Fini et Sarkozy (Journal italien, SARKÒ fa il bis, Panorama, 2006-10-27, Wikipedia).

Nicolas Sarkozy « sait, à l'instar du Chirac des années 1970 et 1980, que toute ambition d'un présidentiable de droite passe par un adoubement, une investiture africaine au sens large. Très présent au Maghreb, particulièrement en Algérie, où il entretient avec le président Bouteflika les meilleures relations qui soient, Nicolas Sarkozy a besoin de conforter ses ancrages au sud du Sahara, quitte à se heurter là aussi aux chasses gardées et aux préférences de l'Élysée. Il est proche du président sénégalais Abdoulaye Wade, lequel n'est pas exactement la tasse de thé de Jacques Chirac, proche aussi de l'Ivoirien Alassane Ouattara, alors que le favori de l'Élysée reste Henri Konan Bédié ; il a découvert l'importance d'un Omar Bongo Ondimba et ne manque jamais l'occasion de rendre visite à Paul Biya et Denis Sassou Nguesso, lors de leurs passages à Paris. » (Pressafrique, Jeune Afrique/L'intelligent, 01/10/2004)

« Au petit jeu du « j'ai visité plus de pays que toi », Sarkozy l'emporte haut la main (en tant que ministre de l'Intérieur, il a davantage de moyens et de raisons de se déplacer). Mali, Bénin et Maroc en mai 2006, Sénégal en septembre, Algérie en novembre, et un très hypothétique déplacement au Gabon et au Congo-Brazzaville d'ici à mars : il aura fait le tour des fidèles. [...] À Bamako, Sarkozy s'agaçait des moustiques et préférait se reposer au bord de la piscine plutôt que de rencontrer ministres ou acteurs de la société civile. Soit : sa politique envers le continent est de toute façon principalement guidée par des impératifs d'« immigration choisie ». Il a pourtant prononcé à Cotonou, le 25 mai 2006, un discours sur sa politique en Afrique, fondée sur un dialogue, estime-t-il, emprunt de franchise et de respect. Mélange de rupture avec la « Françafrique », de refus de s'encombrer d'une histoire coloniale trop lourde (condamner le système, oui, mais pas les hommes qui l'ont incarné), de responsabilisation des Africains (« la responsabilité du succès ou de l'échec est d'abord la vôtre »), de récusation de « la posture d'une France donneuse de leçons », mais aussi de refus « de transiger sur nos valeurs de démocratie », les relations avec les pays africains « à la Sarko » se veulent « décomplexées » et tournées vers l'avenir. [...] Il n'en entretient pas moins quelques accointances avec les amis africains de Jacques Chirac, figures emblématiques d'un « pré carré » qu'il se fait un devoir de dénoncer. Ainsi rencontre-t-il Omar Bongo Ondimba quand ce dernier est de passage à Paris ; ainsi a-t-il invité sa fille Pascaline au congrès de l'UMP le 14 janvier ; ainsi apprécie-t-il Denis Sassou Nguesso ou Amadou Toumani Touré. Dans son entourage, il conserve quelques fins connaisseurs des fameux réseaux : Charles Pasqua, François Jay (ancien de Bolloré passé à l'Agence française de développement, AFD), Pierre Vimont, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères. L'ex-chef du protocole d'État en Côte d'Ivoire de 1960 à 2001, Georges Ouégnin, y va aussi de ses conseils. Ceux-là sont les informateurs ou les intermédiaires. D'autres se chargent de la doctrine : les jeunes David Martinon, conseiller diplomatique, et Ramatoulaye Yade, secrétaire nationale d'origine sénégalaise chargée de la Francophonie. » (<http://www.jeuneafrique.com/>, 11 février 2007)

NS et l'affaire Elf

- Eric Decouty : "Lorsqu'en décembre 1995 vous avez été nommé PDG de la SNCF, ni vous, ni le président de la République, ni les autres ministres n'ignoriez que l'enquête initiale des juges risquait de mettre au jour le système Elf. Et que par conséquent le danger était extrêmement grand pour nombre de personnes qui en avaient profité..."
- Loïk Le Floch-Prigent : "Bien sûr."
- Eric Decouty : "Avec le président de la République [...] vous avez [...] abordé le fond du dossier Elf..."
- Loïk Le Floch-Prigent : "Avec lui, comme avec le Premier ministre Alain Juppé, Bernard Pons, Jacques Toubon, **Nicolas Sarkozy** [...] et plusieurs ministres ou anciens ministres. [...] Jacques Chirac m'a répondu : "Ça n'ira pas jusqu'à la mairie de Paris..." Je dois avouer que sur le moment je n'ai pas compris à quoi il faisait allusion." (Extrait de *Affaire Elf, affaire d'Etat*, Loïk Le Floch-Prigent, Le cherche-midi, 2001.)

« Ancien du RPR devenu UMP, parti dont les pratiques de financements occultes ne sont un secret pour personne, révélées au grand public lors du semi déballage de l'Affaire ELF commencée au milieu des années 90, Nicolas Sarkozy ne peut pas avoir esquivé toute sa carrière durant la pluie de commissions, de valises d'argent issues du négoce tronqué de l'or noir d'Afrique. D'autant que les connaisseurs, du président Mitterrand au PDG de l'époque Loïk Le Floch-Prigent n'ont cessé d'affirmer que ELF avait été fabriqué justement pour les besoins de financements politiques opaques entre autres. Il est d'ailleurs symptomatique que sans l'impliquer, certains des différents protagonistes de l'affaire ELF l'ont nommé cité parmi ceux qui étaient au courant du mode de fonctionnement du prédateur pétrolier, c'est-à-dire sa diplomatie parallèle permettant de tenir les Etats africains en laisse, sa mission officieuse de financier occulte des partis politiques principalement de droite à l'origine, et son rôle public de garant des besoins énergétiques de la France. Si le nom de Dominique de Villepin alors Secrétaire général de l'Élysée figurerait dans une liste des bénéficiaires des pétro-largesses de l'ex-président congolais déchu Pascal Lissouba, Loïk Le Floch-Prigent affirme explicitement avoir abordé le fond du dossier ELF alors en instruction avec Jacques Chirac, mais aussi Alain Juppé, Bernard Pons, Jacques Toubon, et Nicolas Sarkozy. (lire Xavier Harel, *Afrique Pillage à Huis clos*, Fayard, 2006, P. 83.) On peut se demander qu'elle urgence M. Sarkozy avait à aborder le dossier ELF ausculté par la justice française avec un ancien PDG au banc des accusés, s'il n'avait pas « d'intérêt à agir ». De plus ce procès de la corruption pétrolière, politique, franco-africaine montra que Charles Pasqua dont Sarkozy fut longtemps très proche, était au centre de la gestion opaque des commissions de la société ELF. Lorsque M. Balladur nomma par ailleurs Philippe Jaffré à la tête de la société pétrolière et grande corruptrice, bien des politologues interprétèrent cette nomination comme une volonté de constituer un butin de guerre présidentielle pour les balladuriens, le nouveau patron d'ELF étant notoirement proche de l'ancien premier ministre candidat à la magistrature

suprême. Or Sarkozy comme Pasqua et ses réseaux françafricains soutinrent Balladur, ce qui équivaut à dire que l'argent africain finança vraisemblablement la campagne électorale de Balladur. Il en est un de président qui ne s'en cache pas, Omar Bongo président du Gabon, tout en se défendant d'avoir avantagé un camp de droite au détriment de l'autre, dans l'affrontement déchirant chiraquiens et balladuriens. Question : que faisait Sarkozy pendant ce temps ? Il faut dire que l'ancien ministre du budget avait été en contact avec l'argent du pétrole africain par un autre biais que celui du financement politique de la campagne présidentielle de 1995. En effet les commissions versées aux personnalités étrangères pour faciliter la politique internationale ou africaine de la France étaient communiquées au président de la république ... et aux ministres des finances et du budget ! Donc à Sarkozy, ministre du budget de 1993 à 1994. On se doute que l'intéressé regarda tout cela avec beaucoup de détachement et un retrait spirituel de moine sans reproche... Tout ceci ne mentionne pas les rapports de Sarkozy avec la maison Bouygues, françafricaine connue, sévissant particulièrement en Côte d'Ivoire, une autre coordonnée françafricaine possible de l'homme de la rupture ... (<http://www.afrikara.com>, 22/01/2007)

NS et le Gabon

Nicolas Sarkozy a été reçu par Bongo avec Claude Guéant et Pascaline Bongo dans l'hôtel particulier de son épouse Edith Bongo, avant qu'il se rende au sommet de Cannes, le 7 février 2007 (LDC, 22 février 2007).

Omar Bongo a déclaré au journal de France 2 : « Je connais Nicolas depuis longtemps, très longtemps, grâce à Chirac. Mme Royal, je ne la connais pas. Je ne l'ai vue qu'au sommet de la Terre à Rio en 1992. » (LDC, 22 février 2007)

« Lors de son dernier passage à Paris, le président Bongo n'a reçu -le 19 juin, à 19h- qu'une seule personnalité française dans son hôtel particulier parisien : Nicolas Sarkozy ! Ce dernier a lui-même accueilli le lendemain, Place Beauvau, son homologue gabonais, André Mba Obame. » (LDC, 29 juin 2006)

« Pascaline », directrice du cabinet et fille d'Omar Bongo, était présente au premier rang VIP du congrès de l'UMP du 14 janvier 2007, pour le « sacre » de Sarkozy. (LDC, 25 janvier 2007)

« L'ancien ministre français de la Coopération, Bernard Debré, responsable de la campagne électorale du candidat de L'Union pour un mouvement populaire (UMP), Nicolas Sarkozy en Afrique a promis lundi à Libreville, des réformes en faveur des Français de l'étranger en cas de victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de mai prochain, a appris GABONEWS. M. Debré a fait valoir le souci de Sarkozy de rompre avec le tout assistanat prôné par la gauche et revaloriser le travail. M. Debré qui poursuit son séjour gabonais jusqu'au samedi prochain, a présenté Sarkozy comme le renouveau dans la gestion de l'Etat et le seul candidat capable de rendre la France compétitive. » (Gabonews, Libreville, 28 Février 2007)

Nicolas Sarkozy a été reçu par Omar Bongo le 31 août 2006 dans son hôtel particulier du 16ème, pour parler de l'immigration France/Gabon (LDC, 14 septembre 2006)

Au mois de juin 2006, Nicolas Sarkozy a fait ouvrir, à Roissy, le salon d'honneur de l'aéroport par le préfet, pour une visite privée d'Omar Bongo (LDC, 12 octobre 2006)

Nicolas Sarkozy a offert, en 2006, 200 tenues à la police gabonaise (LDC, 12 octobre 2006)

Nicolas Sarkozy a été reçu plus d'une heure début février 2006 par Omar Bongo à l'hôtel Meurice (LDC, 16 février 2006)

NS a donné ses « félicitations les plus sincères et chaleureuses » à Omar Bongo pour sa réélection. « NS précise qu'il se réjouit "de pouvoir continuer à oeuvrer" avec le président gabonais "au développement des relations déjà si étroites entre nos deux pays dans les domaines qui relèvent de ma compétence et notamment celui de la sécurité intérieure. » (LDC, 5 janvier 2006)

NS a rencontré Omar Bongo le 2 décembre 2004 (Jeune Afrique, 5 décembre 2004) et mi-juillet 2004 (Jeune Afrique, 18 juillet 2004)

« Pour ce qui est du candidat UMP, qui parle d'abandonner un certain nombre de pratiques, le président Bongo déclare: "Avec Nicolas Sarkozy, il y a une différence parce qu'on est amis. Si demain il me renie parce qu'il est président, je lui dirai: 'ce n'est pas sérieux Nicolas'. Oui, je lui dirai." » « C'est donc "la fin d'une époque" mais "je crois que ce n'est pas la fin des sommets", a observé le président gabonais. "Je crois que le fondement même de la Françafrrique restera, quitte à l'améliorer." » (NouvelObs, 18/02/2007)

Nicolas Sarkozy « n'hésite pas à faire quelques entorses à ses grands principes sur l'immigration [avec le Gabon], à en croire une lettre officielle datée du 27 septembre dernier du ministre de l'Intérieur (sic) gabonais à l'attention de Monsieur le ministre de l'Intérieur français. Cette missive récapitule les différents points abordés par Nicolas Sarkozy et André Mba Obame, concernant « la coopération entre [leurs] deux pays en matière d'immigration » et leur « position consensuelle » quant à « la nécessité d'une véritable collaboration sur la question de l'immigration ». Les citoyens

français, rappelle le responsable gabonais, ont la chance de jouir de sérieux avantages en matière de conditions d'entrée et de séjour, traitement de faveur que le Gabon se garde jusqu'ici d'offrir « aux ressortissants des pays amis comme la Chine et les États-Unis d'Amérique. » Trop aimable. Ainsi « un nombre significatif de citoyens français arrivent et sont reçus au Gabon sans visa d'entrée. » Rien de surprenant... jusqu'ici. Quelques lignes plus loin, une étrange promesse de Nicolas Sarkozy, celui-là même favorable à l' « immigration choisie », est dévoilée : « le Gabon renouvelle sa proposition visant la suppression des visas d'entrée pour les citoyens des deux États, principe pour lequel vous vous êtes déclaré favorable lors de notre rencontre du 09 juin 2006 à Paris ». Une convention qui serait une première entre la France et un pays africain, et dont la finalisation semble en bonne voie. Un petit flic a même été chargé de suivre l'affaire. L'heureux élu prié de cornaquer le dossier n'est autre que « Monsieur Godin, Directeur général de la Police nationale française, [...] chargé de préparer un projet de Convention d'exemption de visas entre les deux États ». Et dans « l'attente de la mise en oeuvre urgente de cet objectif commun », Mba Obame mentionne son souhait « d'envisager à très court terme de porter l'ouverture des bureaux [du consulat de France à Libreville] aux usagers de deux heures par jour à six heures par jour. » Pourtant prompt à médiatiser ses bons rapports avec les pays africains et sa méthode de concertation avec les pays d'émigration, le ministère de l'Intérieur ne fait guère écho de ses tractations avec le Gabon. À moins que ces belles promesses ne servent qu'à amadouer le bon Omar Bongo Ondimba... et à le dissuader de soutenir un autre candidat à l'élection présidentielle que le champion des Hauts-de-Seine. » (Bakchich, jeudi 26 octobre 2006)

NS et le Tchad

Nicolas Sarkozy a rencontré Idriss Déby à l'hôtel Hilton à Paris (LDC, 01/12/2005).

NS et le Togo

Concernant la prise de pouvoir du Faure Gnassingbé suite au décès d'Eyadéma, « le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy (certes aiguillonné par son conflit avec Jacques Chirac) évoque « une parodie d'élection » » (AP, 10/05) (Billets d'Afrique n° 137, juin 2005)

Nicolas Sarkozy, en tant que Ministre de l'intérieur, soutient la police togolaise « Le Service de Coopération Technique Internationale de Police (SCTIP) au Togo, avec ses 3 conseillers, participe à la mise en oeuvre de la politique étrangère de la France en matière de sécurité intérieure. Dans le cadre d'un fonds d'aide à la coopération, ce service dote la police togolaise en équipements (véhicules, radios) et en matériels permettant une plus grande efficacité des personnels travaillant dans le maintien de l'ordre sur la voie publique. Il participe également à la formation de policiers togolais (source : Ambassade de France au Togo et Ministère de l'Intérieur). [...] La France livre également du matériel de guerre au Togo, en contradiction avec le code de conduite européen, adopté le 8 juin 1998. » (Lettre de l'ACAT à Monsieur Nicolas Sarkozy, ACAT France, 7 juin 2006)

Claude Guéant, bras droit de Nicolas Sarkozy, a rencontré Faure Gnassingbé. « M. Sarkozy en déplacement officiel à Bruxelles s'était fait excuser. [...] M. Guean a fait part de la vision de Nicolas Sarkozy quant aux relations France-Afrique. Des relations qui doivent évoluer et qui doivent être basées sur le respect mutuel. Bref le contraire de la "Françafrique". [...] Quelques heures avant cet entretien, le président togolais avait justement évoqué ce thème lors d'une conférence de presse : "Est-on prêt à se départir de la Françafrique et avoir des relations normales", s'était interrogé le leader togolais. » » (www.republicoftogo.com, 09/09/2006)

NS et le Sénégal

« Je voudrais savoir ce qu'il y a contraire aux droits de l'homme dans le fait de ramener des Sénégalais au Sénégal. » Nicolas Sarkozy, à propos des charters d'immigrés France/Sénégal. Pour info, au premier semestre 2003, 600 Sénégalais clandestins ont été expulsés en avion. (Le Point, 9 mai 2003)

Nicolas Sarkozy s'est rendu les 14 et 15 décembre 2003 au Sénégal. « Il arrive les bras chargés de "cadeaux" pour le président Wade : un programme 2004-2006 de 10 millions d'euros pour la restructuration de deux directions de la Sûreté nationale, la Police des frontières et de l'air (PAF) et la Direction de la surveillance du territoire (DST), de nouvelles armes de maintien de l'ordre, des motos, du matériel roulant, des ordinateurs, des formations pour les personnels de la Sûreté... [...] Dans la foulée, Nicolas Sarkozy annonce la création d'un fonds pour les déplacements et les séjours des membres de "l'élite sénégalaise" en France pour des "missions temporaires de développement". Il s'engage aussi à porter à 7000 euros l'aide au retour des Sénégalais volontaires pour mener des microprojets de développement. Un système qui n'a jamais fonctionné et qui a depuis été abandonné. [...] [Nicolas Sarkozy a également déclaré :] "Les Français savent que le Sénégal a une tradition de grands hommes d'Etat. Senghor était un érudit. Mais aussi des hommes qui ont réfléchi pendant longtemps aux grandes questions qui leur sont posées, je veux citer Abdoulaye Wade." Le président sénégalais ne pouvait faire moins que de nommer Nicolas Sarkozy au grade de grand officier de l'ordre national du Lion avant qu'il ne reprenne son vol pour Paris. » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005)

Nicolas Sarkozy a rencontré le président Wade le 24 mai 2006, dans sa résidence rue Vineuse, officiellement sur des questions d'immigration (LDC, 1er juin 2006) (LDC, 29 juin 2006).

Nicolas Sarkozy a signé en septembre 2006 avec les autorités locales un accord sur « l'immigration concertée ».

« Ségolène Royal a estimé lundi qu'il y a "des choses pas mal" dans cet accord, mais qu'il "ne va pas très loin en termes d'aide au développement". » « Elle est née il y a 53 ans dans la banlieue dakaroise, sur une base militaire où son père était affecté. » (Afrik.com, 26 septembre 2006)

« À la veille de se lancer dans sa tournée africaine, Nicolas Sarkozy s'était vu reprendre de volée par Abdoulaye Wade à propos de l'immigration choisie. Entonnant un hymne mi-tiers-mondiste, mi-misérabiliste, le président libéral accusait le 16 mai dernier Sarko et sa loi sur l'immigration de piller son pays, sa jeunesse, ses ressources. « Je ne suis pas d'accord » déclarait-il alors. « Moi, je dépense de l'argent pour former les jeunes. Et pendant ce temps-là, tous ceux qui terminent leurs études, on va les prendre ici en France (...). Je vais former des cadres et ils vont développer l'économie française. » Entre deux attaques des médias français, cette sortie lui a valu quelques applaudissements dont le vieux leader est toujours friand. Cerise sur le gâteau pour l'opposition française, avant même de se rendre en Afrique, « Sarko » se faisait déjà rabrouer. » (www.bakchich.info, 15 juin 2006)

Nicolas Sarkozy, lors de sa visite à Dakar en septembre 2006 n'a « humé que six petites heures l'atmosphère dakaroise, le 23 septembre. Un laps de temps suffisant à Speedy-Sarko pour boucler un « accord historique », en boubou et sans talonnettes : des facilités d'entrée en France pour les hommes d'affaires sénégalais, les sportifs et les étudiants contre une convention de « réadmission » des Sénégalais sans papiers vers leur pays. Traduction, les charges qui découlent d'une expulsion (billet d'avion, passeport) incomberont à l'Etat sénégalais mais la France investira deux millions et demi d'euros dans des projets de co-développement locaux. Mais, comme le révèle le Canard Enchaîné (27/09), la convention de « réadmission » n'a pas été signée... sans doute un oubli dû à un agenda trop chargé. « L'emploi du temps était tellement serré qu'on a pu rencontrer personne. On a pas eu vingt minutes pour pisser », confesse, lyrique, un des Sarko boys du voyage. La section UMP de Dakar, forte de 300 membres, n'a pas même eu droit à une risette du ministre. Néanmoins satisfait, le locataire de la place Beauvau a signifié sa satisfaction, et son entier accord avec son homologue sénégalais. « Immigration choisie ou immigration concertée, quel que soit le terme, l'important est qu'on s'accorde », a-t-il lâché en substance. Au moins les Sénégalais ont-ils pu profiter d'une vraie leçon de politique à la Française, dénuée de toute démagogie et très informée : aucun des deux ténors n'a ne serait-ce qu'évoqué le quatrième anniversaire du naufrage du Joola. Plus de 1800 morts et pas un mot. Tant de pudeur les honore. Un peu trop furtive pour nos confrères sénégalais, la visite de Nicolas Sarkozy au Sénégal est presque passée inaperçue. Presque. Les six heures passées sur le sol de la Téranga et l'accord signé lui ont quand même valu quelques articles. Dont un mordant papier de Walfadjiri « l'immigration concertée ne chasse pas l'immigration choisie » (25/09). « Rien n'a changé dans la politique d'immigration de la France votée par l'Assemblée nationale française. Seulement, il fallait sauver les apparences et c'est ce qu'a fait Nicolas Sarkozy en se rendant à Dakar pour parapher un accord dit de gestion concertée de l'immigration », écrit notre peu convaincu confrère. Même son du côté du Quotidien. « Les charters de Sarkozy, vont sous peu, reprendre du service » (25/09). » (site Bakchich, mardi 3 octobre 2006).

Déclaration de Nicolas Sarkozy lors de sa venue au Sénégal en septembre 2006 : « Il est fondamental, pour nos deux pays, de lutter contre le pillage des cerveaux, la fuite des compétences et des talents du Sénégal, en facilitant une migration de mobilité, permettant à des étudiants, à des professionnels de tout niveau, de venir en France se former dans la perspective de revenir au bercail pour participer au développement de leur pays », a déclaré M. Sarkozy. » « D'autres volets essentiels de cet accord, pour la France, visent à aider au développement économique et social du Sénégal à travers des financements dans le domaine de l'agriculture, notamment par le biais du plan dit de Retour des émigrés vers l'agriculture (Reva), lancé en novembre dernier par le gouvernement sénégalais, ainsi que dans les secteurs de la pêche, de la santé et des micro-projets de développement. » « Le ministre français, Nicolas Sarkozy, arrivé à Dakar samedi après-midi, s'est d'abord rendu sur la tombe du père de l'indépendance du Sénégal, Léopold Sédar Senghor et défendra son texte de loi sur "l'immigration choisie" chez le président Wade qui le recevra avant son retour à Paris dans la soirée. » (Afrik.com, 23 septembre 2006)

NS et la Côte d'Ivoire

Nicolas Sarkozy est un ami intime d'Alassane Ouattara (LDC, 14 septembre 2006).

En tant que ministre français de l'Economie, Nicolas Sarkozy a rencontré le ministre ivoirien de l'Economie et des finances, Paul Bohoun Bouabré, en septembre 2004 (vendredi 1er octobre 2004 , Afrik.com).

« La Côte d'Ivoire offre l'exemple parfait d'un échec massif. C'était la Suisse de l'Afrique et c'est devenu un pays au bord du naufrage. La seule solution, c'est d'y tenir enfin des élections démocratiques, ouvertes et transparentes. [...] Dans ce cas, la France n'a pas pour vocation de soutenir un régime qui refuse de se soumettre à des élections. Tout comme elle n'a pas pour vocation de servir de punching-ball et de dérivatif aux frustrations des uns et des autres. La présence de notre armée n'est justifiée que par la tenue à un terme rapproché des élections. Certes, il faut éviter la guerre civile et une répétition de la tragédie rwandaise, mais il n'est pas question de maintenir quatre mille hommes sur le terrain au coût de 250 millions d'euros par an, sans aucune perspective de retrait. [...] La Côte d'Ivoire n'est pas un enjeu significatif pour l'économie française : elle représente moins de 0, 2 % des exportations françaises. [...] Je connais Alassane Ouattara depuis l'époque où il était le directeur adjoint du FMI et je pense qu'il fait partie de ces hommes qui font honneur à l'élite africaine. Cela dit, vous savez, je connais beaucoup de gens sur le continent africain, ce n'est pas pour cela que je m'ingère dans la vie politique de leur pays. » Entretien de Nicolas Sarkozy

avec le journal Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Le "bourbier ivoirien" pourrait constituer la première épreuve africaine du futur président. Proche de l'opposant ivoirien Alassane Ouattara, M. Sarkozy juge que "la France n'a pas vocation à soutenir un régime qui refuse de se soumettre à des élections" et évoque un possible retrait militaire français. Les socialistes, longtemps proches du président Laurent Gbagbo, semblent avoir pris leurs distances. » (Le Monde, 13/02/07)

NS et le Congo B

Nicolas Sarkozy a rencontré la première dame du Congo, Antoinette Sassou Nguesso, fondatrice de « Congo Assistance », une ONG active en Afrique. (LDC, 29 juin 2006)

Nicolas Sarkozy a rencontré Sassou N'Guesso en juillet 2004 (Jeune Afrique, 25 juillet 2004)

« Sarko a beau être au mieux avec Denis Sassou Nguesso, au point que ce dernier contribue, généreux publi-reportages à l'appui, à financer la revue l'essentiel des relations internationales dirigée par son conseiller diplomatique Pierre Lellouche, il l'a juré : l'UMP n'accordera son soutien « qu'aux régimes qui défendent la démocratie et qui luttent activement contre la corruption ». Le Mollah et le Cobra, incurables démocrates incorruptibles, peuvent dormir tranquille... Et de rêver les yeux ouverts, à l'instar de Sassou, à un allègement de ses innombrables créanciers. Car oui, c'est le triste canard de Lellouche qui nous l'apprend (n°11, novembre-décembre 2006) : le satrape congolais, enfin « conscient d'avoir un patrimoine béni des dieux, fait de la gestion des Écosystèmes forestiers d'Afrique centrale, et de la lutte contre l'exploitation illégale des forêts, des enjeux majeurs ». C'est Doc Gynéco qui avait finalement raison : « les grands esprits se rencontrent » bel et bien. Autre priorité de Nicolas Sarkozy, ou comment découvrir que ce grand amateur de football devant l'éternel, préfère la « fuite des cerveaux » à celle des pieds : « permettre l'insertion du sport africain de haut niveau, locomotive pour le développement, l'éducation et la paix, par la moralisation du recrutement extérieurs et des basketteurs professionnels et le développement des compétitions nationales et régionales. » Est-ce à dire que malgré le niveau extrêmement faible du championnat de France de ligue 1, les sportifs africains seront les grands perdants de « l'immigration choisie » ? Ou qu'il tente désormais de lorgner l'électorat en constant progrès de François Bayrou, qui entend pour sa part « renoncer à des pratiques de déséquilibre comme le pillage des cerveaux dans les pays en voie de développement » ? » (Bakchich, jeudi 15 février 2007)

NS et l'Algérie

Nicolas Sarkozy a effectué en octobre 2003 « Sa troisième visite en trois ans à Alger [...] réservoir électoral estimé à 3 millions de voix des Français d'origine maghrébine, toujours aussi sensibilisé par l'aptitude des politiques français à être à l'écoute de leurs pays d'origine. [...] La nomination de Mme Rachida Dati, magistrat, de père marocain et de mère algérienne, en tant que conseiller technique au sein de son cabinet, place Beauvau, n'est que l'illustration de cette ouverture sur les musulmans de France. Pragmatique, Sarkozy sait qu'il trouvera en Algérie les soutiens qui lui permettront de mener à bien sa politique «communautaire» en France et par conséquent soigner son image auprès de trois générations de Maghrébins. [...] le gratin de la sécurité algérienne, entre DGSN, Gendarmerie nationale et DRS l'ont accueilli, preuve que Sarkozy possède de solides contacts dans l'appareil de sécurité algérien et demeure apprécié par les cercles de décision de l'armée algérienne. Une rareté pour un homme politique français. » (Le Quotidien d'Oran, 25 octobre 2003)

A la foire internationale d'Alger en juin 2004, « le gouvernement français a également «dépêché», vendredi à Alger, son ministre de l'Economie et des Finances, M. Nicolas Sarkozy, afin d'aider les représentants de grands groupes industriels français à dénicher de nouveaux marchés. Les CV de la délégation de patrons accompagnant M. Nicolas Sarkozy montrent une grande préférence des entreprises françaises pour les hydrocarbures, l'industrie électrique, les transports et les travaux publics. [...] Autre élément important qui devrait peser dans la balance : les soutiens récurrents apportés par le chef de l'Etat français au président algérien avant et surtout après la présidentielle du 8 avril dernier. » (El Watan, 6 juin 2004)

En juin 2004, NS est parti en Algérie « "avec la moitié du CAC 40" dans ses valise -c'est son expression- i a joyté les GO de club de vacances en introduisant tous "ses" patrons français (Alstom, Amec Spie, Bouygues, GDF, RATP, SNCF, Suez, Total ou Véolia) auprès des décideurs algériens. Aidant ainsi à faire avancer quelques contrats. » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p54)

« Nicolas Sarkozy aime l'Algérie. Le 27 juillet [2004] prochain, il sera à Alger pour une courte visite de travail, la deuxième dans la capitale algérienne du ministre français de l'économie et des finances en moins de deux mois. Le 4 juin dernier, Nicolas Sarkozy avait déjà effectué un déplacement de deux jours en Algérie. Il était accompagné d'une vingtaine de chefs de grandes entreprises françaises. [...] Le gouvernement français s'est engagé à financer le projet [de métro] à hauteur de 350 millions d'euros. En échange, la société du métro d'Alger s'est engagée à s'équiper entièrement auprès des entreprises françaises. [...] Autant de contrats qui permettront à Alstom, actuellement en difficulté, d'améliorer sensiblement ses résultats et à Nicolas Sarkozy de se positionner une nouvelle fois en grand sauveur d'une industrie française en péril. [...] la France, qui détient plus de 80% de la dette algérienne ». (Algeria Watch, 21 juillet 2004)

« A l'occasion de sa visite, hier à Alger [27 juillet 2004], la seconde du genre en deux mois, le ministre français de l'Economie et des Finances, Nicolas Sarkozy, a annoncé l'octroi à l'Algérie de concours financiers d'un montant record de près de 2 milliards d'euros. [...] cet accord contribuera, entre autres, a déclaré Nicolas Sarkozy, à "donner les moyens aux entreprises françaises d'accompagner l'effort de modernisation en Algérie". Afin de bien rendre compte de son caractère inédit, le ministre français s'est empressé de révéler à la presse, dès sa descente d'avion, que l'accord en question "est le plus important jamais signé par la France avec un autre pays". [...] "Il n'y a aucun accord de cette nature de la France avec un pays étranger" a-t-il précisé. [...] Cet accord repose « sur "la conviction partagée qu'il est de l'intérêt de l'Algérie et de la France de tirer profit du haut degré de complémentarité des deux économies pour accompagner les mutations actuelles de l'économie et de la société algérienne, dynamiser l'essor de leurs échanges et multiplier les intérêts croisés entre les opérateurs, notamment en développant le partenariat" [...] Dans la perspective de dynamiser la participation des entreprises françaises aux projets d'infrastructures en Algérie, la France a décidé, en outre, d'ouvrir une enveloppe supplémentaire d'un montant d'un milliard d'euros de garanties de crédits par la Coface destinés à couvrir de futurs contrats, notamment dans les secteurs des transports, des télécommunications, de l'électricité, des hydrocarbures, des biens d'équipements industriels, des services urbains et de l'habitat. Outre ses entretiens avec M. Benachenhou, il est à signaler que le ministre français des Finances a été reçu en audience par le président Bouteflika. [...] Cet accord permettra, a encore ajouté M. Sarkozy, aux entreprises françaises de prendre part à des projets extrêmement importants en Algérie tels l'installation de rames du métro d'Alger ou l'électrification du réseau du chemin de fer de la banlieue d'Alger. » (El Watan, 28 juillet 2004)

« Sarkozy et Benachenhou présideront une cérémonie de signature d'un accord de financement portant sur le chantier de réalisation du métro d'Alger. D'un montant de 350 millions d'euros, l'enveloppe devrait permettre de donner un coup d'accélérateur à un chantier lancé en 1981, mais qui n'a pu voir le jour faute d'argent. [...] Après avoir arraché le projet d'électrification du réseau banlieue de la Société nationale des chemins de fer pour 89 millions d'euros, Alstom devrait se charger de l'électrification du réseau «métropolitain» d'Alger et de la livraison des engins (véhicules). » (Le Jeune Indépendant, 24 juillet 2004)

« Le ministre français a passé en revue les autres secteurs névralgiques, sans omettre celui de l'habitat et de l'urbanisme. Ce secteur bénéficie de l'apport de l'Agence française de développement (AFD) qui s'élève à 75 millions d'euros destinés à la réhabilitation des zones d'habitat précaire et à la reconstruction d'édifices détruits par le dernier séisme. [...] Un avis d'appel d'offres pour le montant de 61 millions a été lancé aux investisseurs intéressés pour l'achat des créances sur l'Algérie; ces derniers ont été invités à soumissionner par le biais de leur banque, étape obligatoire, avant de recueillir l'accord des autorités algériennes sur les projets considérés. Les opérations de conversion ne pourront être utilisées que sous la forme d'un investissement en capital dans une entreprise en Algérie. Le volet militaire a la part du lion. » (L'Expression, 23 août 2004)

« Décidément, c'est devenu une tradition pour les hommes politiques français d'entamer leur campagne électorale par une première virée au Maghreb arabe. [...] C'est la première visite en tant que président de l'UMP qu'effectuera Nicolas Sarkozy en Algérie après celle du 27 juillet 2004 qui s'est soldée par l'octroi par la France de concours financiers s'élevant à près de deux milliards d'euros, 288 millions d'euros de conversion de dettes en investissements, 750 millions d'euros de crédits concessionnels et un milliard d'euros de crédits commerciaux garantis. Ce qui était considéré alors comme l'accord économique le plus important jamais signé par la France. » (L'Expression, 27 mars 2005)

« La France doit aussi être l'amie de l'Algérie, avec laquelle nos intérêts sont à ce point liés que je ne comprends pas pourquoi nous devrions continuer à nous opposer. [...] J'ai toujours pensé que l'amitié n'avait pas besoin d'être gravée dans le marbre d'un traité. L'amitié, cela se vit, cela se prouve chaque jour et cela ne se décrète pas. Et puis, les problèmes entre la France et l'Algérie ne se résument pas à cela. En ce moment, je suis en train de travailler à la suppression de l'autorisation préalable de visa à laquelle sont soumis les Algériens qui veulent se rendre en France. Je ne veux pas qu'ils soient les seuls au Maghreb à supporter cette procédure supplémentaire qui peut être considérée comme vexatoire. C'est cela, l'amitié. La question du traité, c'est aussi la question de la mémoire et de la repentance. Les questions de mémoire sont toujours un sujet sensible. La mémoire de chaque peuple est inévitablement spécifique. Le rapprochement, la réconciliation que nous recherchons, appellent un effort réciproque pour dépasser les souvenirs construits au fil des ans, pour prendre en compte ce que les historiens nous enseignent et aboutir peu à peu, dans le respect de l'histoire telle qu'elle a été, à des mémoires moins contrastées. Il ne faut pas oublier le passé, car nous avons un devoir de mémoire et de reconnaissance. Dans cette démarche, il faut prendre garde à ne pas confondre le système politique, dont nous savons bien l'injustice qu'il faisait aux Algériens, et l'action des personnes qui cohabitaient en Algérie. Quant aux souffrances subies par tous, Algériens et Européens, nul ne peut les ignorer. Tous en ont été les victimes. Tous appellent notre compassion. » Entretien de Nicolas Sarkozy avec le journal Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Nicolas Sarkozy avait un programme chargé pour son déplacement en Algérie : visite du monument édifié en l'honneur des martyrs de la guerre d'indépendance, mais aussi du cimetière chrétien d'Alger et du monastère de Tibherine pour rendre hommage aux sept moines trappistes français assassinés en 1996 par des islamistes, rencontre du Premier ministre, Abdelaziz Belkhadem, et surtout du président Bouteflika. Le ministre de l'Intérieur continue, après les Etats-Unis ou le Sénégal, sa tournée des pays clefs pour la France. [...] La situation s'est même dégradée, il y a quelques mois, à cause d'un article de la loi sur les Rapatriés qui faisait état des «aspects positifs de la colonisation française en Afrique

du Nord». L'Algérie avait dénoncé le texte et, même si l'article incriminé a finalement été retiré de la loi, les relations franco-algériennes ont pâti de cet épisode. [...] il est nécessaire pour Nicolas Sarkozy de poser les jalons d'une relation harmonieuse avec un pays auquel la France est historiquement lié, mais surtout d'où sont originaires un million d'électeurs susceptibles de voter en 2007. Il ne faut pas pour autant que ses prises de position le coupe d'une autre partie de l'électorat, les Rapatriés, sensible sur tout ce qui concerne les relations avec l'Algérie et la mémoire. Un exercice difficile pour le ministre de l'Intérieur mais nécessaire pour le futur candidat à la présidentielle : ménager la chèvre et le chou. C'est ce qu'il a essayé de faire en déclarant : «Il n'y a pas de la douleur que d'un seul côté. Il y a de la douleur des deux côtés, chacun d'entre nous devons cheminer des deux côtés de la Méditerranée vers l'apaisement et vers l'avenir commun. Il faut se garder des phrases et des initiatives qui blessent et essayer de se comprendre». [...] C'est pour cela encore qu'il a annoncé la suppression de la consultation préalable des partenaires européens avant la délivrance par la France de visas aux ressortissants algériens. Cette mesure qui ne concernait pas les Tunisiens ou les Marocains avait été mise en place pour éviter l'infiltration de terroristes algériens. Mais Alger la jugeait discriminatoire et demandait sa suppression. C'est aujourd'hui chose faite. La procédure de délivrance des visas sera raccourcie d'environ quinze jours. En échange, l'Algérie devrait mettre à la disposition de la France sa liste des personnes suspectes de terrorisme. » (RFI, Sarkozy à Alger : préserver l'avenir, 14/11/2006)

Nicolas Sarkozy s'adressant à Bouteflika lors de sa venue en Algérie en novembre 2006 : « Vous pouvez compter sur ma détermination à ancrer cette relation dans l'avenir, car elle doit servir de modèle d'association pour l'ensemble des relations entre la Méditerranée et l'Union européenne. » (El Watan, 27 novembre 2006)

« Abordant les sujets de la sécurité et de la coopération, Nicolas Sarkozy a proposé que la France contribue au développement du nucléaire civile dans les pays émergents. Cet effort pouvant permettre, selon lui, de combattre le développement des extrémistes qui font leur lit sur les inégalités Nord/Sud et la misère. Présentant le nucléaire comme « l'énergie du futur », il a défendu l'idée que l'Algérie devrait être le premier pays dans lequel ce transfert de technologie serait réalisé. « Je souhaite par exemple proposer à l'Algérie, avant d'autres Etats, de l'aider à développer une capacité nucléaire civile en échange d'un partenariat sur l'exploitation des champs gaziers, a-t-il déclaré. Dire ceci, c'est aussi pour moi une façon de dire à l'Iran qu'une coopération est possible. » Pour éviter les éventuels détournements militaires, il a recommandé la création d'une « banque mondiale du combustible nucléaire civile ». Aux réserves émises par certains journalistes dans la salle, il a répondu : « Est-ce que vous pensez qu'on a intérêt à avoir un régime taliban en Algérie ? » Par ailleurs, il n'a pas manqué de souligner les intérêts financiers que la France aurait à tirer d'une exportation de son savoir faire dans le domaine du nucléaire civil. » Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale (<http://www.afrik.com>, 01/03/07)

Position exprimée le mercredi 28 février 2007, lors d'une conférence de presse sur la politique internationale : Nicolas Sarkozy « a également tenu à se démarquer de sa rivale sur la question de l'Iran. Ségolène Royal s'est, à plusieurs reprises, prononcée contre l'accès de Téhéran au nucléaire civile. Nicolas Sarkozy, lui, a plaidé pour une coopération qui permette aux pays du Sud d'accéder à cette énergie. Il a suggéré la création d'une « banque mondiale du combustible civil », qui pourrait prioritairement profiter à l'Algérie. » (Libération, jeudi 1 mars 2007)

NS et le Maroc

« Nicolas Sarkozy entame à partir d'aujourd'hui [mars 2005] une visite officielle de deux jours au Maroc où il sera reçu en audience par le Roi Mohammed VI. » (L'Expression, 27 mars 2005)

« À l'invitation du lobbyiste Mehdi Qotbi, président du Cercle d'amitié franco-marocain, Nicolas Sarkozy, le patron de l'UMP, se rendra le mois prochain en visite (officieuse) au Maroc, où il rencontrera les principaux responsables politiques. Toujours à l'initiative de Qotbi, une délégation d'industriels français conduite par Guillaume Sarkozy, vice-président du Medef et frère de Nicolas, a séjourné dans le royaume les 10 et 11 février. » (Jeune Afrique, 20 février 2005)

En mars 2005, Nicolas Sarkozy s'est rendu au Maroc dans le cadre de Coopération 92, pour inaugurer le siège de l'alliance franco-marocaine d'Essaouira, financé à hauteur de 200 000 euros par Coop 92. Il a rencontré le roi Mohammed VI et rend hommage à la « démocratisation du régime ». (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p120).

Nicolas Sarkozy semble être retourné au Maroc en mai 2006, mais « Contrairement à l'éventualité un moment évoquée par son entourage, le ministre français de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, n'a en définitive pas été reçu par le roi Mohammed VI lors de son escale marocaine du 20 mai. » (Jeune Afrique, 28 mai 2006)

« La France doit être l'amie du Maroc, où le roi Mohammed VI a accompli un travail assez remarquable - je pense aux droits des femmes, au droit de la famille, à la mise en place de l'instance Equité et réconciliation, à la transition démocratique. » Entretien de Nicolas Sarkozy avec le journal Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

« Sacré Brice Hortefeux [bras droit de Nicolas Sarkozy] ! On savait déjà qu'il était méchant (cf. la façon dont il parle au Begag, Azouz de son prénom in Bakchich #12). On sait maintenant qu'il envoie des missives aux élus français de gauche pour dépanner la royale ambassade du Maroc en France. C'est en sa qualité de ministre délégué aux Collectivités territoriales que l'ami Hortefeux a pris sa plus belle plume pour s'adresser au maire socialo du Mans, Jean-Claude

Boulard, et à celui, coco, de Gonfreville l'Orcher, Jean-Paul Lecoq en décembre 2005. Il y a plus d'une quinzaine d'années, ces deux collectivités ont enfreint les bonnes mœurs diplomatiques en se jumelant avec les campements de réfugiés sahraouis de Tindouf en Algérie. Shocking ! En effet, notre glorieuse diplomatie soutient depuis toujours le Maroc dans le dossier du Sahara occidental. Mais force est de reconnaître que jusqu'ici personne, à part les réseaux consulaires marocains, n'a rien à trouvé à redire sur ces jumelages. Et Hortefeux fût... qui écrit aux maires : « l'attention du Ministère de l'Intérieur a été attirée par l'Ambassade du Maroc en France sur le fait que votre Mairie arborait à certaines occasions un drapeau de la « République Arabe Sahraouie Démocratique » et consacrait dans son site Internet un article comportant des formulations susceptibles d'être contestées au plan diplomatique ». Grandiose ! Ne reculant devant rien, le petit Brice se présente comme agissant sur « la recommandation du Ministère des Affaires Etrangères ». Et enchaîne : « tout en respectant profondément l'action humanitaire et sociale de votre municipalité en faveur des camps sahraouis, j'estime souhaitable au regard de nos engagements diplomatiques de vous recommander d'éviter, dans vos manifestations officielles et votre communication publique (...) la présence du drapeau sahraoui ainsi que l'utilisation de termes susceptibles de traduire une prise de position diplomatique, tels que « République Arabe Sahraouie Démocratique », au profit d'expressions plus neutres (« Sahara occidental ») ne prêtant pas à contestation. ». Pour justifier sa démarche, B. Hortefeux, rappelle que « le territoire du Sahara occidental n'est pas encore doté d'un statut juridique déterminé » et que la « "République Arabe Sahraouie Démocratique" n'est pas reconnue par l'ONU, pas plus que par notre pays, et ne constitue actuellement qu'une "entité" sans existence légale. La présence de son drapeau à côté de ceux de pays membres des Nations-Unies devrait, donc, au regard de notre diplomatie, être évitée. » Il n'a pas tort le bougre. En matière de jumelage, la réglementation indique seulement que ceux-ci ne doivent pas porter atteinte à la diplomatie française. Rien n'interdit en revanche, à une ville française de se jumeler avec une entité qui ne dispose pas d'un statut défini. C'est d'ailleurs pour cela que quelques collectivités hexagonales sont jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens au Liban... » (Backchich, mardi 19 décembre 2006)

NS et le Bénin

Nicolas Sarkozy s'est rendu au Bénin en mai 2006 « A un an de la présidentielle française, le numéro deux du gouvernement a également appelé à la construction d'une «relation nouvelle» avec l'Afrique. [...] Comme au cours de sa visite, jeudi au Mali, l'essentiel des entretiens de Nicolas Sarkozy, au Bénin, a porté sur « l'immigration choisie » que le ministre français de l'Intérieur a l'intention de mettre en place avec sa nouvelle loi. Le numéro deux du gouvernement français a eu un entretien sur ce thème ainsi que sur le codéveloppement, avec le président Thomas Yayi Boni. Devant la classe politique béninoise, Nicolas Sarkozy, qui veut être le candidat de l'UMP à la présidentielle de l'année prochaine, a également prononcé un discours consacré à « la politique de la France en Afrique » [...] « Il nous faut construire une relation nouvelle, assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé et des obsolescences qui perdurent de part et d'autre de la Méditerranée » [...] Nicolas Sarkozy a également indiqué que la relation entre la France et l'Afrique devait « être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux qui n'ont d'autres mandats que ceux qu'ils s'inventent » [...] Le passage de Nicolas Sarkozy à Cotonou n'est pas passé inaperçu : des policiers anti-émeutes et des soldats étaient déployés autour du bâtiment officiel dans lequel la rencontre a eu lieu entre le ministre français de l'Intérieur et son homologue béninois. A l'extérieur, plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre la visite du numéro deux du gouvernement français. Parmi eux, bon nombre d'étudiants. [...] Lorsqu'il avait présenté son projet de loi sur « l'immigration choisie » devant les députés français, le ministre de l'Intérieur l'avait dit ouvertement : la France a besoin des informaticiens indiens, des ingénieurs chinois, mais pas d'une main-d'œuvre sans qualification comme la main-d'œuvre africaine. Quant aux cadres africains formés en France et travaillant en France, le ministre de l'Intérieur a déjà dit qu'il a l'intention de leur imposer une période de travail dans leur pays d'origine. [...] Jeudi, au Mali, au cours d'une rencontre houleuse avec des représentants de la société civile, Nicolas Sarkozy avait lancé : « La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique. Les flux entre la France et l'Afrique représentent 2% de notre économie ». » (RFI, mai 2006, date précise à vérifier)

« Beaucoup d'Africains se réjouissent d'entendre enfin un nouveau discours global sur la politique africaine de la France. Lorsque je me suis rendu en mai dernier au Mali et au Bénin, l'accueil que j'y ai reçu a été excellent. Il y a peut-être eu trente porteurs de pancartes à Cotonou et trente-cinq à Bamako. » Nicolas Sarkozy, entretien avec Jeune Afrique (Jeune Afrique - 5 novembre 2006)

NS et le Mali

« En moins de 24 heures d'une visite au Mali [en mai 2006], Nicolas Sarkozy a eu droit à trois manifestations contre sa loi basée sur le concept « d'immigration choisie ». Trois manifestations et une dizaine de communiqués, les uns plus virulents que les autres. [...] Impressionnant dispositif des services de sécurité sur les lieux. Le quartier est quasiment bouclé. La marche est interdite. La décision est lue par le maire de la commune. Le ton monte. Echanges de propos acides entre le maire de la commune et des manifestants. Un coup de fil mystérieux tombe, la marche est finalement autorisée. Elle débute. [...] Nicolas Sarkozy se pose sur le tarmac de l'aéroport international de Bamako-Sénou. Avant de descendre. Il sait qu'il vient en terrain miné. « Je viens pour déminer », a-t-il d'ailleurs confié à la trentaine de journalistes français qui l'accompagne. [...] Le numéro 2 du gouvernement français a été reçu avec les honneurs. Plusieurs ministres pour l'accueillir à l'aéroport, véhicule de luxe généralement attribué aux chefs d'Etat, motards en grand nombre, le directeur adjoint de la police nationale s'est même rendu sanglé dans sa tenue officielle à l'hôtel du ministre français pour lui rendre les honneurs. [...] Côté visite de terrain, Nicolas s'est rendu dans une école maternelle tenue par une femme, qui

a bénéficié de l'aide au retour, l'un des trois volets du dispositif d'aide au retour volontaire mis en musique en France par l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM). Les Africains en situation irrégulière en France qui souhaitent bénéficier de l'aide au retour ont droit à 1 000 euros par adulte, 3 500 euros pour un couple et 1 000 euros par enfant jusqu'au troisième puis 500 euros par enfant, pour le financement d'un projet de réinsertion. Ce sont généralement des projets individuels de réinsertion économique, généralement les petits commerces alimentaires, des salons de coiffure ou encore une crèche-garderie d'enfants, comme celle que Nicolas Sarkozy a visitée jeudi. [...] Pourtant l'aide au retour, ne fait pas sortir les clandestins de leur tanière en France, même si les statistiques signalent une nette augmentation des demandeurs de l'aide au retour... plus de 150 par an. [...] Le cordon ombilical financier qui relie le Mali et la France passe par la région malienne de Kayes, région pauvre dont est originaire l'écrasante majorité des maliens résidents en France. Bon an, mal an, ces derniers envoient dans leur région, environ 180 millions d'euros, fruit de leur travail, somme supérieure à l'aide au développement que la France accorde annuellement au Mali. [...] Le regroupement familial sera désormais l'exception et même les conjoints de Français devront faire assaut de justificatifs avant de pouvoir obtenir le sésame marital. Finie aussi la régularisation de plein droit des clandestins qui auraient su s'insérer par leur travail dans la société française pendant au moins une décennie. » (RFI, mai 2006, jour exact à vérifier)

« Le gouvernement malien a reçu au Mali, les 17 et 18 mai 2006, le ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy Nagy de Bosca. [...] Sarkozy a passé la pommade aux Maliens qui ont " une bonne réputation " et qui sont " travailleurs " ! Sarkozy a prétendu ensuite que le " pire ennemi " du " Malien régulier " c'est le " Malien sans papiers " qui " crée les conditions de l'amalgame " ! [...] TT a non seulement accepté de faire du Mali le cobaye pour l'implantation des visas biométriques (rejetés, semble-t-il par les pays voisins comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire), et multiplié à tour de bras la délivrance par le consulat du Mali en France des "laisser-passer" pour l'expulsion des Maliens. Le processus est connu. La France stocke les expulsables dans les centres de rétention de Roissy et achète ses "laisser-passer" aux consulats des pays d'origine 150 euros (environ 99 000 frs-CFA) par immigré à expulser. Elle a instauré et encouragé ainsi tout un trafic dans lequel les autorités consulaires de nos pays (le Mali en tête) exigent en outre des expulsés jusqu'à 500 euros pour soi-disant "éviter" l'expulsion. Mais on ne compte plus aujourd'hui le nombre de sans papiers arnaqués qui finissent par se faire expulser. » (Billets d'Afrique et d'ailleurs n° 148, Juin 2006)

NS et le Soudan

« Dans ce contexte [Darfour], le silence de l'Europe en général, et de la France en particulier, est assourdissant. L'agence de presse officielle SUNA vante à juste titre les bonnes relations du régime soudanais avec les autorités françaises. Au cours du mois de mars, MM Sarkozy et de Villepin ont rencontré chacun leur homologue soudanais sans que la France ne s'offusque publiquement des massacres au Darfour. » (Billets d'Afrique, 148)

NS et l'Angola

A l'époque où NS occupait la place Beauvau, un accord de coopération policière a été signé entre l'Angola et la France. La société Cofrexpport, filiale à 64% de la Sofema dirigée par le général Bernard Norlain, a signé un accord d'installation, à Luanda, d'un labo de police scientifique et technique. (LDC, date à vérifier)

Quelques repères sur le réseau relationnel de Nicolas Sarkozy

Les "africains" de NS

Claude Guéant, directeur de campagne de NS pour les élections présidentielles de 2007 (LDC 25 janvier 2007). Il est en contact direct avec les présidents africains (LDC 25 janvier 2007) et assiste aux entretiens en tête à tête entre NS et les présidents africains (LDC 27 juillet 2006). Il se fait conseiller par Pierre Vimont, directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères (LDC 25 janvier 2007)

François Jay a remplacé Yann Guez à la tête de la SEM coopération 92 (LDC 25 janvier 2007). Ancien responsable chez Bolloré, il est actuellement détaché de l'Agence Française de Développement (LDC 25 janvier 2007)

Brice Hortefeux est très proche de NS (LDC 25 janvier 2007) et ambitionne de devenir ministre de la coopération (LDC 25 janvier 2007) Il va "discrètement" au contact des présidents africains (LDC, 14 juillet 2004) Député européen, conseiller général d'Auvergne, c'est « l'ami de longue date », celui qui a été son directeur de cabinet à la mairie de Neuilly (Sarkophage), également « son chef de cabinet à Bercy, son directeur de campagne souvent, son secrétaire général délégué à l'UMP, enfin, son ministre délégué aux Collectivités territoriales ». Il est également témoin de son premier mariage et parain d'un fils de Nicolas Sarkozy (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p30-31).

Jacques Estrosi, député des alpes-maritimes (LDC, 14 juillet 2004) est un "africain de Sarko", président du conseil d'orientation sur l'Afrique de l'UMP (LDC, 14 juillet 2004)

Olivier Frémond est représentant-résident de la Banque mondiale pour le Gabon, Sao-Tomé et la Guinée équatoriale, fan de NS (LDC, 31 août 2006)

Politiciens proches de NS

Alain Lambert et Patrick Devedjian. « *Le premier a payé de son poste de ministre du Budget du gouvernement Raffarin II son amitié avec Nicolas Sarkozy. Le second, ministre délégué à l'Industrie, le connaît depuis leurs premiers pas en politique dans les Hauts-de-Seine. Parmi ses vingt conseillers techniques, Thomas Devedjian, le fils de Patrick et surtout Cécilia, sa femme. Deux hommes de confiance assurent sa communication : Franck Louvrier, le M. Presse de la place Beauvau à Bercy et Frédéric Lefebvre, chargé des relations avec le Parlement, qui ne l'a pas quitté depuis son passage au gouvernement Balladur en 1993.* » (site internet "Sarkophage")

Michel Delpuech, nouveau préfet de Corse en mars 2006 « *Le ministre de l'Intérieur était venu « installer » le nouveau préfet de Corse, Michel Delpuech. Une première, a-t-il précisé : « Je n'ai jamais installé de préfet en quatre années à l'Intérieur.* » [...] « *Le fil entre Michel et moi, c'est un fil direct. Il a ses entrées, ce n'est pas n'importe quel préfet !* » Sarkozien convaincu, le nouveau représentant de l'Etat sur l'île n'y est d'ailleurs pas inconnu : il a été secrétaire général de préfecture à Ajaccio entre 1983 et 1986. « *Vous allez voir quel confort c'est d'avoir un préfet comme lui* », a-t-il encore ajouté,[...] *En revanche, sur la lutte « contre le grand banditisme », alors que celui-ci semble en pleine recomposition sur l'île depuis plusieurs mois, avec pour conséquences de nombreux assassinats, Nicolas Sarkozy s'est contenté d'un rapide satisfecit et d'un éloge funèbre succinct à Robert Feliciaggi, élu et notable UMP proche de Charles Pasqua, abattu la semaine dernière de plusieurs balles sur le parking de l'aéroport d'Ajaccio.* » (Libération, 21 mars 2006)

Alain Carignon, ancien maire de Grenoble condamné pour corruption et enrichissement personnel (Lyonnaise des Eaux impliquée). Il a été aidé par Nicolas Sarkozy pour reprendre la tête de l'UMP de l'Isère, et vraisemblablement pour la reconquête future de Grenoble (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005).

Patrick Balkany, condamné pour corruption et détournement de fonds publics (« *27 millions de francs versés à la nébuleuse d'associations dirigées par Mme Balkany* », « *une série de dépense d'apparat : 2 millions de francs pour des réceptions de vœux en janvier 2005, 900 000 francs alloués aux frais de réception et de restauration au cours des quatre dimanches des présidentielle et municipale* », « *trois employés municipaux ont travaillé au service exclusif des Balkany, ce qui aurait coûté 5 millions de francs au contribuable* », etc.). Nicolas Sarkozy « *n'a jamais formulé la moindre critique ni la moindre attaque en direction de l'ancien maire de Levallois-Perret* », il a au contraire soutenu le retour en politique de Balkany et même « *acceptera de figurer sur ses tracts, alors qu'il est un candidat dissident du RPR* ». Dans son livre *Libre*, Nicolas Sarkozy note cependant : « *Je me souviens de mes premières années comme maire, début 1980, et de ma stupéfaction devant certains comportements. Je ne veux donner de leçon à personne mais simplement témoigner d'une réalité. J'ai moi-même été davantage préservé par ma prudence ou ma crainte que par mes seules valeurs morales.* » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005).

Didier Schuller, ancien directeur de l'office des HLM des Hauts de Seine, mis en cause dans l'affaire des HLM des hauts de Seine, ancien suppléant de Patrick Balkany à l'Assemblée nationale. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005).

Industriels proches de NS

« Une pléiade de PDG sont à tu et à toi avec lui. A commencer par le plus proche, parrain d'un de ses fils, Martin Bouygues : « Celui-là, affirme Cécilia Sarkozy, il tient une place à part. Il vient avant tous les autres. » Suivent de près Paul Desmarais senior, Antoine Bernheim, Jean-Claude Decaux, Franck Riboud, Philippe Charrier (Procter Gamble), Jean-Marc Espalioux (groupe Accor), Christian Bazantay (Servier). Et encore, sans pouvoir citer tous ceux que Sarkozy voit ou appelle régulièrement, Michel-Edouard Leclerc, Philippe Bourguignon, Daniel Bouton, Thierry Breton, Jean-Cyril Spinetta... Bon, de toutes façons, il connaît la plupart des grands patrons français et est proche d'une grande partie. Comme si cela ne suffisait pas, son frère, Guillaume Sarkozy a failli prendre la tête du MEDEF. » (site internet "Sarkophage")

Martin Bouygues est un ami intime de NS, « a mis à sa disposition son conseiller Afrique, Michel Lunven, ancien ambassadeur de France au Gabon et en Centrafrique et ex-conseiller de Jacques Foccart », pour la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy (LDC, 18 mai 2006 et 27 juillet 2006) Michel Lunven « fut également président de la COMUF (Compagnie des mines d'uranium de Franceville), filiale de la COGEMA, qui a laissé en héritage de 40 ans d'exploitation intensive, « quelques milliers de tonnes de déchets industriels nocifs » » (Billets d'Afrique, Septembre 2006). Lors de son second mariage avec Cécilia Sarkozy, ses témoins de mariage sont Martin Bouygues et Bernard Arnault (site internet "Sarkophage"). Martin Bouygues est parrain de Louis, fils de NS et de Cécilia Sarkozy. Il est client du cabinet d'avocats d'affaires de NS. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p55)

Lagardère. « Le Canard enchaîné affirme dans son édition de mercredi 21 décembre que l'hebdomadaire Paris Match (groupe Hachette Filipacchi Médias/Lagardère) a coupé une phrase d'une interview de Yannick Noah contre le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Dans une interview réalisée avec une journaliste de Paris Match, Yannick Noah, évoquant la récente crise des banlieues, a expliqué qu'il avait été victime de contrôles à plusieurs reprises et lui a dit : "Une chose est sûre : si jamais Sarkozy passe, je me casse !", ajoute Le Canard. » « Le 15 décembre, Paris Match a publié l'interview de Yannick Noah avec en Une "Noah. Mes quatre vérités à la France", sans mention de la phrase rapportée par Le Canard. Selon l'hebdomadaire satirique, le directeur de la rédaction de Paris Match, Alain Genestar, au moment du bouclage du journal, "a pris l'initiative de couper le paragraphe, un tantinet polémique", "pour ne pas risquer un nouveau clash avec le ministre de l'Intérieur". Selon Le Canard Enchaîné, la "une" de Paris Match du 25 août montrant Cécilia Sarkozy avec un homme présenté comme son compagnon, aurait mécontenté Nicolas Sarkozy, par ailleurs ami proche d'Arnaud Lagardère. La rumeur d'un départ d'Alain Genestar avait alors couru à plusieurs reprises après cette "une". » (http://www.zalea.org/article.php?id_article=617) En avril 2005, Arnaud Lagardère déclarait que « Nicolas, c'est quelque chose comme mon grand-frère ». (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p56)

Dominique Desseigne, PDG du groupe Lucien Barrière, gérant de 39 casinos, 16 hôtels de luxe, fait du footing avec NS. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p63)

Robert Hersant, ancien magnat de la presse et ponte du RPR. En 1978, NS avait géré sa campagne pour la députation de Neuilly-Puteaux. Ils étaient très proches. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p61)

Franck Riboud (Danone), Jean-René Fourtou (Vivendi Universal) dont la femme est au conseil municipal de Neuilly, Serge Tchuruk (Alcatel) sont proches de NS. NS « déjeunait régulièrement avec Jean-Marie Messier, ancien membre du cabinet d'Edouard Balladur aux Finances. Il lui est aussi ravi de partir en week-end avec Edouard de Rothschild, patron de France Galop et actionnaire de Libération. [...] Ses liens avec le banquier Edouard Stern, assassiné à Genève en mars 2005, étaient aussi assez étroits. » NS peut également compter sur le soutien d'Henri Proglio, PDG de Véolia et Henri Lachmann, PDG de Schneider electric. « Très proche également, la famille Decaux : Sarkozy pédale avec le père, Jean-Claude, et apprécie le fils, Jean-Charles. » NS est également très ami d'Olivier Dassault et « ne manque pas le rituel déjeuner trimestriel avec le père avionneur, Serge, maire de Corbeil-Essonnes et propriétaire du Figaro. » NS est aussi proche de « François Pinault, avec qui il faut du vélo dans la vallée de Chevreuse, et Bernard Arnault, ami de longue date, témoin de son mariage avec Cécilia et client, via LVMH, du cabinet d'avocats. » Il peut « compter sur le soutien du financier Antoine Bernheim. » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p52-58)

NS aurait été proche de Jacques Heyer, sulfureux banquier de Genève, écroué en 1997. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p52-58)

Au milieu des années 80, "Bernard" (anonyme), PDG d'une entreprise de plusieurs milliers d'employés installée à Puteaux, aurait été approché par Nicolas Sarkozy, alors maire de Neuilly, pour lui demander du soutien financier, en lui proposant de faire un abonnement à son cabinet d'avocats (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p45)

« Riche en sièges sociaux -et donc en taxe professionnelle-, la ville [de Neuilly] peut se flatter d'offrir à ses administrés les taux de taxe professionnelle et de taxe d'habitation les plus faibles du département des Hauts de Seine. En 2004, la

taxe d'habitation était de 4,45% contre 10,63% en moyenne dans les Hauts de Seine et 14,02% au niveau national. La taxe professionnelle était de 4,27% contre 30,27% en moyenne dans les Hauts de Seine et 15,21% au niveau national. » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p216)

En tant que Ministre des finances, Nicolas Sarkozy a enclenché la privatisation de France Télécom, conclu le changement de statut d'EDF et GDF, et annoncé la privatisation partielle du groupe Areva. Dans le secteur privé, il a pu faire intervenir l'Etat pour empêcher le dépôt de bilan du groupe Alstom (dépôt de bilan empêché également grâce à deux augmentations de capital et à la mise en œuvre d'un important programme de cessions) et a favorisé la fusion Sanofi/Aventis. Il a également dénoncé les hausses de prix dans la grande distribution ou les banques, et signé des accords avec les professionnels concernés. Ces accords ont cependant été contestés par les syndicats, puisque selon eux, ils ont eu pour conséquence l'épuration des postes administratifs et d'encadrement avec la suppression de nombreux postes entre 2005 et 2007 (Wikipédia).

NS et les services secrets

Joël Bouchité, directeur central des renseignements généraux depuis le 26 avril 2006. « a fait toute sa carrière aux RG. Et passe pour être l'ami d'un certain Bernard Squarcini, l'ancien poulain du ministre de l'Intérieur » (l'Humanité, 27 avril 2006)

« "Je vais redevenir le patron de ceux qui font actuellement des enquêtes sur moi. Il y en a qui doivent mal dormir depuis qu'ils savent que je reviens", avait déclaré Nicolas Sarkozy (photo) la semaine dernière devant les députés de l'UMP. Aussitôt dit, aussitôt fait. D'après Le Parisien, la première victime se nomme Gérard Dubois, responsable de la communication et des relations publiques du préfet de Paris. En poste depuis 1993, il a été démis de ses fonctions lundi par le préfet Pierre Mutz à la demande de Claude Guéant, le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur. Il serait soupçonné d'avoir alimenté les rumeurs sur les difficultés du couple Sarkozy. Ce dernier disposerait d'une liste noire d'ennemis potentiels, comprenant de nombreuses personnalités de la sphère publique et privée, à laquelle s'ajouteraient certains ministres - Philippe Douste-Blazy, Jean-François Copé - et leur entourage. Gérard Dubois est un proche de l'ancien préfet de police de Paris, Philippe Massoni, aujourd'hui Monsieur sécurité de l'Elysée. Ce dernier fait partie, avec le patron de la DST et l'ex-directeur des Renseignements généraux, d'un groupe de gens avec qui Nicolas Sarkozy s'est expliqué ces derniers mois au sujet de l'affaire Clearstream. Au printemps 2004, le juge Van Ruymbeke, qui enquête sur cette société bancaire luxembourgeoise, avait reçu une lettre anonyme recensant plus de 800 personnalités disposant de comptes à l'étranger, parmi lesquelles Nicolas Sarkozy. La DST aurait alors mené sa propre enquête, provoquant les foudres de l'actuel président de l'UMP qui s'en serait vivement expliqué dans le bureau du ministre de l'Intérieur de l'époque... Dominique de Villepin » (Metro, 08/06/2005)

Les stars proches de NS

« N'assumant qu'à moitié son statut de nouvelle star people, le ministre de l'Intérieur fait donc mine de désapprouver les articles sur sa vie privée. Avant de s'empresse de raconter à qui veut l'entendre qu'il vient de dîner avec Monica Bellucci (« moins belle qu'on ne le dit »), ainsi qu'avec ses copains de toujours, Jean Reno et Christian Clavier. Mercredi, c'est Michel Blanc qui est venu à son tour se sustenter place Beauvau. « Avec les acteurs, on se comprend, lâche-t-il. On ne fait pas le même métier mais on a le même public. » Comme pour un comédien, il espère que l'étalage de sa vie privée va se retourner à son profit : « Avec tout ce qu'on écrit sur moi, les gens disent que je vais craquer. ça crée de l'affect. Avant, on parlait de mon ambition personnelle. Maintenant, on parle de mon humanité. » Bref, tout serait bon à prendre dans la médiatisation. Même et surtout les critiques qui visent ses dérapages populistes sur le « nettoyage » de la cité des 4 000 à La Courneuve, ou sur le juge qui doit « payer » sa faute pour avoir libéré l'assassin de Nelly Crémel. « Je ne vise pas l'électorat du FN, je l'ai déjà. De toute façon, les journalistes se sont toujours trompés dans leur analyse politique. » Un récent sondage indique pourtant que les Français le jugent plutôt « excessif » ces temps-ci... « Le même sondage montre que deux tiers des Français me trouvent proche de leurs préoccupations, rétorque le président de l'UMP. C'est ça qui compte. » » (Libération, 1 juillet 2005)

l'historien et ex-conseiller de Mitterrand, Jean-Michel Gaillard, est un proche. Bernard- Henri Levy aussi. (site internet Sarkophage)

« Beaucoup de sportifs fréquentent le ministre (l'entraîneur et le président du PSG, mais aussi Bernard Laporte, Luis Fernandez, Denis Charvet, Daniel Bravo, Fabrice Santoro...). Des chanteurs comme Michel Sardou (qu'il vient d'aller écouter), Didier Barbelivien (qui joue de la guitare dans les petites fêtes privées du couple Sarkozy) et Pierre Palmade ; l'humoriste Michel Leeb. Les acteurs bien connus Christian Clavier, Marie-Anne Chazelle, Jean Reno et Fabrice Lucchini, à qui il est arrivé de réveiller avec les Sarkozy. Citons aussi de Tom Cruise (scientologue affiché). Johnny et Laetitia, Alain Delon, Christine Bravo, Faudel, Chimène Badi, Mimi Mathy, Daniel Prevost. Michel Drucker, Jacques Chancel dont la femme est la marraine d'une de ses filles, Michel Denisot, Claire Chazal, ... » (site internet Sarkophage)

A propos de Cecilia Sarkozy

« Les fonctionnaires du ministère des Finances ont dû, toutes affaires cessantes, s'acquitter, lundi 3 mai, d'une mission de la plus haute importance : acheter cinq téléviseurs à écran plasma - entre 3 000 et 5 000 euros pièce - que réclamait

Cécilia Sarkozy. Destination : les chambres des appartements dans lesquels sa petite famille s'est installée. Et c'est bien naturel, car les postes à écran classique qui équipaient le ministère fatiguent les yeux. [...] Tout a commencé la veille de l'installation des Sarkozy à Bercy, le 31 mars. Dans une note adressée à tous ses collègues du ministère sur le réseau informatique Iris, le sous-directeur de la logistique répercutait une consigne donnée par le secrétaire général du ministère (un ancien trésorier-payeur général des Hauts-de-Seine) selon laquelle " toute demande de Cécilia Sarkozy devait être honorée et qu'il ne soit jamais fait référence aux problèmes de coût ou de disponibilité de crédits ". Textuel. Dès le lendemain venait la première mise à l'épreuve avec le partage des appartements de fonction installés dans " l'hôtel des ministres ", la partie du bâtiment réservée au logement du grand argentier et de ses adjoints. Cet " hôtel " se compose de cinq logements, respectivement de 275 m², 330 m², 83 m² et 78 m² pour les deux derniers. Cécilia a fait attribuer le plus vaste au directeur de cabinet, Claude Guéant, ce qui constitue, disent les plus vieux fonctionnaires, une première dans l'histoire du ministère. Jamais, en effet, un " dir-cab " n'avait bénéficié d'un logement de fonction. Comme " Le Parisien " l'a écrit, Cécilia a ensuite jeté son dévolu sur le duplex de 275 m² installé aux huitième et neuvième étages. Les deux appartements de 78 m² ont été affectés, l'un à l'aînée des filles de Cécilia (d'un premier lit), l'autre à 1 employée de maison personnelle du couple Sarko. Le dernier est réservé au repos des policiers qui veillent sur la famille. Cette conquête à la hussarde s'est effectuée au détriment du petit personnel. Ainsi François Loos, ministre délégué au Commerce extérieur, qui occupait l'appartement de 275 m² (il est père de six enfants...), a été prié de faire ses valises pour emménager dans un 150 m² (quand même) loué en catastrophe, mais pour la bonne cause, dans l'île Saint-Louis. Le loyer est presque donné : 4 500 euros par mois. Hors charges, cela va de soi. » « Une fois ces questions d'espace vital réglées, Cécilia s'est ensuite penchée sur le bien-être du clan Sarko. Les 42 membres du cabinet vont ainsi tous disposer d'un téléviseur, alors qu'ils n'étaient que cinq, jusque-là, à bénéficier d'un tel privilège. Mieux : tous auront droit à un réfrigérateur dans leur bureau. En vue de la prochaine canicule ? Pour le bonheur de sa petite famille, Cécilia n'a pas non plus lésiné : 4 Renault VelSatis et 3 Peugeot 607 sont mises à la disposition du clan. Tous les matins, c'est donc une voiture du ministère qui conduit le petit dernier de la nichée à l'école. " En utilisant la sirène, ce qui est illégal, mais le même adore qu'on fasse pimpon ", rapporte l'un des "baby-sitters " désignés d'office. Cette famille unie a organisé, voilà quelques jours, une fête pour le petit dernier en question. En mère attentionnée, Cécilia a souhaité que tous les gamins invités à cette sauterie restent dormir. Mais il fallait faire les lits. On a donc tiré de chez elle, un soir de week-end, la lingère du ministère pour qu'elle vienne mettre des draps frais. [...] Rien n'est trop beau pour le confort du grand homme et de son épouse : Mme Sarkozy a demandé qu'un lit de deux mètres sur deux soit installé dans leur chambre. L'étiquette est à l'avenant. Jusqu'alors, les huissiers du cabinet travaillaient en costume-cravate, la tenue d'apparat avec queue-de-pie et chaîne en argent n'étant sortie des placards que pour les grandes occasions. Depuis l'arrivée de Sarko, ces huissiers revêtent la grande tenue tous les jours : " C'est parce qu'ils l'ont demandé ", jure Cécilia au " Figaro " (4/5). De même, les personnels affectés aux appartements privés devront porter la livrée. La veste blanche est aussi de rigueur lors des repas du soir. Et, pour qu'aucune fausse note ne vienne troubler le bel ordonnancement familial l'intendant de l'" hôtel des ministres " a été viré et remplacé par celui qui officiait au ministère de l'Intérieur. [...] L'obsession de la sécurité se retrouve partout. Pas moins de 24 policiers -compte tenu des rotations, maladies et récupérations - veillent sur Sarko et sa famille (contre une douzaine auparavant). Les systèmes d'alarme pullulent dans les logements de fonction. Le ministre est suivi par deux policiers lors des trajets entre son bureau et son appartement. Soit une centaine de mètres de couloirs, dont l'accès est pourtant contrôlé. Une dernière exigence sécuritaire a fait débat au sein du ministère : Sarko demandait qu'un petit bouton de sonnette soit fixé sous son bureau afin de pouvoir alerter immédiatement, en cas de danger, les policiers chargés de sa surveillance qui campent dans une pièce voisine (à une dizaine de mètres). Mais voilà : le bureau du ministre de l'Economie n'a pas été acheté chez Ikea. Lors de la construction du ministère des Finances, cinq bureaux de ministre avaient été commandés à des créateurs. Dont celui qu'occupe Nicolas. Avait-on le droit de faire un trou dans une œuvre d'art ? Le noeud gordien a été tranché par Cécilia : la sécurité doit primer. [...] Un bolide à sa mesure A peine venait-il d'arriver à Bercy que son refus tombait net. Pas question pour Sarko de rouler en Velsatis Diesel comme son prédécesseur Francis Mer. On a donc rapatrié de la Place Beauvau le modèle haut de gamme qu'il utilisait alors. Dernier record, selon l'un des passagers de la 607 bourrée de flics qui le suit dans ses déplacements : quinze minutes entre Bercy et le conseil général des Hauts-de-Seine. Inquiet, l'un des chauffeurs aurait demandé sa mutation. Quand Sarko prend la navette fluviale pour se rendre de Bercy à l'Assemblée, il veut que son petit bolide soit là à l'attendre, comme c'est l'usage, à la Concorde. » (Le Canard enchaîné, 5 mai 2004)

Nicolas Sarkozy et le "réseau Pasqua"

Les anciens proches de Pasqua désormais proches de NS

Claude Guéant, énarque, ancien directeur adjoint de cabinet de Pasqua « *qui se flattait d'avoir jadis fait les "lois Pasqua"* », ancien secrétaire général de la préfecture des Hauts de Seine de 1987 à 1991, ancien chargé de contrôle de légalité des marchés publics des HLM des Hauts de Seine, ancien directeur général de la police nationale (DPGN) de 1994 à 1998 (nommé par Pasqua), ancien directeur de cabinet au ministère de l'intérieur et des finances de Nicolas Sarkozy (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005) Claude Guéant est désormais directeur de campagne de NS pour les élections présidentielles de 2007 (LDC 25 janvier 2007). Il est en contact direct avec les présidents africains (LDC 25 janvier 2007) et assiste aux entretiens en tête à tête entre NS et les présidents africains (LDC 27 juillet 2006).

Michel Gaudin, très proche de Claude Guéant, énarque, ancien directeur de cabinet de Pasqua au Conseil général des Hauts de Seine, nommé par Nicolas Sarkozy DGPN en juin 2002 (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005).

NS successeur de Pasqua au Conseil général des Hauts de Seine

En janvier 2004, lors de la cérémonie des vœux du Conseil Général des Hauts de Seine, Nicolas Sarkozy, « *a rendu un hommage appuyé et de circonstance à celui [Charles Pasqua] qui a déjà annoncé qu'en mars 2004 il lui laisserait son canton et dans la foulée la présidence du conseil général. [...] Après avoir dirigé pendant près de vingt ans la ville de Neuilly, la plus fortunée de France, Nicolas Sarkozy s'empare maintenant du département le plus riche. Le budget du conseil général s'élève à 1,7 milliards d'euros pour un peu moins d'un million et demi d'habitants. [...] Il héberge 100 000 entreprises, 888 000 salariés pour un taux de chômage qui s'élevait à 6,7% en 2001 avant de grimper à 9,5% en juin 2004. Avec un taux d'urbanisation de 99%, c'est aussi un des plus bétonnés de France, donc un des plus chouchoutés par les géants du BTP français.* » (Nicolas Sarkozy, Enquête sur un homme de pouvoir, Frédéric Charpier, 2006, p65)

« *Retrouver une tribune parlementaire en se faisant réélire député de Neuilly-sur-Seine, c'est bien. Mais conserver le magot des Hauts-de-Seine, c'est encore mieux. Alors que Nicolas Sarkozy pourrait retrouver son siège à l'Assemblée nationale dès ce dimanche (pour peu que 25 % des inscrits votent pour lui dès le 1er tour), c'est une autre fonction qui l'occupe depuis bientôt un an : celle de président du conseil général des Hauts-de-Seine. Une collectivité façonnée par Charles Pasqua et qui bénéficie d'une manne financière exceptionnelle : plus de 6 000 sièges sociaux (taxe professionnelle), des contribuables pour la plupart aisés et bien logés (taxe d'habitation), un parc immobilier en pleine expansion (droits de mutation)... Rares sont les élus assis sur un tel tas d'or : 1,7 milliard d'euros de budget, 5 500 agents, une dette réduite d'un tiers en un an, et des marges financières à ne plus savoir qu'en faire. Le rêve de tout candidat à l'Elysée. [...] Mais Sarkozy ne saurait se contenter de reprendre la gestion clientéliste et un rien pantouflarde de son prédécesseur. Lui se veut bâtisseur. D'où son projet de prendre la tête de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (Epad), qui gère des milliers de mètres carrés de bureaux dans le quartier d'affaires. Plus surprenant, le président de l'UMP a demandé à l'Etat de pouvoir créer sa propre agence foncière dans les Hauts-de-Seine, alors que le logement, de compétence communale, n'entre pas dans les attributions du département. Sarkozy veut tellement marquer les esprits qu'il entend aussi créer son propre Zénith dans les Hauts-de-Seine. En séance publique, il a même rendu hommage à Jack Lang qui, le premier, a eu l'idée de ces salles de concert à grande capacité ! « Le conseil général n'est que l'instrument de ses ambitions nationales, constate la socialiste Michèle Canet. C'est devenu une vaste entreprise de communication. » François Hollande en personne a d'ailleurs demandé à la présidente du groupe PS de dresser un contre-bilan critique qui devrait être présenté après l'été. La riposte socialiste, en tout cas, ne pourra pas porter sur la fiscalité locale. Les Hauts-de-Seine sont tellement riches le PIB par habitant y est trois fois plus élevé que la moyenne nationale que Sarkozy va pouvoir afficher cette année une stabilité totale des impôts locaux, contrairement à ses collègues qui, dans les autres départements, tirent la langue pour financer la décentralisation (+3,7 % d'augmentation en moyenne). » (Libération, 12 mars 2005)*

« *En reprenant les chaussons du président Pasqua [au CG des Hauts de Seine], Sarkozy garantit de ne pas déclencher de chasse aux sorcières. Les hommes de Charles Pasqua seront ménagés. Sarkozy demande certes que soit réalisé un audit général des services, afin de se faire une idée la plus précise du fonctionnement de la maison Pasqua, mais ses conclusions sont restées secrètes. Pas question de se lancer dans un quelconque grand déballage. Sarkozy assume l'héritage Pasqua.* » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005).

« *Depuis l'arrivée de Sarkozy [à la présidence du CG 92], les biscuits salés ont supplanté l'anguille fumée et les petits-fours. Les traiteurs sont désormais réservés aux grandes occasions. Sur ce point, la belle époque semble en partie*

révolue, en partie seulement car Nicolas Sarkozy n'a pas entièrement renoncé aux soirées d'apparat comme il l'a montré à l'occasion du Nouvel An juif. Mais, dans l'ensemble, l'ère Sarkozy s'annonce austère. [...] D'entrée, il a coupé quelques têtes dont celle de Bernard Bled, le directeur général des services, un proche de Pasqua et ancien bras droit de Jean Tibéri à la mairie de Paris. [...] on l'a expédié à l'Epad comme directeur général. Ce n'est pas une si terrible punition. [...] Pour le reste, c'est la continuité ; 17 millions de francs de subvention ont été accordés au pôle universitaire Léonard de Vinci [projet sulfureux de Charles Pasqua] [...] [Nicolas Sarkozy] n'a pas étranglé non plus la SEM Coop 92 malgré ses déboires judiciaires, ni renoncé à son projet personnel de Zénith à Nanterre, qu'il rêve de faire bâtir non loin du conseil général. Nicolas Sarkozy rogne surtout sur les dépenses sociales, dont quelques-unes ont été consenties grâce à la "fibre sociale" de son prédécesseur. Charles Pasqua avait créé des bourses pour les lycéens et les étudiants du département, Sarkozy les a remplacées par un "carnet de chèque loisirs" (accès aux clubs sportifs et diverses activités de loisirs) [...] Face à la pénurie de crèches qui touche les Hauts de Seine, Nicolas Sarkozy procède à la réduction des aides publiques et favorise la création de crèches privées. [...] [Nicolas Sarkozy a également supprimé] 4000 logements sociaux. » En revanche, NS met le paquet sur la communication en lançant « un trimestriel, 92 Express, dont la maquette est tellement calquée sur celle d'un quotidien gratuit que le conseil général devra s'excuser du plagiat auprès du directeur de 20 Minutes. En le feuilletant, on peut compter 15 à 20 photos de Sarkozy. » (Nicolas Sarkozy, Enquête sur un homme de pouvoir, Frédéric Charpier, 2006, p102-115)

« Après neuf mois de pratique intensive, la base arrière de Nicolas Sarkozy s'avère un peu marécageuse. Le département des Hauts-de-Seine, dont Charles Pasqua lui a transmis la présidence le 1er avril, est même devenu la seule épine sérieuse dans le pied du président de l'UMP. C'est d'abord une question d'image : même s'il n'y est pour rien, son nom se trouve mêlé aux affaires politico-judiciaires de son prédécesseur. Le 16 décembre, l'ancien directeur général des services du conseil général, Bernard Bled, a été mis en examen pour « détournement de fonds publics et recel de faux » dans l'affaire Hamon, du nom de ce milliardaire qui veut construire une fondation d'art contemporain à Issy-les-Moulineaux. Certes, Bled a quitté le conseil général début novembre pour prendre la direction générale de l'Etablissement public d'aménagement de La Défense (Epad). Mais, pendant six mois, il a fait partie du cabinet de Sarkozy comme conseiller aux affaires économiques. « Le problème de la fondation Hamon est un problème que je dois gérer », a récemment reconnu le nouvel homme fort des Hauts-de-Seine. Car la justice ne s'intéresse pas qu'à Bernard Bled : deux autres hauts fonctionnaires proches de Pasqua, dont la directrice adjointe chargée des finances, ont été mis en examen dans la même affaire. Eux sont toujours en fonction. En revanche, le directeur des affaires juridiques, poste ultrasensible dans l'ancien fief de Pasqua, a été remplacé par une femme politiquement plus correcte : Rachida Dati, juriste de formation, qui s'occupait de la discrimination positive quand son patron était ministre de l'Intérieur. Symbolique mais confidentielle, cette nomination risque pourtant de ne pas suffire à marquer la rupture avec l'ère Pasqua. En faisant nommer Bled à la tête de l'Epad en Conseil des ministres, Sarkozy s'est condamné à travailler durant un certain temps avec cet homme au passé sulfureux qui fut au centre du système Chirac à Paris avant de trouver refuge au sein de la maison Pasqua en 2001. Car Sarkozy siège ès qualités au conseil d'administration de l'Epad. Il projette même de prendre la présidence de cet organisme qui gère trois millions de mètres carrés de bureau à La Défense. Un collaborateur de Sarkozy confie que si son patron s'est ainsi autodésigné pour prendre la tête de l'Epad, c'est pour régler la vieille querelle qui oppose les deux communes UMP accueillant La Défense : Courbevoie et Puteaux. Or, la maire de Puteaux, qui siège, elle aussi, au conseil d'administration de l'Epad, n'est autre que Joëlle Ceccaldi-Raynaud, la suppléante de Nicolas Sarkozy à l'Assemblée nationale. Comme l'avait annoncé Libération le 8 décembre, elle refuse de rendre son siège au président de l'UMP. Elle a même écrit au président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré, pour lui signifier son refus de quitter le Palais-Bourbon. Sarkozy a pourtant annoncé son retour dans l'hémicycle « fin janvier ou début février ». Le délai entre la démission d'un député et la législative partielle étant d'au moins cinq semaines, l'ancien ministre continue de faire le forcing pour la contraindre à démissionner. « Il y aura une partielle », a-t-il martelé mi-décembre, sans donner de date ni de solution au conflit qui l'oppose à sa suppléante. Enchères. Furieuse de ne pas avoir été retenue sur la liste UMP aux élections sénatoriales de septembre, Joëlle Ceccaldi-Raynaud fait monter les enchères. « Elle veut absolument une immunité », confie-t-on dans son entourage. L'une des solutions consisterait à faire démissionner Jean-Pierre Fourcade de son siège de sénateur. Joëlle Ceccaldi-Raynaud, qui était deuxième sur sa liste en septembre, pourrait ainsi passer en douceur du Palais-Bourbon au palais du Luxembourg. Mais cette opération suppose de trouver une porte de sortie honorable à Fourcade, inamovible sénateur-maire UMP de Boulogne. Chez Sarkozy, on estime que « Joëlle ne s'accroche pas. Simplement, elle vit des moments difficiles car son père (Charles, ancien sénateur-maire de Puteaux, ndlr) est hospitalisé depuis plusieurs semaines ». Mais c'est son père, justement, qui la pousse à ne rien lâcher. Un membre de l'entourage de Joëlle Ceccaldi-Raynaud dit que « la situation est bloquée. De toute façon, on sait que Sarkozy va nous faire payer tout ça aux prochaines municipales ». » (Libération, 30 décembre 2004)

Pour info, « L'activité des Hauts-de-Seine représente 6 % du PIB de la France. C'est le 2e département francilien en termes d'emplois. Il exporte 8,5 milliards d'euros de biens et services, ce qui génère 130 000 emplois. 1 emploi sur 5 dépend des grands groupes internationaux implantés dans le "92". » (note assemblée départementale, 8 octobre 2004)

NS et la SEM Coopération 92

N.B. : La SEM Coopération 92, créé en 1992, officiellement chargée de projets de développement dans les pays du Sud, liée au Conseil Général des Hauts de Seine [elle recevait 1% du budget départemental], est souvent citée dans les ouvrages de François-Xavier Verschave comme un instrument franc-africain de Charles Pasqua. Voici un certain nombre de données concernant Coopération 92 depuis la prise de poste de Nicolas Sarkozy à la présidence du CG 92.

En prenant la tête du CG 92, Nicolas Sarkozy a pris la présidence de la SEM Coopération 92 et lancé un audit sur cette SEM par les cabinets Aplitex et Amyot Grant Thornton, mais les conclusions sont restées partiellement confidentielles : nous savons seulement que des « anomalies comptables » ont été relevées, des « factures saisies deux fois », des « ajustements sur opérations injustifiées » et des anomalies concernant « les prestations de services et la rémunération du chargé d'études auprès du président » (notamment une mission confiée à la société French Spirit pour 42 000 euros, et un emploi apparemment injustifié d'Alain Robert, ancien conseiller de Charles Pasqua, ancien leader d'extrême droite reclassé au RPR dans les années 80). En octobre 2004, NS reconduit cependant « Yann Guez dans les fonctions qu'il occupe officiellement depuis bientôt douze ans, malgré l'audit qu'il sait calamiteux. Personnage incontournable, Yann Guez est le fils d'un ami personnel de Charles Pasqua, Marcel Guez, dont le nom a été cité, lui aussi, au détour de l'enquête sur les ventes d'armes à l'Angola. [...] Le fils Guez est à la tête de Coopération 92 depuis l'origine. Dans les années 80, il avait travaillé à l'office de vente de matériel de police du ministère de l'intérieur -la Sofremi. [...] [directeur de Coopération 92, Yann Guez] touche un salaire de 133 506 euros brut annuels depuis septembre 2002. Soit 11 000 euros mensuels. [...] [Nicolas Sarkozy a fait valider] l'achat par Coopération 92, en date du 13 octobre 2003, du véhicule d'occasion millésime 2000 de marque Land Rover appartenant à Yann Guez, pour 39 500 euros, ainsi que les avantages en nature qui en découlent pour une utilisation par le directeur général dans le cadre de ses fonctions. [...] Auparavant ce véhicule appartenait à monsieur Guez. » En avril 2005, NS démissionne de la présidence de la SEM Coopération 92, officiellement pour des questions d'emploi du temps. Entre temps, dans le cadre de Coopération 92, il aura rencontré Omar Bongo et du roi du Maroc. À la mi-mars 2005, Yan Guez s'est rendu au Gabon pour signer les derniers travaux de l'internat de Lékonji, toujours confiés à la société Hassan Hejeij. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p106-120).

Concernant Coopération 92, « bien que ses activités soient principalement financées par des fonds publics, aucun compte-rendu n'a jamais été transmis au conseil général. Une absence de transparence qui a provoqué la démission des représentants de la gauche de son conseil d'administration puis le retrait du commissaires aux comptes UDF, un élu de Sèvres, "pour une question d'emploi du temps" [...] Depuis 2002, la SEM Coop réalise des études sur le développement économique qui semblent avoir peu de liens avec l'aide à la création d'infrastructures dans les pays francophones, ce qui était son crédo initial. Ainsi, l'une d'elles était censée s'intéresser aux marchés potentiels que recèle la Chine et dont pourraient profiter les entreprises des Hauts de Seine. Y regardant de plus près, la justice a sourcillé. En effet, la SEM Coop a confié la réalisation de cette étude à une société de conseil à Hong Kong et dirigée par Philippe Dova. Or le contrat entre la SEM Coop et la société a été passé alors que Jean-Paul Dova, son père, faisait l'interim de Charles Pasqua à la tête du CG. Deux ans de suite, la SEM Coop 92 lui a versé 42 000 euros. » (Nicolas Sarkozy, Enquête sur un homme de pouvoir, Frédéric Charpier, 2006, p105)

« La SEM Coopération 92 a été créée en janvier 1992 pour faire de l'aide au développement en Afrique francophone et ailleurs. Son budget s'élève aujourd'hui à 4,5 millions d'euros. L'élu Jean-Jacques Guillet a rappelé les grands principes de fonctionnement de cette SEM : associer les populations aidées au projet, les rendre actrices de leur développement, les former. Les projets portent essentiellement sur l'eau (puits, accès à l'eau potable, irrigation), la santé (ouverture de centres de soins, construction de petits hôpitaux), l'éducation (formation des villageois, construction d'écoles), l'énergie (électrification...). Au total, 31 pays ont été concernés par les projets de développement de la SEM Coopération 92. [...] La SEM Coopération 92 : le président a confirmé son existence, mais dorénavant avec un fonctionnement différent. Elle devra être soumise hiérarchiquement à la direction des Relations internationales du conseil général. Les projets, avant d'être décidés, devront être soumis en début d'année au vote des conseillers généraux, et en fin d'année, devront être présentés et évalués devant l'assemblée départementale. Enfin, Nicolas Sarkozy souhaite qu'il n'y ait plus d'entreprises au sein du conseil d'administration de la SEM Coopération 92 et que celui-ci soit ouvert aux élus et aux associations. » (note assemblée départementale, 8 octobre 2004)

« Nous avons le devoir d'aider les pays dits "du Sud" à se développer. Certains d'entre nous sont motivés par l'altruisme, d'autres le sont par le souci d'un équilibre entre les niveaux de développement des pays. Dans tous les cas, nous nous rejoignons sur la nécessité d'agir. « Le budget consacré à l'international avoisine les 7 millions d'euros. Seules les régions d'Île-de-France et de Rhône-Alpes dépensent plus. Permettez-moi d'affirmer qu'un tel engagement exige que nous rendions des comptes à nos concitoyens des Hauts-de-Seine. [...] Les dépenses consacrées aux actions internationales représentent 0,6 % du budget global. [...] Il ne serait pas raisonnable d'aller plus loin. [...] Je souhaite, par contre, que le contrôle de la SEM Coopération soit renforcé. Il faut que tous les projets soient évalués en fin d'année et que ce bilan soit présenté au conseil général. Il est indispensable de poser un principe : le conseil général est le donneur d'ordre, la SEM Coopération est l'exécutant. Je souhaite qu'il y ait un lien permanent et direct entre la direction générale chargée de l'International et la SEM Coopération. Et dans le même esprit, tous les projets doivent être présentés chaque année à l'assemblée générale afin qu'elle se prononce sur leur opportunité. » (discours de Nicolas Sarkozy à propos de la SEM Coopération 92, 8 octobre 2004)

Lettre de Patrice Leclerc, conseiller général des Hauts de Seine, à Nicolas Sarkozy, 20 septembre 2005, au sujet de l'enquête sur la SEM Coopération 92 : « Vous n'êtes pas sans savoir que le lundi 11 juillet 2005, j'ai été auditionné, sur mon lieu de vacances, par la Division nationale des investigations financières qui mène une enquête à la demande du Procureur de Nanterre, Nathalie Foy, sur d'éventuelles malversations financières au sein de la SEM coopération. J'ai appris lors de cette audition que la Sem Coopération avait été perquisitionnée quelques mois auparavant. [...] Je suis extrêmement étonné, Monsieur le Président du Conseil général, que vous n'ayez pas cru bon d'en informer l'assemblée départementale. Il est vrai que cela donne un autre contenu à votre démission de la présidence de la SEM coopération

que l'argument que vous aviez utilisé en séance. Pourquoi reculer ainsi devant vos responsabilités dans la remise en ordre de cet organisme ? Je constate que plusieurs mois après des auditions sur la SEM Coopération et une perquisition, les élus du département ne sont toujours pas informés par vos soins sur ce qu'il se passe. Pourquoi ? [...] Le Conseil général fait trop souvent office de guichet, sans que l'on comprenne bien les critères de choix des aides. Sans que l'on appréhende bien l'impact sur place : Si la SEM coopération assure la maîtrise d'ouvrage des opérations, qui fait les travaux ? Qui désigne les entreprises ? [...] Le 25 octobre 2002 sur le rapport 296, j'intervenais aussi pour dire que « Le groupe communiste ne peut pas approuver ce rapport. En effet, on ne fait pas mieux dans le flou. Il n'y a que l'enveloppe budgétaire qui est précise et concrète: 100.000 euros ! Vous demandez aux élus de notre assemblée de signer un chèque en blanc tout simplement. La lecture du résumé de l'action était éloquente : "il est donc proposé d'étendre le champ d'intervention de COOPERATION 92, vu ses compétences dans le domaine de la coopération, en lui confiant la mission de suivi des interventions notamment culturelles vers l'Asie, ainsi que le développement de nouveaux accords de coopération en Asie". Pourquoi cette extension du champ de coopération, sur quelles pistes? A quelles fins? Il y a quoi en plus du "notamment culturelles"? » » (Lettre de Patrice Leclerc, conseiller général des Hauts de Seine, à Nicolas Sarkozy, 20 septembre 2005)

A propos de la démission de Vincent Gazeilles, élu vert, de la SEM Coopération 92 : « La SEM COOPERATION 92, qui n'a pas de rubrique visible sur le site du conseil général 92, a pour but d'après une plaquette (papier) de présentation de « donner aux pays en difficulté les moyens d'un développement indépendant (...) ». Pour 2003, son budget était de 4,5 millions d'€ ; à titre de comparaison, le budget de 2000 s'élevait à 2,7 millions d'€. » « Vincent Gazeilles était administrateur de cette structure depuis 2001. Durant son mandat, il a fait preuve d'esprit critique et a toujours essayé de faire évoluer positivement cette structure. Dès le début de son mandat, il s'est étonné de l'absence d'ONG spécialisée au sein du conseil d'administration de la SEM. Face à cette remarque, il lui a été répondu que cet organisme gérait des actions concrètes sans avoir besoin d'un soutien d'ONG. Une autre remarque de Vincent Gazeilles a porté sur une possible confusion entre le mandat d'administrateur détenu par des sociétés privées (Bouygues, Vivendi, Dumez, Chantiers Modernes, Thomson-Sodeteg, Compagnie financière Sucres et Denrées, ...) et leurs actions sur le terrain. Aucune réponse satisfaisante ne lui a été apportée à ce propos. Alors quand le 13 mai 2005, l'actuel président du Conseil Général, Nicolas Sarkozy, renonce à siéger au Conseil d'administration de la SEM ; sa décision n'étant pas motivée. Vincent Gazeilles, au regard de cette attitude, encore une fois marquée par une absence de transparence, décide de démissionner de son poste d'administrateur. Il est suivi en cela par un conseiller général socialiste, Pascal Buchet. Encore une fois, malgré toutes les déclarations de bonne intention, le développement en général et le continent africain en particulier reste un domaine « des plus réservé » où tout semble permis. » (démission de Vincent Gazeilles, <http://www.verts92.net>, 24 mai 2005)

« La SEM COOPERATION 92, située à Nanterre, est une structure couplée au conseil général des Hauts-de-Seine et financée par lui (Budget 2003, 4,5 Millions d'Euros). Son but est, d'après la plaquette, de "Donner aux pays en difficulté les moyens d'un développement indépendant (...)". Son capital est de 832000 euros divisés en 52000 actions possédées entre 50% et 80% par des collectivités territoriales. [...] Budget 2000: 17 965 574 Frs , environ 2,7 millions d'Euros. Frais de fonctionnement : environ 690 000 Euros soit un peu moins de 20%. Je suis membre du conseil d'administration depuis le printemps 2001. [...] Le 21 mai 2001, je suis intervenu le pour m'étonner de l'absence d'ONG (organisations non gouvernementales) au sein du conseil d'administration de la SEM. Ces organisations expérimentées pouvant se montrer d'une aide précieuse en matière de coopération dans des domaines variés : agriculture, formation, eau, santé, éducation des jeunes et des adultes, énergie etc..). Il m'a été répondu que la SEM coopération 92 gérait des opérations concrètes de A à Z et sans ONG suite à des expériences négatives. J'ai fait remarquer que les sociétés privées qui composent la SEM Coopération 92 (Bouygues qui part, ELF est déjà parti), Vivendi, Dumez, Chantiers Modernes, Thomson-Sodeteg, Compagnie financière Sucres et Denrées, ...etc..) pouvaient être conduites à œuvrer au sein de cette SEM dans l'optique de favoriser des retours sur investissement rapides pour leur propre compte et pas uniquement pour le développement "indépendant" du pays dans lequel la SEM Coopération 92 développe ses projets. Charles Pasqua m'a alors assuré que si ces sociétés étaient venues rejoindre la SEM Coopération 92, c'était parce qu'il le leur avait demandé et qu'elles n'avaient aucune attente de retour sur investissement. Ces sociétés ont investi au début dans des projets, elles le font moins à présent. » (lettre de Vincent Gazeilles, date à vérifier)

« Vendredi 4 juin dernier, à peine élu Président de la SEM COOPERATION 92, un organisme semi privé d'aide internationale rattaché au conseil général des Hauts-de-Seine, Nicolas Sarkozy a eu la surprise d'apprendre que les comptes de cette SEM n'étaient pas validés par le commissaire aux comptes. Plus de 4,5 millions d'euros en jeu et un conseil d'administration interrompu plus tôt que prévu devant des industriels et des élus médusés, M.Sarkozy refusant d'aller plus loin vu le flou de la situation laissée par son prédécesseur Monsieur Pasqua. » (Le canard enchaîné ?, date et source à vérifier)

Interview de Jean-Jacques Guillet à propos de la SEM Coopération 92 : « Député des Hauts-de-Seine, Jean-Jacques GUILLET préside le groupe UMP et apparentés du Conseil Général. Personnalité politique d'abord proche de Jacques CHIRAC, puis de Charles PASQUA, M. GUILLET s'est vite fondu dans le sillage de Nicolas SARKOZY. Son expérience fait de lui l'« homme-charnière » entre l'Ancien et le Nouveau testament... Un passé qui lui a permis de s'imposer sans difficulté auprès des élus ex RPF comme auprès des conseillers généraux UMP. Jean-Jacques GUILLET a importé au Conseil Général les méthodes de l'Assemblée Nationale : il dirige le groupe UMP du 92 avec efficacité et de façon directive. Ce qui étonnent les « anciens » que cajolait Charles PASQUA. Extrait de l'interview :

- « Justement, l'information judiciaire qui touche la SEM Coopération, que préside M. GUILLET, n'est pas du meilleur effet. Pour preuve d'une volonté de transparence, un comité d'orientation vient de se réunir avec des ONG et un représentant de l'Etat. Quant aux subventions allouées à Coopération 92, elles sont réduites de moitié par rapport à la mandature Pasqua... »
- « JJG : Il y a une enquête préliminaire. Le président du Conseil général n'a pas à intervenir dans une enquête préliminaire qui est menée à la demande du Parquet à la suite d'une transmission d'information, au titre de l'article 40, de l'ancien commissaire aux comptes de la SEM. Qui, d'ailleurs, a été commissaire aux comptes pendant 14 ans. Au moment où Nicolas SARKOZY arrivait au département, ce commissaire a trouvé des faits non explicables ou non expliqués...Il a donc éprouvé le besoin de transmettre au Parquet. C'est son droit. Dans ce cas le Parquet est obligé légalement de faire une enquête préliminaire. Il ne faut pas en tirer des conclusions trop faciles. Cette enquête va se terminer. Je ne sais pas à quoi elle va aboutir. C'est au Procureur de décider. En tout cas, nous ne pouvons pas intervenir dans une enquête. Ce serait à la limite faire pression. [...] Il ne faut pas oublier que lorsque la coopération a été lancée, par le Conseil général de l'époque, il a été décidé de consacrer 1 % de son budget à l'aide aux pays en voie de développement. Aujourd'hui, nous consacrons 0,4 % de notre budget à cette aide. »
- Pourquoi Nicolas Sarkozy a-t-il démissionné de la SEM Coop 92 ?(ce n'est pas la question exacte)
- « JJG : Non, non. Il a démissionné simultanément de la SEM 92 et de Coopération 92. C'est pour...euh...des raisons qui sont uniquement d'emploi du temps. C'est tout ! » (site des jeunes populaires, 30 septembre 2005)

Un « responsable de la direction de la mission économique qui, entendu à l'automne 2004 par la police dans le cadre de l'affaire de la SEM Coop92, a vu le disque dur de son ordinateur subtilisé au printemps 2005. » (Nicolas Sarkozy, Enquête sur un homme de pouvoir, Frédéric Charprier, 2006, p114)

Relation NS / Charles Pasqua

« Le 23 septembre 1982, Nicolas Sarkozy épouse Marie-Dominique Culioli, fille d'un pharmacien corse de Vico (village d'un millier d'âmes au nord d'Ajaccio) dont il a deux fils, Pierre, (né en 1985) et Jean (né en 1987). Son témoin de mariage est Charles Pasqua. Il devient maire de Neuilly-sur-Seine à 28 ans, en évinçant Charles Pasqua en 1983. » (site internet Sarkophage)

En 1983, Nicolas Sarkozy déclarait à propos de Pasqua : « C'est l'un des hommes les plus honnêtes que je connaisse. Et qui a une véritable analyse politique. » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p217).

« En 1983, M. Sarkozy de Nagy-Bocsa est devenu maire de Neuilly à la place de M. Pasqua par une manœuvre habile plus que par une négociation. Mais M. Pasqua n'en n'a pas voulu à ce jeune ambitieux. Ils se sont rangés tous deux derrière M. Balladur en 1995, et surtout, M. Pasqua a laissé aimablement sa place de président du conseil général des Hauts-de-Seine, département le plus riche de France à M. Sarkozy. La carrière de M. Pasqua est trop riche pour être résumée par une notice. Des ouvrages fort intéressants lui ont été consacrés, comme La Maison Pasqua du journaliste Nicolas Beau, rédacteur au Canard enchaîné. Bornons-nous à rappeler ses principaux faits d'armes. De 1964 à 1969, il est le patron du service d'action civique (S.A.C.), la tristement célèbre milice du parti gaulliste. De 1968 à 1981, ses membres auront des ennuis avec la justice pour : « coups et blessures volontaires, port d'armes, escroqueries, agressions armées, faux monnayage, proxénétisme, racket, incendie volontaire, chantage, trafic de drogue, hold-up, abus de confiance, attentats, vols et recels, association de malfaiteurs, dégradation de véhicules, utilisation de chèques volés, outrages aux bonnes mœurs. » cf. François Audigier, Histoire du S.A.C., éd. Stock, 2003, p. 462 Avant 1968, la soumission de la justice était telle qu'aucune instruction n'a pu être menée. Et pourtant, c'était encore pire, puisque Jacques Foccart, successeur de M. Pasqua à la tête du S.A.C., a procédé à une épuration des membres du S.A.C. les plus incontrôlables en 1968/1969 ! Dans les années 1980, M. Pasqua est un fervent partisan d'alliances avec le fn et de rapprochements idéologiques. Il fait par exemple bruyamment entendre sa voix en faveur du rétablissement de la peine de mort et fait voter une loi scélérate sur l'immigration pendant la première cohabitation (abrogée par la gauche dès 1989). Il tient un discours très musclé aux policiers, qui n'a bien entendu rien à voir avec le meurtre de Malik Oussekinine, en décembre 1986. Au début des années 1990, le clan Pasqua se met à son compte, puis se rallie à M. Balladur. Comme par hasard, ce détachement de M. Chirac signe le début de ses ennuis judiciaires. M. Pasqua est mis en examen depuis mai 2001 dans l'affaire Falcone pour « recel d'abus de biens sociaux » et « financement illégal de campagne électorale » (celle des élections européennes, en 1999). Il risque d'être renvoyé devant la Cour de justice de la République pour trois dossiers de « corruption » relatifs à son deuxième passage au ministère de l'Intérieur (1993/1994). Il est ainsi soupçonné d'avoir accepté de jeux au casino d'Annemasse, alors dirigé par un de ses proches, M. Feliciaggi, dans des conditions illégales, d'avoir contraint la société GEC-Alstom à lui verser 5,2 millions de F pour autoriser le déplacement de son siège social et d'avoir perçu, lui et son entourage, des sommes d'Étienne Léandri, provenant de 21 millions de F de commission que cet individu (décédé en 1995) avait reçus de la Société française d'exportation des matériels et systèmes du ministère de l'intérieur (Sofremi). Le fils d'Étienne Léandri, Daniel, conseiller de M. Pasqua, a été condamné en novembre 2003 à dix mois prison ferme et 200 000 euros d'amende dans le procès Elf, peine confirmée en appel le 21 mars 2005. Le fils de M. Pasqua, Pierre-Philippe, réfugié en Tunisie, est lui visé par deux mandats d'arrêt dans les affaires Sofremi et GEC-Alstom. Son cousin germain été mis en examen en 2002 avec M. Claude Marchiani, frère de l'ex-préfet du Var, dans l'enquête sur les fonds occultes versés à l'occasion d'un marché passé avec Aéroports de Paris. En juin 2004, le juge monégasque Jean-Christophe Hullin a clos son enquête sur un réseau de blanchiment qui, selon une note de synthèse de

la police monégasque du 6 mars 2001, a « largement utilisé le secteur bancaire de la principauté et des relais douteux pour se livrer à des opérations qui ont permis de réinvestir dans des activités légales, l'immobilier, le financement de partis politiques et la mise à disposition d'individus membres du milieu de sommes importantes en liquide. [...] Au niveau national, le groupe Felliciaggi-Tomi est lié au parti politique français dénommé RPF, et notamment son président, l'ancien ministre de l'intérieur Charles Pasqua. Des contacts financiers, téléphoniques et professionnels sont avérés. » Plusieurs collaborateurs de M. Pasqua sont eux aussi mis en examen dans les affaires Sofremi, Falcone, GEC-Alsthom, etc., notamment M. Marchiani, qui a nommé mis en cause MM. Pasqua et Chirac. Sur toutes ces procédures judiciaires. » cf. Le Monde des 16 mars 2001, 11 juin 2004, 3 août 2004, 25 décembre 2004 et 1er avril 2005 (site Sarkostique, sarkophage)

En 1986, Pasqua fait entrer Nicolas Sarkozy à son cabinet de ministère de l'intérieur comme « chargé de mission pour les risques majeurs et technologiques. [...] Un bon arrangement. Deux ans plus tard, Sarkozy est élu député et comme il doit abandonner un de ses trois mandats, il démissionne du Conseil général des Hauts de Seine. Le siège du canton de Neuilly devient vacant. Qui en hérite ? Charles Pasqua. Il va y rester jusqu'en 2004. 16 ans. » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005).

« Le conseil général des Hauts de Seine a quand même accordé à son ancien président une voiture avec chauffeur, une secrétaire et des bureaux dans l'enceinte de la faculté Léonard-de-Vinci. Puis, dans la foulée, en septembre 2004, Charles Pasqua a été élu sénateur à quelques voix près. Des voix manifestement apportées sur les recommandations du nouveau patron du département. [...] C'est la deuxième fois en deux ans que Sarkozy apporte son aide à Charles Pasqua, question immunité. » En 1999, élu au Parlement européen, Pasqua doit abandonner son poste de président du CG des Hauts de Seine pour cause de cumul des mandats. Il le fait en juillet 2002, mais en réalité il ne quitte pas son bureau. En février 2003, le Ministère de l'intérieur, dirigé par NS, rédige et propose une nouvelle loi permettant aux députés européens de cumuler ce mandat avec un mandat local. Pasqua reprend aussitôt son poste de président du CG des Hauts de Seine. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005). En 2004, peu après son accession à la présidence du CG 92, Nicolas Sarkozy a attribué à Charles Pasqua « le titre ronflant de "président honoraire du conseil général" » (Nicolas Sarkozy, Enquête sur un homme de pouvoir, Frédéric Charpier, 2006, p66)

NS et Robert Felliciaggi

NS a demandé au préfet d'Ajaccio de participer « en grande tenue » aux obsèques de Robert Felliciaggi, « empereur des jeux et des casinos en Afrique », abattu le 10 mars 2006 (LDC, 16 mars 2006)

La famille Ceccaldi-Raynaud de Puteaux (Hauts de Seine)

« Ce n'est vraiment pas un hasard si la commune de Puteaux (Hauts-de-Seine) est à l'origine de la première plainte en diffamation contre un blogueur. La famille Ceccaldi-Raynaud y règne en maître depuis un tiers de siècle, sous l'égide de Charles, élu sans discontinuité depuis 1969, qui a transmis l'an dernier son sceptre à sa fille Joëlle, adjointe de son père depuis 1995. Les Ceccaldi-Raynaud père et fille, tous deux députés suppléants de Nicolas Sarkozy (le premier l'a effectivement remplacé sous le gouvernement Balladur, la seconde sous le gouvernement Raffarin), sont une caricature de potentats locaux qui ne supportent pas la moindre contradiction. La première élection de Charles Ceccaldi-Raynaud (CCR, 79 ans), fut émaillée de la mort d'un colleur d'affiches de son principal concurrent. Rien n'a jamais permis de l'impliquer personnellement dans cette ténébreuse histoire. Toutefois, en janvier 2004, les policiers chargés d'une enquête sur une commission baladeuse à l'occasion du renouvellement de la concession d'une usine de chauffage, ont eu la surprise de découvrir, en perquisitionnant les bureaux du renard argenté des Hauts-de-Seine, une revue de presse très complète sur cette ancienne affaire du colleur d'affiches. » (Libération, 21 juin 2005)

NS et les « affaires »

Le Canard Enchaîné accuse Nicolas Sarkozy « d'avoir réalisé une économie de deux millions de francs lors de l'acquisition de son ancien appartement de Neuilly grâce à une négociation serrée avec le promoteur chouchou de la ville. [...] Et notre favori des sondages dans la course à l'Élysée de protester de sa scrupuleuse honnêteté : « Depuis dix ans, tous les journalistes d'investigation enquêtent sur moi et n'ont jamais rien trouvé », jurait-il l'autre jour devant le « Sarko circus », le groupe de journalistes politiques gentiment attachés à ces basques pendant la campagne. Jamais accroché par un petit scandale Sarko ? Vraiment ? Certes, le petit homme fort de l'UMP est toujours passé au travers des affaires politico-financières, qui n'ont pourtant pas épargné ses plus proches amis du « 92 », comme Pasqua, Balkany ou Aeschlimann. Mais il s'en est fallu de peu.... Sarko a en effet frôlé le pire en 1998 pour une affaire d'emploi fictif. À cette époque, certaines gazettes, relèvent en effet que sa suppléante à l'Assemblée nationale, Joëlle Ceccaldi-Raynaud, alors dénommée Franchi, touche 10 000 francs comme chargée de mission de la mairie de Neuilly... sans jamais y mettre le bout d'un escarpin, ni être connue du standard téléphonique de l'Hôtel de ville. Logique au demeurant, puisque ladite Joëlle était en même temps maire-adjoint de Puteaux, la ville voisine... Une enquête publiée alors par le Nouvel Observateur note « qu'à la mairie de Neuilly, hormis Brice Hortefeux [le fidèle bras droit de Sarko] personne ne semble avoir eu connaissance de cet emploi ». Sans être démenti. Sitôt éventée, la rémunération est supprimée et la justice s'en lave les mains. Au grand dam de certains ennemis personnels du futur candidat à la présidentielle, qui avaient alors cherché à distiller auprès de la presse d'autres menus arrangements sonnants et trébuchants du maire de Neuilly... Et

notamment les conditions d'acquisition de son grand appartement de l'île de la Jatte en vedette aujourd'hui. « Il serait curieux de voir combien N.S. a payé le m2 de son duplex, s'interrogeait dans un courrier anonyme aux rédactions daté de mai 1998, un mystérieux informateur. Et si la dette (du promoteur auprès de la ville, nldr) n'aurait pas miraculeusement baissé ». On connaît aujourd'hui la réponse : une ristourne comprise entre 12 et 35 % sur le mètre carré accordé à Monsieur le maire et son épouse Cecilia, pendant que la dette du promoteur auprès de la ville au titre du dépassement du pladond légal de densité était purement et simplement épongée ! Prescient comme on le voit, le corbeau anti-Sarkozy donnait également quelques autres pistes d'enquête aux journalistes en mal d'investigation, notamment autour de dépenses privées pris en charge par la ville de Neuilly et le Trésor Public. Peut-être Sarko sera-t-il contraint de s'en expliquer un jour ? Si d'ici là il n'a pas réussi à se forger une immunité présidentielle ! » (Backchich, 2 mars 2007)

« L'histoire du «Victoria XXI» : Une somptueuse résidence de luxe à Neuilly dans laquelle le couple Sarkozy achète, en septembre 1997, un duplex de 233 mètres carrés sur l'île de la Jatte. Un appartement que celui qui était alors maire de cette ville de l'Ouest parisien aurait très largement sous-payé, en omettant de régler d'innombrables factures relatives à d'importants travaux de modification. Au total, Nicolas Sarkozy aurait ainsi bénéficié d'une ristourne estimée à 300 000 euros. Sans compter une plus-value de 122% lorsqu'il a revendu l'objet immobilier en novembre 2006. Une affaire conclue à près de 2 millions d'euros. » (<http://www.24heures.ch>, 1er mars 2007)

« Selon le **Canard Enchaîné**, **Cécilia et Nicolas Sarkozy** auraient bénéficié d'un important rabais sur l'achat de leur appartement de Neuilly en 1997 mais aussi de travaux sur mesure pour un montant de 600 000 francs accordés généreusement par le promoteur qui de surcroît était "le promoteur favori de la mairie de Neuilly". **Nicolas Sarkozy** qui s'est dit "blessé" par cette affaire n'a pas tardé à réagir. Homme public, et conscient qu'il pouvait être victime de ce type d'attaque, il aurait, avant d'acheter cet appartement, pris la précaution de faire vérifier par la Direction des Services Fiscaux des Hauts-de-Seine Nord que ce prix était conforme aux prix du marché. La direction des services fiscaux me l'a confirmé. Son QG de campagne a publié ce communiqué dans la soirée de mardi : "J'ai acheté le 4 septembre 1997 deux appartements situés respectivement au premier et au deuxième étage et totalisant une surface de 222 m² pour un prix, frais compris, de 5.747.670,25 francs soit un coût moyen hors frais de 24.636 francs. Le prix des appartements varie bien évidemment selon leurs caractéristiques. D'autres ont été vendus dans le même immeuble à des prix inférieurs, 22.115 francs du mètre carré pour l'un, 21.509 francs du mètre carré pour un autre. Tous les autres prix sont dans la norme de mon propre achat", écrit dans un communiqué **M. Sarkozy**. Il précise que l'appartement "était vendu en l'état futur d'achèvement" et qu'il avait "commandé au promoteur un certain nombre d'aménagements complémentaires dont le coût s'est monté à un total d'environ 600.000 francs". "Ces aménagements complémentaires, je les ai payés en sus du prix d'achat" **M. Sarkozy** ajoute avoir "régulé par chèque à un artisan le 24 octobre 1997" l'escalier "en chêne reliant le premier et le deuxième étage" pour un coût de "72.360 francs", un artisan qu'il aurait d'ailleurs retrouvé. » (Telenews, 01/03/07)

« Le journaliste du **Canard enchaîné** répond à Sarkozy : Les révélations du **Canard enchaîné** sur « La belle affaire immobilière de Sarko » ont fait pleuvoir démentis et communiqués de l'intéressé. Un des auteurs de l'article, Hervé Lifffran réagit pour **Marianne2007.info** :

- Vous avez révélé que Nicolas Sarkozy avait acheté son appartement de Neuilly à un prix bien plus bas que ceux du marché. Le ministre dément en bloc, exemples à l'appui...
- Hervé Lifffran : L'affaire est tout à fait simple : nous avons donné des prix qui sortent de la Conservation des hypothèques, lieu où sont déposés les actes des notaires. Ce sont des prix officiels. Nicolas Sarkozy évoque deux appartements du même immeuble vendus à des prix similaires, mais je ne sais pas d'où il sort ces prix. Soyons sérieux ! A quelles ventes fait-il référence ? Est-ce que ce sont des appartements de même surface, de même confort ? Est-ce qu'ils ont vue sur un mur, est-ce qu'ils jouissent d'un parking ou d'un jardin ? Et surtout : à quelles dates ont été effectuées ces transactions ? Le prix n'est pas le même en 1995 qu'en 1997. Rien n'est précisé, on ne sait pas de quoi il parle.
- Nicolas Sarkozy a également déclaré : « Depuis dix ans, tous les journalistes d'investigation enquêtent sur moi ». Selon lui, tout ce qui pouvait être découvert sur lui a déjà été passé au peigne fin...
- Je vous rappelle que Nicolas Sarkozy est le seul candidat qui n'a pas déclaré le détail de son patrimoine. Il y a environ un mois, la question lui a été posée par la presse : il n'a pas répondu, alors que tous les autres candidats se sont prêtés au jeu. Vendredi dernier, nous lui avons adressé un courrier pour lui demander des précisions sur ses opérations immobilières concernant cet appartement de l'île de la Jatte à Neuilly : Claude Guéant, son directeur de campagne nous a répondu, comme nous le racontons dans **Le Canard enchaîné**, que « la lettre avait été égarée » !
- Quel est l'enjeu de ces révélations ? Pourraient-elle avoir des suites judiciaires ?
- Quand vous avez un candidat qui répète qu'il veut une « république exemplaire », le jour où il a une casserole, forcément, ça fait mal. Les autres révélations que nous faisons concernent le groupe Lasserre, qui a bénéficié de nombreux marchés grâce à la mairie de Neuilly. Evidemment, nous n'avons pas vocation à jouer les juges. Des esprits facétieux pourraient trouver des qualifications pénales à ce genre de choses. Mais je doute qu'un magistrat n'ouvre un tel dossier à la veille de la présidentielle. Peu s'y risqueraient. Même si ce serait très amusant ! » (<http://www.marianne2007.info>, 28 Février 2007)

Pour info, Nicolas Sarkozy paie l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) depuis 2006. Il possédait un patrimoine imposable de 1,137 million d'euros déclaré au 1er janvier 2006 et s'est acquitté d'une somme de 1 988 euros à ce titre. Jusqu'aux années 1990, Nicolas Sarkozy était propriétaire avec ses frères de plusieurs appartements à Neuilly, mais il vendit ses parts

en 1997. Le couple Sarkozy a perçu, le 26 novembre 2006, 1 933 130 euros de la vente de son appartement à Neuilly-sur-Seine (Capital.fr, 17/01/2007, Wikipédia).

Affaires des emplois fictifs du RPR

Dans l'affaire des emplois fictifs du RPR figurait une employée de la mairie de Neuilly, Collette B.L.. « *J'ai effectivement été rémunérée par la Ville de Neuilly pendant un an, reconnaît-elle. Cette année-là, en 1988, Nicolas Sarkozy qui était maire de puis 1983, exerçait la responsabilité de secrétaire national à la jeunesse.* » Elle admet n'avoir jamais mis les pieds à la mairie de Neuilly. « *Entendue par le juge d'instruction Patrick Desmure, dans le cadre de l'enquête judiciaire Juppé, Colette n'a pas été mise en examen, comme tous les attachés administratifs du RPR qui effectuaient un réel travail, car le parti pris du magistrat était de ne pas poursuivre les petites mains. [...] La justice a considéré que les chefs d'entreprise, qui payaient les emplois fictifs, et les hauts responsables du parti gaulliste devaient seuls répondre du système. Sur le papier en tout cas, Nicolas Sarkozy semble remplir les deux critères : en sa qualité de maire de Neuilly il était l'employeur de Colette. En sa qualité de secrétaire national à la jeunesse il était un des reponsables du parti ! Difficile d'imaginer qu'en 1988, alors qu'il était maire depuis cinq ans, l'embauche fictive et la rémunération par sa ville d'une permanente du parti n'aient pas été avalisées par lui.* » Notons que concernant l'affaire Juppé, Nicolas Sarkozy a déclaré : « *Personne ne peut douter de la probité personnelle et de l'honnêteté d'Alain Juppé. A titre personnel, je souhaite qu'il continue son engagement politique.* » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p27-28-29).

Affaires de la mairie de Paris

Le rôle de Nicolas Sarkozy concernant le déclenchement des affaires de la mairie de Paris suscite des controverses. Selon Francis Poullain, patron de la SAR mis en examen dans ces affaires, « *début 1994, ce sont les services de Nicolas Sarkozy, alors ministre du Budget, qui ont transmis le dossier fiscal de la SAR à la justice, sur fond de guerre entre balladuriens et chiraquiens. A travers moi, on cherchait à atteindre Chirac.* » Mais selon Nicolas Sarkozy, « *c'est une affaire qui a commencé sous Sapin [précédent ministre PS des finances]* » Les juges d'instruction de Créteil reprochent à Nicolas Sarkozy de ne leur avoir pas suffisamment transmis d'informations sur Jean-Claude Méry, l'un des pivots du financement occulte du RPR. Un blanc des renseignements généreux, transmis au Canard Enchaîné, accuse en tout cas Nicolas Sarkozy d'avoir également participé à un financement occulte de la vie politique, à travers notamment la Domus Banque, dirigée par Louis-Charles Bary, maire adjoint de Neuilly. Ce document relève également des passations de marché sulfureuses concernant les lycées et les collèges des Hauts de Seine. Aucune suite ni aucune vérification n'a été donnée concernant ces accusations. (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p246-255).

Affaire Schuller

Jean-Paul Schimpf, financier occulte de Didier Schuller (conseiller général RPR des Hauts de Seine), est l'un des rares à avoir brisé la "loi du silence" dans « l'affaire Schuller ». Il a été inculpé en flagrant délit pour avoir reçu une enveloppe de 46 500 francs en liquide de la part d'une entreprise d'assainissement qui souhaitait conserver les marchés de nettoyage des vide-ordures et des canalisations d'égout des HLM des Hauts de Seine. Dans son procès verbal, Jean-Paul Schimpf déclare : « *Monsieur Schuller a été choisi par certains de ses collègues élus du 92 pour devenir l'animateur des campagnes électorales qui se préparaient à l'époque ; il s'agissait des élections municipales, présidentielle et législative éventuelles ; parmi ses collègues élus il y avait notamment : messieurs Balkany, Sarkozy et Juppé. [...] Monsieur Didier Schuller représentait en effet à l'époque une force de frappe de moyens mobilisables importants, et ce notamment grâce aux fournisseurs de l'office HLM 92. Monsieur Schuller, en tant que directeur général de l'office, était en contact avec les entreprises et pouvait ainsi susciter des dons spontanés émanant d'entreprises.* » Nous sommes au début des années 90, Alain Juppé est secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy est secrétaire général adjoint chargé des fédérations. « *Entre 1988 et 1995, cinq loins sur le financement des partis ont interdit les collectes couplées à des marchés publics. Sur le papier, les financements occultes sont strictement interdits depuis 1988, et les financements légaux, encadrés, doivent passer par les trésoriers des partis. Didier Schuller n'a jamais été trésorier du RPR. Le type de financement évoqué par Schimpf est donc nécessairement occulte.* » (Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus, ouvrage collectif, 2005, p18-19).

Affaire Hamon

Selon le quotidien Libération, Nicolas Sarkozy serait « *exposé dans une affaire de musée fantôme* », dite affaire de la Fondation Hamon, pour laquelle Charles Pasqua et André Santini ont été mis en examen. L'affaire concerne le versement indû de fonds, d'un montant total de 800 000 euros, au milliardaire Jean Hamon, en raison d'un projet, depuis abandonné, de construction d'un musée pour lequel Hamon avait fait une donation d'oeuvres d'art pour un montant estimé à 12 millions d'euros. Charles Pasqua a été mis en examen en raison de sa fonction de président du Conseil général des Hauts-de-Seine, qui est l'organisme ayant effectué ces versements. Or, ces versements ont continué pendant un an, après que Nicolas Sarkozy soit devenu, à son tour, président du Conseil général (Libération, 29 janvier 2007, Wikipédia)

Affaire Clearstream

Le nom de Nicolas Sarkozy apparait indirectement sur les listings truqués de la société Clearstream. Par le biais de son avocat Thierry Herzog, il se porte partie civile dans cette affaire le 31 janvier 2006, relançant ainsi une affaire alors assoupie, relance à l'origine d'une importante crise politique en avril-mai 2006. Selon le corbeau, le ministre de l'Intérieur aurait disposé de deux comptes dans une banque milanaise, la Banca popolare di Sondrio, déguisés sous des noms tirés de son identité complète, rappelant ses origines hongroises : Nicolas Paul Stéphane Sarközy de Nagy-Bocsa. Par-là, le corbeau sous-entendait que les personnes citées par le courrier, y compris Sarkozy, auraient touché des pots-de-vin dans l'affaire

des frégates de Taïwan. Nicolas Sarkozy exige des explications auprès de Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, et du patron de la DST. La Banca popolare di Sondrio reçoit une commission rogatoire par l'intermédiaire du tribunal de Milan le 5 novembre 2004 et envoie une réponse négative le 16 novembre 2004, affirmant que Clearstream ne détient pas de comptes personnels. Malgré cette célérité de la banque, ces résultats innocentant Nicolas Sarkozy n'ont été communiqués au juge Renaud Van Ruymbeke qu'à la fin de 2005. Le journaliste Stéphane Denis affirme dans une interview au Point du jeudi 11 mai qu'il avait transmis en septembre 2004 et avril 2005 un message oral du général Rondot à Nicolas Sarkozy sur l'enquête Clearstream. Nicolas Sarkozy a été entendu le 11 mai 2006 en tant que témoin assisté par le juge Jean-Marie d'Huy chargé de l'enquête. Imad Lahoud, l'auteur présumé des falsifications des listings, a affirmé début novembre 2006 (après l'avoir précédemment nié) (Le Figaro, 01/11/2006) qu'il avait rencontré Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'économie, deux fois en 2004 pour « évoquer » ce dossier, ce que Sarkozy dément. Il affirme en effet n'avoir appris toute l'histoire que par voie de presse. L'affirmation de Lahoud concorde avec la thèse du journaliste Éric Decouty, qui affirme que cela prouve que Nicolas Sarkozy aurait été mis au courant de la manipulation dont il était l'une des cibles plus tôt qu'il ne le prétend (2005) et qu'il a essayé de tirer profit politiquement de cette situation en laissant faire (RFI, 3 novembre 2006, Le Monde, 3 novembre 2006, Wikipédia)

5

Florilège de citations

L'homme, une marchandise pas comme les autres

« Je suis un libéral, au sens où je crois à la liberté ; mais je suis également un humaniste, au sens où je crois que la production de richesses doit avoir un sens, que la morale ça compte, que la spiritualité ça existe, que l'homme a une destinée, et qu'on ne fait pas n'importe quoi avec l'homme qui n'est pas une marchandise comme les autres. » (Nicolas Sarkozy, discours lors de rencontres UMP à Saint Etienne, jeudi 9 novembre 2006. Cité par Canal+, samedi 11 novembre 2006.)

La rupture tranquille

- Nicolas Sarkozy : « J'ai envie de bouger les choses. Je crois en l'ordre, mais je n'accepte l'ordre que s'il est en mouvement. J'aime ces deux choses : le mouvement et l'ordre. La France ne peut pas rester immobile, et je veux porter ce changement. »
- Arlette Chabot : « Vous êtes pour l'ordre juste ? »
- N.S. : « Non, car l'ordre juste, c'est juste de l'ordre. Or l'ordre, s'il n'est pas en mouvement, alors il stérilise des injustices. Et je veux être celui qui démontre qu'on peut faire reculer les injustices en France, que tout peut devenir possible. C'est la rupture tranquille. » (dialogue Nicolas Sarkozy/Arlette Chabot, France2, 1er décembre 2006)

La France qui ne bloque pas les trains

« Je suis venu parce qu'ici c'est la France, la vraie France, celle que j'aime, telle que je la connais, telle que je la ressens, la France qui croit au mérite, la France qui croit à l'effort, la France qui est dure à la peine, la France dont on ne parle jamais parce qu'elle ne se plaint pas. Elle est ici la France à laquelle je crois, la France qui ne brûle pas les voitures. Cette France-là, elle a le droit qu'on parle pour elle ! Ici, c'est la France qui ne bloque pas les trains, et bien moi je veux parler pour la France qui ne bloque pas les trains, car j'en ai assez de cette infime minorité qui, sans raison, bloque les trains et empêche les autres de travailler. » (Nicolas Sarkozy, discours à Charlevilles-Mézières, 18/12/2006, cité par le zapping de Canal plus, 19/12/2006.)

L'électorat FN

« Je ne vise pas l'électorat du FN, je l'ai déjà. » (Nicolas Sarkozy, cité par Thomas Lebegue, Libération, 1er juillet 2005)

Maintenant, on parle de mon humanité

« Avec tout ce qu'on écrit sur moi, les gens disent que je vais craquer. Ça crée de l'affect. Avant, on parlait de mon ambition personnelle. Maintenant, on parle de mon humanité. » (Nicolas Sarkozy, à propos de ses déboires conjugaux, cité par Thomas Lebegue, Libération, 1er juillet 2005.)

La gentillesse

« Vous savez, il m'a fallu du temps pour comprendre que la gentillesse était une qualité essentielle. C'est tellement agréable de rencontrer quelqu'un de gentil. » (Nicolas Sarkozy, France3, cité par le zapping de canal plus du 11 janvier 2007)

Nettoyer au Kärcher

« Les voyous vont disparaître, je mettrai les effectifs qu'il faut mais on nettoiera la Cité des 4000 [...] On va nettoyer au Kärcher [...] On va envoyer des équipes spécialisées et éventuellement, s'il le faut, des CRS. » (Nicolas Sarkozy, 20/06/2005 à La Courneuve cité dans Le Monde, 23/06/2005)

Aimer la France ou la quitter

« Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter. [...] Au nom de quoi les Etats-Unis, l'Australie, le Canada, l'Angleterre, l'Allemagne et tant d'autres choisiraient les meilleurs étudiants, les meilleurs travailleurs et nous nous n'aurions le droit de choisir personne pour subir tout le monde. Cette politique, ce n'est pas la mienne. » (Nicolas Sarkozy discours prononcé devant les nouveaux adhérents de l'UMP cité par LCI, 22/04/2006)

La communication

« La communication est à l'action ce que l'aviation est à l'infanterie ; l'aviation doit passer pour que l'infanterie puisse sortir ; c'est lorsqu'on a gagné la bataille de la communication qu'on peut commencer à agir. » (Nicolas Sarkozy, interviewé dans L'Express, 17/11/05 cité par le mensuel CQFD n°29)

La France et l'Afrique

« La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique. » (Nicolas Sarkozy en visite au Mali cité par Le Figaro, 19 mai 2006)

Fréquentations

« Je n'ai pas l'habitude de fréquenter des gens qui ont été condamnés par la Justice. » (Nicolas Sarkozy, à propos de l'affaire Clearstream, le 03/11/2006, sur France Inter, vers 13h. Rappelons que Nicolas Sarkozy est un proche d'Alain Carignon, ancien maire de Grenoble condamné pour "recel d'abus de biens sociaux" et "complicité de corruption".)

Le gaullisme révolutionnaire

« Etre jeune gaulliste, c'est être révolutionnaire ! » (Nicolas Sarkozy, Assises nationales de l'UDR (Union des Démocrates pour la République, parti gaulliste, ancêtre du RPR), Nice, juin 1975)

Le conformisme

« Le premier problème de la vie politique, c'est l'ennui fondamental qu'elle génère [...] par ses discours sirupeux. Réveillez-vous, arrêtez le conformisme. » (Nicolas Sarkozy, Perpignan, clôture de l'université d'été du Parti radical, petite formation associée à l'UMP, juillet 2005)

Les géants noirs

« Les mineurs de 1945 n'ont rien à voir avec les géants noirs des banlieues d'aujourd'hui, qui ont moins de 18 ans et qui font peur à tout le monde. » (Nicolas Sarkozy, propos tenus au Conseil des ministres, lors de la présentation du projet de loi sur la délinquance des mineurs, rapportés par Le Canard enchaîné, 07/06/2006.)

Les parasites

« Et à ceux qui ont délibérément choisi de vivre du travail des autres, ceux qui pensent que tout leur est dû sans qu'eux-mêmes doivent rien à personne, ceux qui veulent tout tout de suite sans rien faire, ceux qui, au lieu de se donner du mal pour gagner leur vie, préfèrent chercher dans les replis de l'histoire une dette imaginaire que la France aurait contractée à leur égard et qu'à leurs yeux elle n'aurait pas réglée, ceux qui préfèrent attiser la surenchère des mémoires, pour exiger une compensation que personne ne leur doit, plutôt que de chercher à s'intégrer par l'effort et par le travail, ceux qui n'aiment pas la France, ceux qui exigent tout d'elle sans rien vouloir lui donner, je leur dis qu'ils ne sont pas obligés de rester sur le territoire national. » (Nicolas Sarkozy, discours de meeting à Agen, le 25/06/2006, propos rapportés par Billets d'Afrique, juillet 2006.)

Le soleil est jaune

« Si Le Pen dit que le soleil est jaune, je ne vais pas être obligé d'arriver en prétendant qu'il est bleu. Personne n'est obligé d'habiter en France. Quand on habite en France on respecte ses règles. C'est-à-dire qu'on n'est pas polygame, qu'on ne pratique pas l'excision sur ses filles, qu'on n'égorge pas le mouton dans son appartement, et qu'on respecte les règles républicaines. » (Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, émission « J'ai une question à vous poser », TF1, cité par le zapping de canal plus du 6 janvier 2007)

L'espérance

« Car le mal français aujourd'hui c'est le manque d'espérance. Car le drame de la France aujourd'hui c'est le doute qui la ronge. La France doute d'elle-même, de son identité, de son rôle, de son avenir. Aimer la France c'est d'abord lui redonner l'espoir, c'est d'abord lui rendre confiance en elle-même. » (Nicolas Sarkozy, meeting de Toulon, 7 février 2007)

ça ne peut plus durer

« Ici, à Toulon, comme partout en France, j'entends ce cri qui s'élève des profondeurs du pays et dont l'écho semble se répéter indéfiniment : « ça ne peut plus durer ». Ça ne peut plus durer les travailleurs pauvres qui se demandent quoi faire pour s'en sortir. Ça ne peut plus durer le pouvoir d'achat trop faible, les enfants condamnés à vivre moins bien que leurs parents, la difficulté de se loger décemment. Ça ne peut plus durer l'assisté qui gagne plus que le travailleur, l'école qui n'apprend pas à lire, à écrire, à compter correctement. Ça ne peut plus durer la violence, des multi-récidivistes. Ça ne peut plus durer le petit voyou et le patron voyou qui restent impunis. Ça ne peut plus durer les parachutes en or pour celui qui échoue, les stock options réservées à quelques-uns. Ça ne peut plus durer la discrimination, l'inégalité des chances, la panne de la promotion sociale. Ça ne peut plus durer les femmes moins payées que les hommes, les mariages forcés, la loi des grands frères, la polygamie, l'excision. Ça ne peut plus durer les délocalisations provoquées par la concurrence déloyale, le dumping social, écologique, fiscal. Ça ne peut plus durer le travail découragé, le travailleur démoralisé. Ça ne peut plus durer le travailleur qui paye pour tout le monde. Ça ne peut plus durer les valeurs de la France bafouée, l'histoire de France répudiée, la nation dénigrée. » (Nicolas Sarkozy, meeting de Toulon, 7 février 2007)

Il suffit d'unir nos forces

« Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. Cessons de noircir le passé. L'Occident longtemps pécha par arrogance et par ignorance. Beaucoup de crimes et d'injustices furent commis. Mais la plupart de ceux qui partirent vers le Sud n'étaient ni des monstres ni des exploiters. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre ingrat que nul avant d'eux n'avait cultivé. Beaucoup ne partirent que pour soigner, pour enseigner. On peut désapprouver la colonisation avec les valeurs qui sont les nôtres aujourd'hui. Mais on doit respecter les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont pensé de bonne foi œuvrer utilement pour un idéal de civilisation auquel ils croyaient. [...] A tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies en ayant tout abandonné, n'emportant avec eux que leurs souvenirs de jeunesse et cette nostalgie qui ne les quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux. [...] Faire une politique de civilisation, voilà à quoi nous incite la Méditerranée où tout fut toujours grand, les passions aussi bien que les crimes, où rien ne fut jamais médiocre, où même les Républiques marchandes brillèrent dans le ciel de l'art et de la pensée, où le génie humain s'éleva si haut qu'il est impossible de se résigner à croire que la source en est définitivement tarie. La source n'est pas tarie. Il suffit d'unir nos forces et tout recommencera. » (Nicolas Sarkozy, meeting de Toulon, 7 février 2007)

La France des voyous

« Je suis là pour faire un travail, et mon travail, c'est de débarrasser la France des voyous, je ne vais pas me gêner. » (Nicolas Sarkozy, Paris, cité par Le Monde du 5 juin 2005)

Le mérite

« Il nous faut inventer un nouveau modèle français, dont l'ambition première sera de rendre la réussite accessible pour chaque français, d'où qu'il vienne, pour peu qu'il s'en donne les moyens et qu'il le mérite. [...] La réussite et la promotion sociale ne sont pas un dû que chacun peut réclamer en faisant la queue à un guichet. C'est mieux : c'est un droit, un droit que l'on mérite à la sueur de son front. » (Nicolas Sarkozy, Université d'été des Jeunes Populaires, La Baule, 4 septembre 2005.)

Aimer la police

« Les forces de police ont besoin d'être considérées, respectées, j'allais dire aimées. » (Nicolas Sarkozy, Corbeil-Essonnes, mai 2002, cité par Libération du 17 mai 2002)

Acquis social ou lâcheté ?

« Je ne demanderai jamais la remise en cause des acquis sociaux mais je souhaite que l'on fasse le tri entre ce qui est acquis social et ce qui n'est que le produit d'une habitude, d'une lâcheté, d'un oubli. [...] Ce n'est pas un acquis social que de pouvoir bénéficier d'un minimum social sans être contraint en contrepartie d'avoir une activité. » (Nicolas Sarkozy, 11 juin 2005, lors d'une réunion devant le millier de cadres du parti)

La propriété

« Nous ferons de la France un pays de propriétaires. Le rêve de propriété doit être accessible pour tous, y compris pour les petits salaires. Cessons de culpabiliser le patrimoine, la propriété, la promotion sociale. » (Nicolas Sarkozy, Palais des Sports - Porte de Versailles - Paris, Jeudi 12 mai 2005)

Sauver la planète par la croissance durable

« Vous voulez sauver la planète et vous avez raison ! Le développement durable, ce n'est pas la croissance zéro, c'est la croissance durable. La révolution que je vous propose, c'est de faire du développement durable le critère de toutes nos politiques publiques.[...] En investissant dans le nucléaire qui ne produit pas de gaz à effet de serre. » (Nicolas Sarkozy, Université d'été des Jeunes populaires UMP à Marseille, 03/09/2006. Cité dans La Décroissance n° 35, décembre 2006.)

Les médias

« J'ai tous les patrons de presse avec moi. » (Nicolas Sarkozy, cité par Le Canard Enchaîné, 18/05/05)

Etre de droite

« Etre de droite c'est refuser de parler au nom d'une France contre une autre. C'est refuser la lutte des classes. C'est refuser de chercher dans l'idéologie la réponse à toutes les questions, la solution à tous les problèmes. C'est refuser de voir dans le contradictoire un ennemi mais un citoyen dont on doit entendre les arguments. » (Nicolas Sarkozy, congrès de l'UMP, dimanche 14 janvier 2007)